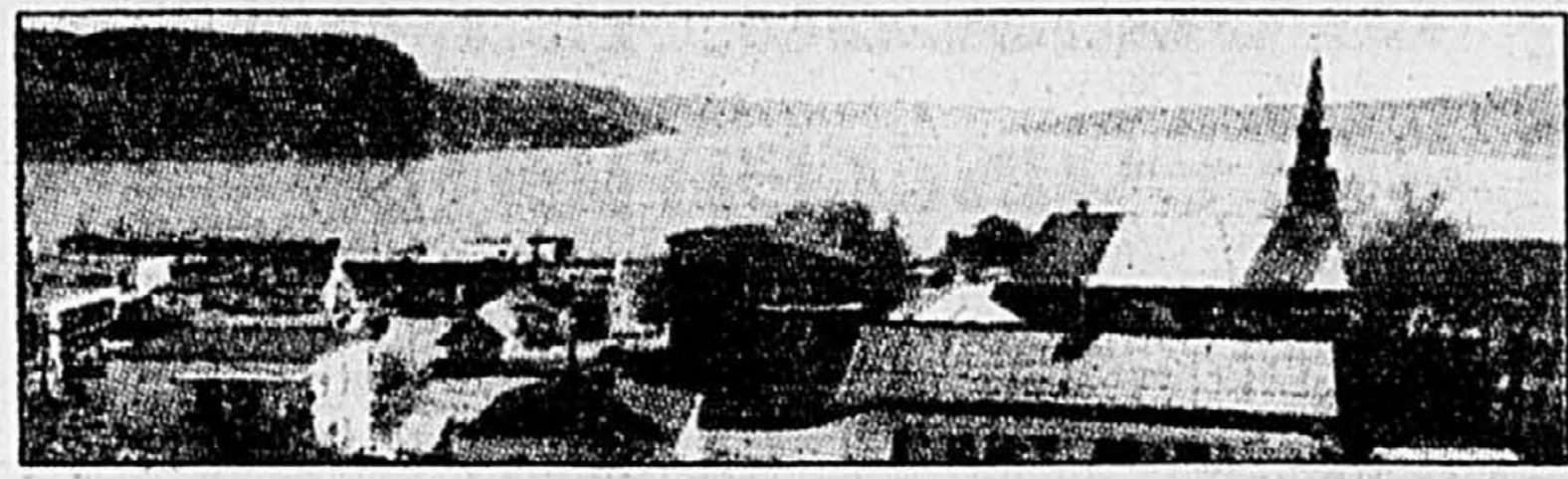


# SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

L'impérieux besoin de ne plus dépendre de la grande entreprise

À lire en pages A10 et A11



**Ne partez pas en vacances cet été sans Sécur'Été!**

**CROIX BLEUE**

286-8403

**La Presse**

LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

MONTREAL 350

**7050**  
JEAN-TALON EST  
PRÈS DES  
GALERIES D'ANJOU  
**352-1010**

**LA HAUTE TECHNOLOGIE**

**Nikon**  
POUR VOS LUNETTES

**VU**

Aujourd'hui: Partiellement ensoleillé  
Minimum 9° Maximum 21°  
Demain: Généralement ensoleillé DETAILS CAHIER SPORT

MONTREAL, MERCREDI 10 JUIN 1992

108<sup>e</sup> ANNEE N° 227

82 PAGES, 6 CAHIERS

Îles de La Madeleine: 1.00 **50¢** Taxes en sus

## Aujourd'hui



### D1 HOMARD

Le fait que le homard des Îles-de-la-Madeleine soit considéré comme le meilleur au monde est peut-être dû au soin apporté à sa manutention.

### B1 HÉLICOPTÈRES

L'opposition fédérale s'élève contre le projet d'acquisition, par le gouvernement, de 50 hélicoptères construits en partie au Québec.

## Sommaire

**Annonces classées**

immobilier ..... D6 à D13  
marchandises ..... D13-D14  
emplois ..... D14-D15  
automobiles ..... D16-D17  
propositions d'affaires ..... C9

**Arts et spectacles**

informations ..... E1 à E6  
ciné-horaire ..... E6  
Télé-horaire ..... E2  
Bandes dessinées ..... D9  
Bridge ..... D17  
Carrières et prof. .... C6-C7  
Décès ..... E5  
Économie ..... C1 à C9  
Editorial ..... B2  
Êtes-vous observateur? ... D6  
Feuilleton ..... D11  
Horoscope ..... D10  
Le monde ..... B4-B5  
Loteries — résultats: ..... A17  
Montréal en fête ..... A15  
Mots croisés ..... D12  
Mot mystère ..... D14

**SPORTS**

Philippe Cantin ..... S5

## LE CALCIUM TUE LES ARBRES



PHOTO PIERRE McCANN, La Presse

L'épandage de calcium sur l'autoroute Métropolitaine tue petit à petit les arbres qui la bordent. Le phénomène est particulièrement évident à l'est de la rue Saint-Laurent, où l'on peut voir de nombreux arbres, appartenant à diverses espèces, tendre vers le ciel leurs branches dénudées. Emportées par le vent, les gouttelettes d'eau salée se déposent sur les branches, qui les absorbent lentement. Avec les années, le nombre de branches saines diminue graduellement, et finalement, l'arbre meurt. Nos informations en page A 3

## Les spectaxs baissent, mais pas le prix des billets

VALÉRIE BEAUREGARD

**M**algré la disparition de la taxe d'amusement, les Québécois ne paieront pas moins cher leurs billets de théâtre ou de cinéma, cet été. Toutes les raisons sont bonnes pour ne pas rendre aux consommateurs ce que le fisc a remis au monde du spectacle.

L'excuse qui revient le plus souvent: la pré-vente des billets est commencée et il serait difficile de faire marche arrière pour rembourser ceux qui ont déjà acheté leurs billets.

Avec la venue de la TVQ, en janvier dernier, plusieurs craignaient que cette taxe de 8 p. cent ne s'ajoute à la taxe d'amusement de 10 p. cent et à la TPS de 7 p. cent, ce qui aurait créé un empilement de taxes. On aurait alors parlé d'une taxe de 25 p. cent sur le prix d'une place de spectacle.

Mais un compromis a été obtenu, qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet: à la TPS de 7 p. cent s'ajoutera la TVQ sur les services de 4 p. cent (pour un total de 11,5 p. cent), ce qui entraîne une diminution de près de 6 p. cent de la taxe sur les billets de spectacle

comparativement à la situation qui prévaut actuellement (TPS de 7 p. cent, taxe d'amusement de 10 p. cent, pour un total de 17 p. cent).

En d'autres mots, un billet de spectacle de 15 \$ (prix avant taxes) coûtera 16,69 \$ après le 1<sup>er</sup> juillet comparativement à 17,55 \$ avant cette date, soit 86 cents de moins.

Toutefois, comme le changement ne sera en vigueur que le 1<sup>er</sup> juillet, il en résulte un joli mélomélom.

Une enquête de *La Presse* révèle que le Festival international de Lanaudière, l'Orchestre symphonique de Montréal, les cinémas Cineplex Odeon, le Théâtre du Nouveau Monde et le Musée des

VOIR PRIX EN A 2

## Le 24 juin, on jouera le God Save the Queen

SONIA SARFATI  
collaboration spéciale

**L'**hymne national britannique, le *God Save the Queen*, sera joué pendant le défilé de la Saint-Jean, à Montréal, par les Sénateurs de l'Ancienne-Lorette, a appris *La Presse*.

Cette année, le défilé du 24 juin portera sur les grands choix que le Québec a dû faire au cours de son histoire. Parmi ces choix, a expliqué David Gaucher, concepteur visuel de l'événement, «celui de s'assimiler aux Américains ou aux Anglais».

Pour traduire ce choix, M. Gaucher a conçu un tableau intitulé «Rester soi-même ou s'assimiler», dans lequel trois pièces de casse-tête s'imbriquent les unes aux autres. Deux morceaux imposants, aux couleurs des États-Unis et de la Grande-Bretagne, enserment une pièce plus petite, un morceau du fleurdelisé.

À l'avant du «casse-tête», les Sénateurs de l'Ancienne-Lorette interpréteront le *God Save the Queen* britannique et, à l'arrière, les Sénateurs de Joliette joueront le *Star Spangled Banner* américain. Les deux hymnes se mêlent en une cacophonie représentant bien «les pressions subies par le Québec à cette époque», a souligné M. Jean Dorion, président de la Société Saint-Jean-Baptiste.

Interrogé par *La Presse* au sujet des réactions que la foule pourrait avoir, au moment du défilé, en entendant l'hymne national britannique, M. Dorion a affirmé ne rien craindre. «Ce n'est qu'un tout petit élément, au milieu de beau-

coup, beaucoup d'autres, a-t-il dit. Le défilé va être très nationaliste, axé sur le passé français du Québec, et sur son avenir français.»

«Nous allons distribuer 100 000 tracts aux spectateurs, afin de les aider à bien comprendre les six tableaux», a ajouté Mme Suzel Brunel, directrice des Communications de la SSJB.

«Le *God Save the Queen* va titiller certaines personnes, nous en sommes conscients, mais nous ne pouvons pas faire taire l'histoire. Or, ce que représente ce tableau, c'est ce qui s'est vraiment passé. La SSJB est militante... mais elle n'est pas bornée», a conclu Mme Brunel.

C'est David Gaucher qui a eu l'idée de la présence sonore du *God Save the Queen* au défilé. «Nous avons décidé d'aller de l'avant avec cela pour ne pas nous montrer complaisants, comme c'est souvent le cas dans de tels événements», a-t-il indiqué.

M. Gaucher désirait également intégrer la présence des fanfares aux différents tableaux. Les faire participer au défilé autrement qu'en comblant les vides entre deux tableaux.

Et, de l'avis des organisateurs de l'événement, les deux hymnes nationaux, se superposant en une cacophonie certaine, représentent bien les tiraillements qu'a subis le Québec au cours de son histoire. Or, l'histoire, les choix historiques, sont justement le thème du défilé de cette année. □

■ Mitsou sera la grande vedette de la fête du Canada à Montréal. Page A 5

## Québécois et Ontariens veulent garder leur emprise sur le Sénat

GILLES PAQUIN  
du bureau de La Presse  
OTTAWA

### SONDAGE GALLUP

**S**elon un sondage de la maison Gallup, la moitié de l'électorat canadien rejette le projet de réforme du Sénat donnant un nombre égal de sièges à chacune des provinces, sans égard à l'importance de leur population.

Cette formule égalitaire, proposée par l'Alberta sous l'appellation de «Sénat triple E», recueille tout de même l'appui de 41 p. cent des électeurs dans l'ensemble du Canada pendant que 9 p. cent refusent de se prononcer, selon Gallup. Les avis sont partagés et coupent le Canada en tranches, selon la région d'origine des répondants.

En effet, les Canadiens des huit provinces les moins peuplées souhaitent obtenir un nombre égal de sièges au Sénat tandis que les Québécois et les Ontariens veulent y maintenir une représentation proportionnelle à leur poids démographique.

De fait, 60 p. cent des Ontariens et 58 p. cent des Québécois se disent favorables au maintien de la répartition actuelle des sièges accordant une place plus importante aux provinces plus peuplées.

La majorité des électeurs des

Maritimes, de l'Ouest et de la Colombie-Britannique soutiennent au contraire que toutes les provinces doivent avoir le même nombre de représentants élus à la Chambre haute. Dans ces régions, ils sont respectivement 54, 57 et 51 p. cent à réclamer l'égalité absolue des provinces au Sénat.

#### Sénat élu

Si les électeurs rejettent une partie de la formule albertaine de réforme du Sénat, 49 p. cent sont néanmoins d'accord pour en faire une chambre élue plutôt que nommée au bon plaisir du premier ministre du Canada, comme cela se fait maintenant.

VOIR SÉNAT EN A 2

■ Ottawa se prépare à faire cavalier seul. Page B 1

**LE MONT-ROYAL ENVAHI PAR LES MAUVAISES HERBES ET LES VÉLOS DE MONTAGNE!**

**LES HAUTES HERBES CACHENT LES MESSIEURS QUI S'ADONNENT AU... DISOUS AU NATURISME... T SA'S VEUX DI'Ê!**



Vol seulement		nombre de sièges limité	
Fort Lauderdale	289 \$**	Martinique/	
Haïti	339 \$**	Guadeloupe	522 \$**
Vancouver	353 \$**	Rome/Londres	539 \$**
Paris	442 \$**	Lyon	542 \$**
Nice	472 \$**	Barcelone	639 \$**

\*Incluant: avion, hôtels, transferts, tours guidés et certains repas, taxes incluses.

\*\*Ces tarifs sont applicables pour certaines dates et les taxes sont incluses.

Multi-Voyages Multi-Voyages Multi-Voyages Multi-Voyages Multi-Voyages Multi-Voyages Multi-Voyages Multi-Voyages Multi-Voyages Multi-Voyages

multi-voyages

Pour de plus amples informations consultez-nous au 858-6260

8403, rue St-Denis  
Montréal H2P 2G9

Permis du Québec

## L'«homme enceint»: supercherie, mais vraie histoire d'amour

Agence France-Presse  
MALAYBALAY, Philippines

■ L'«homme enceint des Philippines», le prétendu hermaphrodite qui devait accoucher en août, n'a jamais attendu de bébé dans son abdomen gonflé comme il l'avait fait croire à des médecins, responsables gouvernementaux et journalistes.

La supercherie avait réussi à défrayer la presse locale et internationale pendant des semaines avant d'être révélée hier par l'avocat même d'Edwin Bayron, l'homme qui rêvait d'être femme et avait demandé un changement de sexe et d'identité pour pouvoir épouser légalement son compagnon.

Car la fausse grosse cachait une véritable histoire d'amour, entre homosexuels.

Me Anastacio Rosos, l'avocat de cet infirmier de 32 ans de l'île méridionale de Mindanao, a été obligé de révéler le pot aux roses après qu'un examen gynécologique forcé eut établi la semaine dernière la vérité sur son client: celui-ci possède tous les attributs du sexe masculin, et eux seuls.

L'homme avait fait croire qu'il était «enceint» de six mois, une date avait même été fixée par les médecins pour son accouchement. Il affirmait être né avec les organes reproductifs des deux sexes et racontait qu'une opération l'avait fait passer en 1985 du sexe masculin de son état civil à la réalité physique d'une femme capable de concevoir.

Une infirmière présente lors de l'examen médical qu'Edwin (on l'appelait aussi Diane) a confirmé la supercherie.

«Son pénis a deux fois l'épaisseur de mon pouce», a-t-elle dit à une journaliste à Malaybalay, une ville de Mindanao à 800 km au sud de Manille. Le vagin que la chirurgie aurait créé pour permettre la fécondation était aussi imaginaire que la grossesse, a-t-elle ajouté.

La presse avait récemment commencé à avoir des doutes sur la véracité d'une histoire qui avait ému jusqu'au ministre philippin de la santé. Celui-ci avait promis l'assistance de ses services pour la surveillance de



Il y a quelques semaines, Edwin Bayron, qui se faisait notamment connaître sous le nom de Carlo, exhibait ce qu'il disait être un ventre d'homme «enceint».

PHOTO REUTERS

la grossesse, l'accouchement et même un congé de maternité «exceptionnel» pour un fonctionnaire du sexe masculin.

«Les médecins ont fait preuve de négligence, a dit l'avocat Me Rosos. Ils étaient persuadés qu'il avait été opéré et n'ont pas procédé à un examen approfondi».

Lui-même a retiré la demande de changement de sexe et d'identité de son client déposée

auprès d'un tribunal de Mindanao.

Le rêve de l'homme était de se marier après avoir pris le nom de Duene May Enriquez, une variation sur son prénom et celui de son amant, un membre d'une milice locale anti-communiste.

L'histoire avait pris une ampleur telle que des télévisions étrangères et des tabloïdes de différents pays s'y étaient intéressés. L'homme négociait des interviews contre de l'argent.

## Procès Soucy-Brousseau: les jurés écoutent des enregistrements

PIERRE BELLEMARE

■ Le jury au procès de l'ex-présidente de la Commission des écoles catholiques de Montréal, Denise Soucy-Brousseau, a entrepris hier l'audition sur cassettes enregistrées de trois témoignages.

D'une durée globale d'environ une journée et demie, cet exercice repousse au moins à demain l'annonce du verdict, qu'aura à prononcer les six femmes et six hommes du jury, dont les délibérations sont en cours depuis avant-hier après-midi.

Ils sont retournés devant le juge Jean-Guy Boilard, en matinée, pour lui demander si une action posée avec une intention malhonnête devient automatiquement un acte criminel.

L'accusée aurait, selon la preuve de la Couronne, représentée par Me Randall Richmond, soumis une réclamation de remboursement, le 19 mars 1991, pour un repas de 390\$ pris, le 4 janvier 1991, en compagnie d'un couple d'amis, tout en laissant entendre que ce «repas d'affaires» avait été partagé, le 1er février 1991, avec le ministre de l'Éducation, Michel Pagé, et deux de ses collaborateurs, dont l'adjoint parlementaire et député de Sauvé, Marcel Parent.

En réponse au jury, le juge Boilard a répondu par la négative et il a donné l'exemple suivant: si un représentant d'une compagnie, en acquittant une note de restaurant par carte de crédit, demande au serveur de majorer le montant de 100\$, «il manifeste certes une intention malhonnête».

«Mais tant que ce même représentant conserve son reçu dans sa poche, il ne commet pas d'acte criminel», a ajouté le magistrat, en se gardant bien de vouloir faire un rapprochement avec l'objet même du procès de Mme Soucy-Brousseau.

### Trois autres questions

Les jurés ont alors poursuivi leurs délibérations. Après l'heure du dîner, ils se sont à nouveau présentés en cour, en soulevant trois autres questions.

## 38 morts lors d'une explosion dans une mine en Ukraine

Agence France-Presse  
MOSCOU

■ Au moins 38 mineurs ont été tués, 27 blessés et 18 sont portés disparus après un coup de grisou hier dans une mine de charbon dans le sud-est de l'Ukraine, a indiqué l'agence ITAR-TASS.

La catastrophe s'est produite dans la mine de Sukhodolskaia-Vostochnaia près de la ville de Krasnodon au moment où des ouvriers procédaient à des opérations de minage, a-t-on précisé de même source.

L'explosion de méthane a provoqué un fort dégagement d'oxyde de carbone qui s'est propagé par l'intermédiaire du système de

ventilation de la mine. La première explosion a provoqué la mort de huit mineurs, les autres ayant été vraisemblablement asphyxiés, a précisé ITAR-TASS.

Les équipes de secours étaient parvenues à 20h00 locales (17h00 GMT) à ramener à la surface les corps de 38 mineurs et poursuivaient leurs opérations tard dans la nuit, a ajouté l'agence.

La radio russe a indiqué de son côté que 27 mineurs avaient été transportés à l'hôpital et que 18 étaient portés disparus.

Le président ukrainien Léonid Kravichouk, le gouvernement et le parlement, ont exprimé leurs condoléances aux familles des

A quelle séance du comité de direction de la CECM l'accusée a-t-elle présenté sa réclamation de remboursement?

Quelles sont les personnes (présentes à cette réunion) qui ont corroboré la version des faits de l'accusée, la semaine dernière, lors de son témoignage? En substance, Mme Soucy-Brousseau a indiqué qu'elle a partagé un repas «pour le ministre», signifiant ainsi que le lunch en était un d'affaires, en l'absence du ministre, mais dont il a été beaucoup question avec le couple d'amis et son mari.

Elle a aussi fait valoir qu'elle a confondu, par inadvertance, les dates du 4 janvier et du 1er février 1991, en présentant sa réclamation au comité de direction, le 19 mars suivant, une réclamation qu'elle dit ne pas avoir lue ni vérifiée.

Troisième question: combien de temps a duré le témoignage de Micheline Pagé-Landry? Ce témoin était la secrétaire de Mme Soucy-Brousseau, lorsque celle-ci a accédé à la présidence de la CECM, en décembre 1990, après avoir accompli un mandat de trois ans comme commissaire.

Pour éviter d'influencer la nature du verdict, le juge Boilard a convenu avec Me Richmond et avec l'avocat de la défense, le criminaliste Jean-Claude Hébert, que les jurés devaient entendre les cassettes rapportant les témoignages de Mme Pagé-Landry, de Mme Soucy-Brousseau et de Me Christiane Benoit, secrétaire générale adjointe de la CECM.

Le juge Boilard a, du reste, fait comprendre aux jurés qu'ils devaient réentendre ces témoignages au complet, non pas seulement les extraits qui les intéresseraient, pour s'assurer de bien obtenir les réponses à leurs interrogations.

À ces mots, quelques jurés ont haussé les épaules ou fait la moue. L'un d'eux a voulu savoir du juge s'ils pouvaient, tout de même, «passer vite» sur certains passages de ces témoignages. «Pas de problèmes, a-t-il rétorqué, pour ce qui est du début des témoignages. Mais pour le reste, il faudra les réentendre jusqu'à la fin.»

Les jurés ont finalement pris congé pour reprendre leur travail à 9 h 30, ce matin.

victimés et une commission gouvernementale a été instituée pour tenter de déterminer les causes de l'accident.

Plusieurs autres explosions se sont produites dans des mines d'Ukraine ces douze derniers mois, notamment le 29 juin dernier lorsque 32 mineurs avaient été asphyxiés lors d'un incendie dans la mine de Ugladar sur le gisement minier du Donetsk.

La commission chargée d'enquêter sur cette catastrophe avait révélé en août que celui-ci était survenu du fait de «négligences habituelles» comme le manque de masques à gaz et l'utilisation de matériaux facilement inflammables.

## SUITE DE LA UNE

### PRIX

Les spectacles baissent, mais pas le prix des billets

Beaux-Arts n'ont nullement l'intention de modifier leurs prix.

En revanche, le Festival international de jazz de Montréal et le Festival Juste pour rire refiletront la différence aux consommateurs, ce qui n'est pas sans leur causer certains problèmes.

Au Musée, la diminution des taxes devrait ramener le droit d'entrée à 9,50\$ environ. Mais Guy Parent, le contrôleur du Musée des Beaux-Arts, prétexte que les «chiffres ronds» sont préférables dans le monde du spectacle pour ne pas ralentir les files à la porte. «Quand tu accueilles 3000 personnes le dimanche, ça prend beaucoup de trente sous pour faire la monnaie sur un billet de 10\$.»

Pas question de réduire le prix du billet après le 1er juillet au Festival de Lanaudière. «Si deux personnes s'assoient l'une à côté de l'autre pour le même spectacle et

n'ont pas payé le même prix, il y a là quelque chose d'incohérent», soutient le directeur François Bédard.

Le festival gardera donc la différence de 5,72 p. cent exactement (17 p. cent - 11,28 p. cent) par billet dans ses coffres cet été. On remet plutôt à l'année prochaine la révision de la grille des prix.

### Jazz, Rire: même spectacle, deux prix

Les organisateurs qui se montrent fiscalement plus transparents vis-à-vis des spectateurs se retrouvent avec un délicat problème sur les bras. Les personnes qui attendront au 1er juillet pour acheter leurs billets paieront moins cher que si elles achetaient les mêmes billets avant le jour J. Cette situation inquiète les promoteurs de spectacles et les organisateurs de festivals qui ont bien peur de voir ralentir la pré-vente de leurs billets.

«Je dois vivre avec le fait que les gens vont lire cet article», lance André Ménard, vice-président

du Festival de jazz de Montréal, avec une pointe d'ironie. La saison 1992 est toutefois bien partie car la moitié des billets du Festival se sont déjà envolés.

Le Festival de jazz, qui a mis ses billets en vente le 16 mai, affiche ses prix, taxes en sus. L'écart entre les deux taxes sera donc clairement reflété sur la note finale du consommateur. Le Festival se déroulera du 1er au 12 juillet.

La différence entre la taxe d'amusement et la TVQ sera aussi remise au consommateur qui attendra la fin du mois de juin pour acheter ses billets pour le Festival Juste pour rire, qui se tient quelques jours plus tard, du 30 juillet au 9 août. Le prix des billets, qui inclut les taxes, sera rajusté en conséquence.

«Mais il est évident que ceux qui achètent leurs billets tout de suite auront les meilleures places», fait remarquer Hubert Harrel, vice-président exécutif de Juste pour rire.

Plusieurs intervenants dans l'industrie blâment le gouvernement pour cette mauvaise transition. «Si le changement était entré en vigueur le jour même de l'annonce, l'opération aurait été beaucoup plus simple pour les théâtres d'été et les festivals», soutient M. Harrel.

André Ménard trouve qu'il est «odieux de demander une taxe pour des spectacles qui seront présentés alors qu'elle aura disparu». La transition, dit-il, a été planifiée «de la façon la plus imbécille».

François Bédard, du Festival de Lanaudière, ne croyait pas devoir payer de taxe d'amusement pour les spectacles de cet été. L'appel de La Presse a éveillé certains soupçons. «J'ai eu un frisson en lisant le texte de loi car je me suis effectivement rendu compte que la taxe d'amusement était payable sur les billets achetés avant le 1er juillet.»

Le festival doit 7000\$ à la ville de Joliette sur les 70000\$ déjà recueillis en pré-vente.

### Les «spectaxes»

Une coalition des arts de la scène avait demandé cet hiver la suppression de toute forme de taxes sur le billet de spectacle. En trois mois, 175 000 personnes ont signé sa pétition «NON aux



SPECTAXES». L'annonce clame: «Les billets de spectacles sont tellement taxes qu'on ira bientôt les acheter à Plattsburgh.»

Même si une taxe de 4 p. cent a été imposée au monde du spectacle, la coalition se réjouit des nouvelles mesures apportées par le ministre des Finances Gérard D. Levesque. Elle voit là le «premier geste concret visant à favoriser la relance du secteur des arts de la scène».

«On n'est plus taxés comme un luxe néfaste à la santé mais comme tout le monde», précise André Ménard, du Festival de jazz.

Pour Jacques Primeau, le coordonnateur de la coalition et le gérant du groupe Rock & Belles Oreilles, il est certain que le retrait de la taxe d'amusement et son remplacement par la TVQ «créera une pression à la baisse sur le prix des billets... Peut-être pas toujours 6 p. cent, mais une partie certainement. Chose certaine, dit-il, la diminution du taux de taxation a empêché une augmentation des prix.»

Pour les compagnies théâtrales et les orchestres symphoniques qui ont déjà mis en vente leurs abonnements pour la saison 1992-1993, l'écart de 6 p. cent ne sera pas remis aux consommateurs. La plupart d'entre elles établissent leur grille tarifaire en début d'année et il serait trop tard, nous dit-on, pour modifier les prix.

«Quand nous avons établi nos prix en début d'année, avant le

changement de la direction artistique, on ne savait pas ce qui allait arriver, fait remarquer M. Sylvain Legris, du Théâtre du Nouveau Monde. On les a fixés en incluant toutes les taxes quoi qu'il arrive. On y gagne un peu évidemment, reconnaît-il, mais on aurait aussi pu y perdre beaucoup.»

Les abonnements (théâtre, concerts, etc.) sont offerts, règle générale, au même prix que l'année dernière. Au TNM, les billets de 32\$ à 29\$, toutes taxes incluses.

Si le prix des abonnements ne sera pas modifié, M. Langlois fait remarquer que celui des billets pour la série de spectacles Mozart Plus, présentés à la Basilique Notre-Dame, sera moins cher pour ceux qui se présenteront aux guichets après le 1er juillet.

Cinéplex-Odéon n'a pas l'intention de réduire ses prix, elle qui les avait majorés de 50 cents en novembre 1990, quelques semaines avant l'entrée en vigueur de la TPS. «On peut-on se divertir aujourd'hui pour seulement 8\$?» demande M. Claude Chabot, premier vice-président et directeur général.

Il renchérit en affirmant que la disparition de la taxe d'amusement de 10 p. cent écarte la possibilité d'augmenter le prix des billets «au moins pour un an».

Mais si la taxe d'amusement n'avait pas été abolie et qu'on y avait rajouté la TVQ, M. Chabot reconnaît qu'il y aurait eu une augmentation du prix des billets

chez Cineplex Odéon. «On n'aurait pas eu le choix», admet-il d'emblée.

Quant à la chaîne Famous Players, elle s'est refusée à tout commentaire. □

### SÉNAT

Québécois et Ontariens veulent garder leur emprise sur le Sénat

Plus de tiers des répondants estiment toujours préférable d'abolir purement et simplement cette institution pendant que 8 p. cent jugent la situation actuelle satisfaisante en ce qui a trait au choix des sénateurs.

La population est par contre profondément divisée sur le rôle que doivent jouer les sénateurs: 44 p. cent veulent leur retirer le pouvoir de bloquer le projet de loi pendant que 42 p. cent pensent qu'ils doivent le conserver.

Les résultats de ce sondage reposent sur 1 024 interviews téléphoniques effectuées entre les 3 et le 6 juin auprès d'adultes choisis au hasard dans l'annuaire téléphonique. Un tel sondage est exact 19 fois sur 20 et comporte une marge d'erreur de 3,1 p. cent pour l'ensemble du Canada, mais celle-ci est plus élevée dans les régions en raison de la taille restreinte de l'échantillon. □

### Où donner de son sang

■ Aujourd'hui, la Croix-Rouge attend les donneurs aux endroits suivants:

● à Montréal: Centre des Donneurs de sang, 2991 Sherbrooke Est, Centre commercial Maisonneuve (metro Préfontaine), de 9 h à 18 h;

● à Montréal-Nord: Arène Henri-Bourassa, 12000 boul. Rolland, de 10 h à 20 h 30;

● à Laval: Banque Nationale du Canada et C.F.G.L., Le Carrefour Laval, Mail central, 3003 boul. le Carrefour, de 10 h 30 à 16 h 30;

<b>La Quotidienne</b>	à trois chiffres	<b>932</b>
tirage d'hier	à quatre chiffres	<b>6436</b>

<b>ABONNEMENT</b>	285-6911	<b>ANNONCES CLASSEES</b>	285-7111
Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7h à 17h30			
<b>RÉDACTION</b>	285-7070	<b>GRANDES ANNONCES</b>	285-7202
<b>PROMOTION</b>	285-7100	Détailants	285-7306
<b>COMPTABILITÉ</b>		National, Télé+	285-7265
Grandes annonces	285-6892	Vacances, Voyages	
Annonces classées	285-6900	Carrières et professions, nominations	285-7320

**La Presse**

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE, L.T.E.E., 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de LA PRESSE et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. «Courrier de la deuxième classe»

Enregistrement: numéro 1400 - Port de retour garanti.  
(USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518

RENSEIGNEMENTS 285-7272

MERCREDI 24-3-01  
10 JUIN 1992

# LE NOUVEAU VIEUX-PORT: TOUJOURS EN FÊTE, 7 JOURS SUR 7

LE VIEUX-PORT DE MONTREAL

MOLSON DRY

PEPSI

LE PAIN

KMF 943

gjms 128

496-PORT



Les élèves de l'école Pierre-Laporte ont évacué l'édifice pour un «congé forcé» de près de deux heures, en pleine période d'exa- mens de fin d'année. Ils avaient trouvé refuge au parc Mohawk, juste en face. PHOTOS PAUL-HENRI TALBOT, La Presse

## Un fusil de calibre .12 soulève un vent de panique à l'école Pierre-Laporte

MARCEL LAROCHE et MARIE-JOSÉE GODBOUT

■ Un élève de 16 ans a inconsciemment créé un véritable vent de panique, hier matin, à l'école secondaire Pierre-Laporte, à Mont-Royal, en se présentant à ses cours armé d'un fusil de chasse dissimulé sous sa chemise.

Avant que les policiers de la CUM découvrent que cette arme n'était en réalité qu'un accessoire devant servir dans une pièce de théâtre, 1200 élèves et une centaine d'enseignants ont été forcés d'évacuer cette institution scolaire à vocation artistique.

L'incident, qui a provoqué beaucoup plus de peur que de mal, a commencé en douce, vers 8h50, lorsqu'une personne qui n'a pas dévoilé son identité a communiqué avec le Service de police de la CUM pour signaler la présence d'un individu armé dans le hall d'entrée de l'école secondaire Pierre-Laporte.

Après avoir alerté la direction de l'école située au 1101, chemin Rockland, près de l'avenue Vivian, à Mont-Royal, les policiers de la CUM ont immédiatement dressé un périmètre de sécurité autour de l'édifice.

Les élèves ont été gardés dans leurs locaux et ensuite évacués. La plupart d'entre eux croyaient qu'il s'agissait d'une simple pratique préventive en cas d'incendie. L'évacuation s'est donc faite dans un calme exemplaire, vers le parc Mohawk, en face de l'école.

Par contre, certains membres du personnel, plus au courant, ont eu peur: «J'ai pensé aux événements de Polytechnique», a avoué un enseignant. Pendant un certain temps, la rumeur a circulé qu'un homme armé se terrait quelque part dans l'édifice.

Plusieurs équipes de policiers du groupe tactique d'intervention avaient alors pris place aux abords de l'école.

Ce n'est que vers 10h, alors qu'une équipe de sept enquêteurs de la section des crimes contre la personne de la CUM s'appretait à entrer en action, que les policiers ont découvert la terrible méprise.

Les enquêteurs ont alors appris qu'un élève de 16 ans, inscrit au

cours de musique, s'était effectivement présenté à l'école, un peu avant 9h, en dissimulant sous sa chemise un fusil de calibre .12.

Selon les dires de l'adolescent, l'arme devait être utilisée dans le cadre d'une pièce de théâtre de fin d'année que les élèves s'apprentent à présenter vendredi.

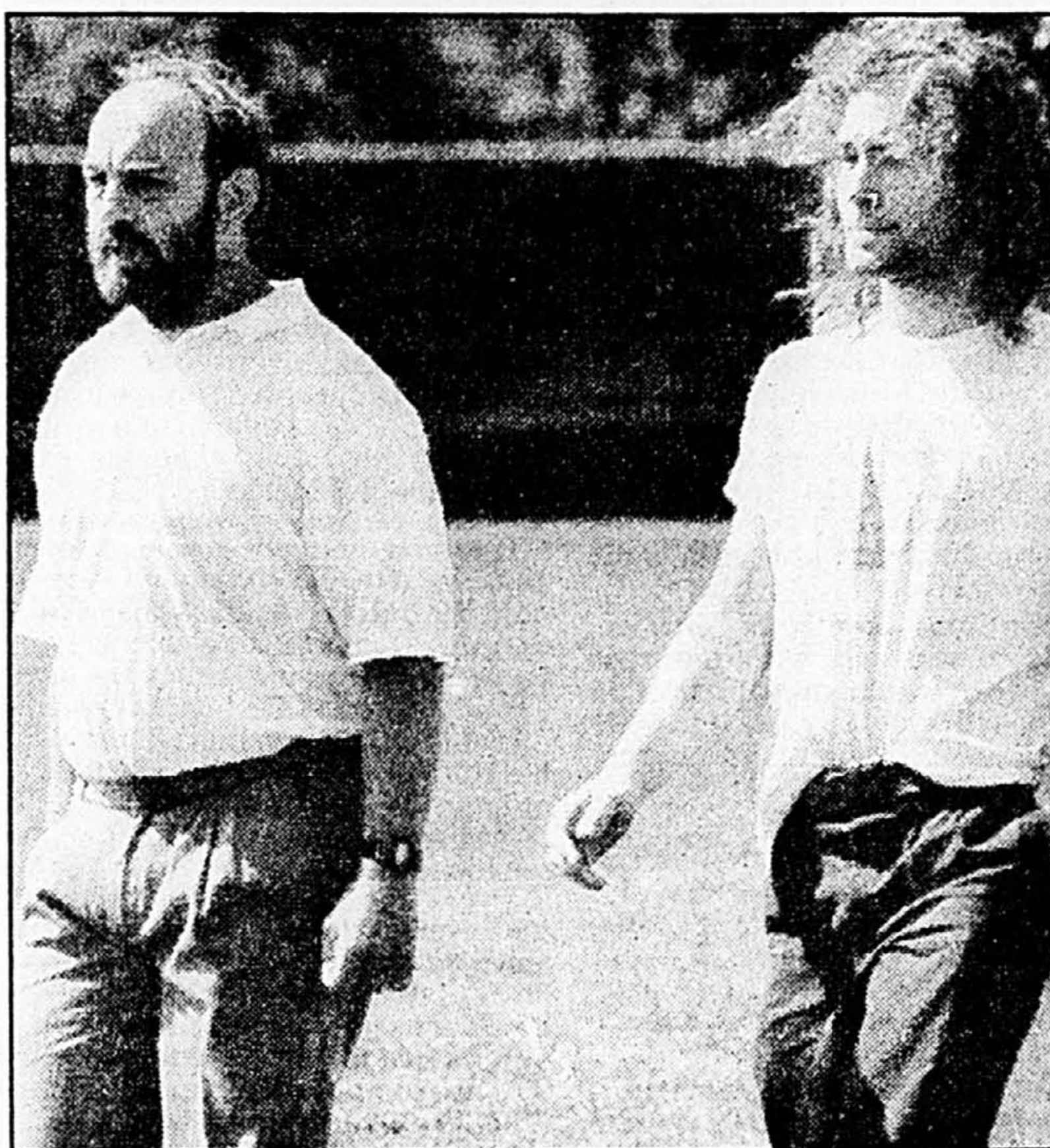
Pour ne pas trop attirer l'attention des autres, le jeune homme a tout simplement dissimulé son fusil sous sa chemise pour pénétrer dans l'école et se diriger directement vers son casier.

Le comportement plutôt étrange de cet élève aux cheveux longs a cependant été observé par un parent qui s'est empressé de noter le numéro d'immatriculation de la camionnette dans laquelle le jeune homme prenait place et d'alerter la police. De fil en aiguille, les enquêteurs ont retracé les parents. Robert Leblanc, éducateur à l'école, est allé chercher l'adolescent qui se trouvait dans la foule. Ce dernier a tout bonnement ouvert son casier et leur a montré l'arme. «Quand j'ai appris que toute cette panique était à cause de moi, j'ai trouvé cela ridicule. Mais quand j'ai vraiment réalisé, j'ai eu un choc!» a avoué Antoine Plante, un garçon qui, quand il sera grand-père, racontera sûrement cette histoire à ses petits-enfants.

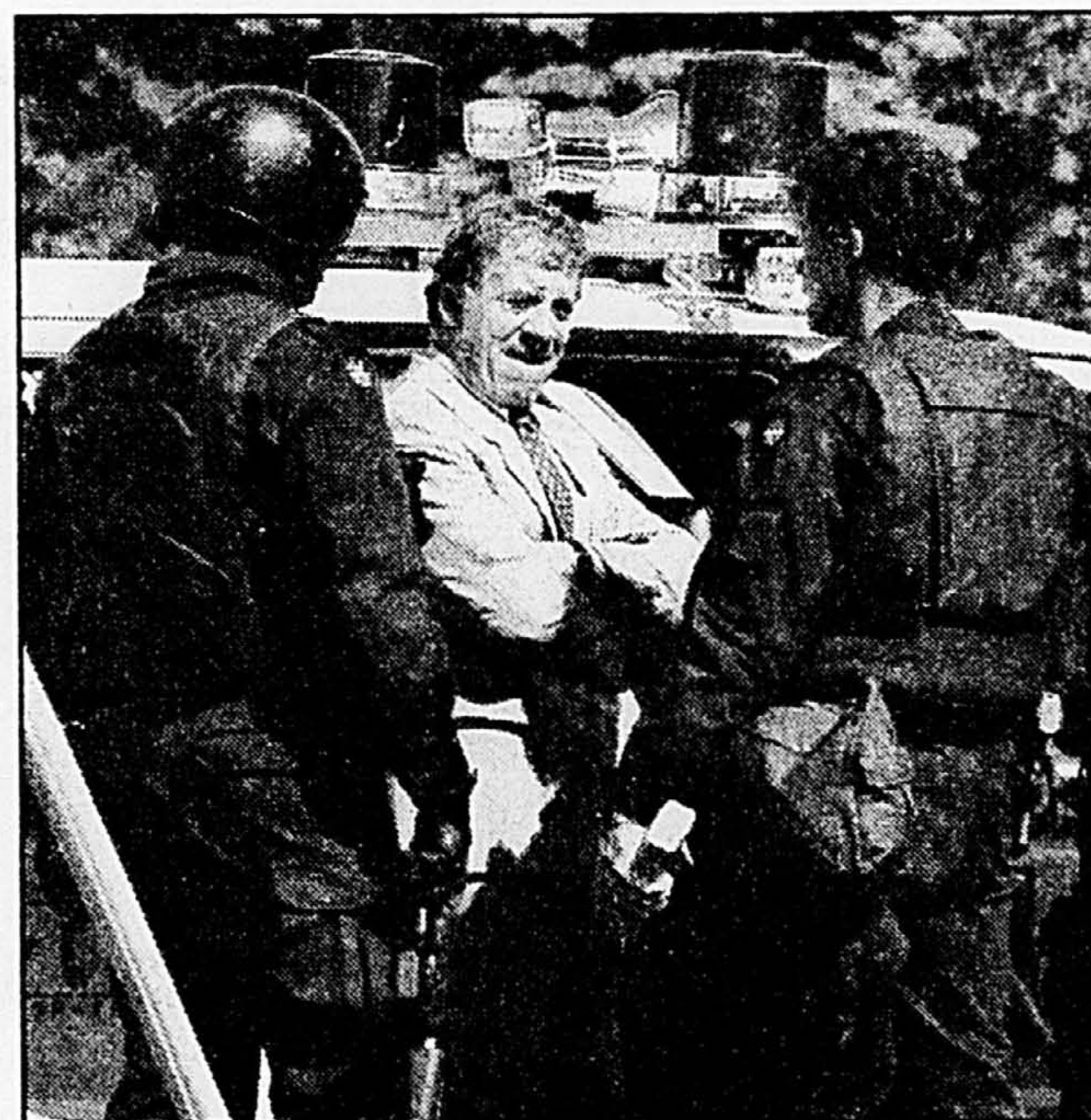
Ne cachant pas sa satisfaction devant la tournure des événements, M. Gérard Corbeil, directeur de l'école secondaire Pierre-Laporte, a indiqué qu'une bonne partie de cette méprise venait du fait que personne n'avait été avisé de l'utilisation d'une arme à feu lors de la présentation de cette pièce de théâtre.

«C'est un élève qui, de sa propre initiative, a apporté cette arme à l'école dans le but de s'en servir pour cette pièce de théâtre... Des mesures de contrôle plus sévères seront prises afin d'éviter la répétition de cette situation», a déclaré le directeur Corbeil qui s'est dit impressionné par le travail exemplaire des policiers de la CUM.

La pièce de théâtre pour laquelle l'arme a été apportée s'intitule *La mort du cygne*. Elle sera présentée vendredi à 19h30 à l'école Pierre-Laporte. Avis aux intéressés...



Visiblement dépassé par les événements, Antoine Plante ne semblait pas réaliser l'ampleur de son geste irréfléchi lorsqu'il a été photographié hier matin, en compagnie de M. Robert Leblanc, un éducateur chargé des activités étudiantes de l'école Pierre-Laporte.



Le directeur de l'école secondaire Pierre-Laporte, M. Gérard Corbeil, entouré des membres du «SWAT» de la CUM, s'est dit soulagé par le dénouement heureux de cet incident.

## Saguenéen soupçonné de complot pour soutirer 95 millions US à la Banque centrale du Nigeria

ÉRIC TROTTIER

■ Un homme d'affaires du Saguenay est soupçonné par Scotland Yard d'avoir complété afin de commettre une fraude de 95 millions de dollars US aux dépens de la Banque centrale du Nigeria, en Afrique.

Guy Gravel, un individu d'une quarantaine d'années réputé pour avoir fait fortune rapidement, a reçu la visite d'agents de la Sûreté du Québec, de la GRC et de Scotland Yard, hier matin, aux locaux de sa compagnie, Technologie S-R, spécialisée dans les communications radio, à Chicoutimi, de même qu'à sa résidence de Hébertville et à son magnifique domaine du lac Kénogami (près de Hébertville).

Les enquêteurs se sont rendus dans ses trois principales proprié-

tés afin d'y saisir certains documents ayant rapport avec une fraude présumée de 95 millions, fraude qui aurait connu plusieurs épisodes rocambolesques entre le Québec, le Royaume-Uni et le Nigeria. «Je suis innocent! a soutenu M. Gravel à La Presse, hier soir, lorsque joint à son domicile de Hébertville. Les policiers sont venus chez moi, mais ils n'ont rien trouvé...»

Selon la SQ, toutefois, les documents saisis pourraient servir à l'incriminer dès aujourd'hui. «On le soupçonne d'être la tête dirigeante d'un réseau de fraudeurs. C'est lui qui aurait financé le projet de fraude de la Banque centrale du Nigeria. Son arrestation ne saurait tarder», a expliqué l'agent Camille Gagnon.

Toute cette mystérieuse affaire a vu le jour le 24 mars dernier, à

Londres, lorsque la compagnie de messageries DHL a envoyé au 42 rue Pendragon Walk, un colis en provenance du Nigeria. Le paquet devait être livré à un Nigérian, Ambrose Igbanoi. Mais ce dernier ne se trouvait pas à l'adresse indiquée. Le messenger a donc remis le paquet à ses supérieurs. Aussi, les dirigeants de DHL ont fini par ouvrir le colis en vue de retracer le destinataire.

Ils ont alors fait une incroyable découverte: deux chèques faits au nom d'une compagnie à numéro appartenant à Guy Gravel, émis par la Banque centrale du Nigeria — sur lesquels figuraient le nom de la Federal Reserve Bank of New York — et qui totalisaient 95 millions US!

Après vérification, la Reserve Bank of New York et la Banque

centrale du Nigeria ont confirmé que les chèques n'avaient jamais été autorisés. Une enquête mise en branle par Scotland Yard, à laquelle ont également participé le FBI, la SQ et la GRC, a fini par conduire les policiers vers le fameux Ambrose Igbanoi, 37 ans, ainsi que vers deux présumés complices: Niran Oluwasanmi, un autre Nigérian de 50 ans, de même qu'un Québécois de Sainte-Foy, Jocelyn André Dubois, 55 ans. Ils ont tous été arrêtés à Londres, fin mars.

Dubois aurait agi dans cette affaire comme le représentant de M. Gravel au Nigeria. D'autres arrestations au Québec et au Nigeria — parmi quelques employés de la Banque centrale, notamment — sont à prévoir, a poursuivi l'agent Gagnon.

## Le sel fait la vie dure aux arbres en bordure de la Métropolitaine

PIERRE GINGRAS

■ Des centaines d'arbres en bordure de l'autoroute Métropolitaine meurent à petit feu en raison des embruns salins résultant de l'épandage de calcium au cours de l'hiver.

Le phénomène qui peut s'étendre sur des centaines de mètres de part et d'autre de la voie rapide est particulièrement visible au sud de la Métropolitaine, à l'est du boulevard Saint-Laurent, où de nombreux arbres de différentes espèces montrent leurs grandes branches dénudées.

Selon Marc Lorrain, chef du module horticulture de la Ville de Montréal, les arbres sont affectés par ce problème depuis la mise en service de la voie rapide en 1959. Ils deviennent de plus en plus faibles avec le temps et leur vie est écourtée d'autant.

Emportés par le vent, parfois sur une bonne distance, les gouttelettes d'eau salée se déposent sur les branches qui les absorbent partiellement. Durant les jours ensoleillés, les tiges peuvent alors dégeler, puis regeler durant la nuit, ce qui entraîne leur dessè-

chement en plus de perturber la dormance du végétal. Avec les années, le nombre de branches saines devenant de moins en moins grand, l'arbre s'affaiblit et meurt.

Le sel est aussi absorbé par le sol, ce qui empêche une assimilation normale des sels minéraux même si tous les éléments nécessaires à la croissance de la plante sont présents. La plupart de ces arbres doivent mourir au cours de la prochaine décennie, a par ailleurs mentionné un expert du Jardin botanique de Montréal.

Les arbres situés le long de l'autoroute des Laurentides, à Laval et à Montréal, souffrent aussi du même mal. Il en est de même de ceux qui poussent de part et d'autre de la voie d'accès du tunnel Louis-Hippolyte-Lafontaine.

Il n'existe pas d'espoir de guérison, indique M. Lorrain. À Montréal, les arbres morts sont remplacés progressivement par des ormes de Sibérie. Très robustes et dotés d'une croissance rapide, ils sont plus tolérants aux embruns salins. D'ailleurs, plusieurs d'entre eux plantés il y a quelques années en face du dépôt Air-Miron sont en excellente santé.

## Duchemin, le roi de la pub frauduleuse, doit répondre de 255 chefs d'accusation

ANDRÉ CÉDILOT

■ Après avoir paradé devant la Commission d'enquête sur le crime organisé (CECO) il y a treize ans, l'un des bonzes de la publicité frauduleuse au Québec, Jean-Jacques Duchemin, 51 ans, donne de nouveau du fil à retordre aux policiers.

Duchemin, qui demeure rue Jasmin, à Repentigny, a comparu, hier, en Cour du Québec, à Montréal, sous pas moins de 255 chefs d'accusation pour avoir fraudé des centaines de commerçants de sommes variant de 75 à 600 \$ en leur vendant des annonces qui ont été publiées très rarement.

En sept mois — du 1er février 91 au 31 août 91 — le prévenu aurait ainsi empoché pas moins de 245 000 \$, affirme le sergent-détective Denis Cusson, de la section des fraudes commerciales du Service de police de la CUM, dans la dénonciation déposée au greffe du Palais de justice de Montréal.

À la suggestion des avocats, le juge Raymond Bernier a remis «l'homme d'affaires» en liberté sur un cautionnement de 10 000 \$ et la promesse de ne pas s'occuper, directement ou autrement, de la publicité d'organismes sans but lucratif. Il se devait aussi de remettre son passeport à la police dans les 48 heures. Son enquête préliminaire a été fixée au 8 juillet.

Duchemin, qui faisait l'objet d'un mandat d'arrêt depuis le 2 juin, a été épinglé vendredi dans la région de Québec par des policiers qui procédaient à des vérifications routières. Il a immédiatement été confié à la police de la CUM qui venait de mettre plus d'un an à démêler ses nouvelles combines.

Considéré à la fin des années 70 comme l'âme dirigeante de la publicité sympathique, Duchemin avait repris ses activités sous le couvert d'une compagnie à numéros — modernisme oblige! — dans laquelle aboutissait l'argent des annonceurs.

Pour éviter les soupçons, il exigeait toutefois des clients qu'ils emettent leurs chèques au nom des associations ou des organismes paraguvernementaux pour lesquelles lui et son équipe de vendeurs faisaient de la sollicitation. En général, toutes les transactions étaient réalisées au téléphone.

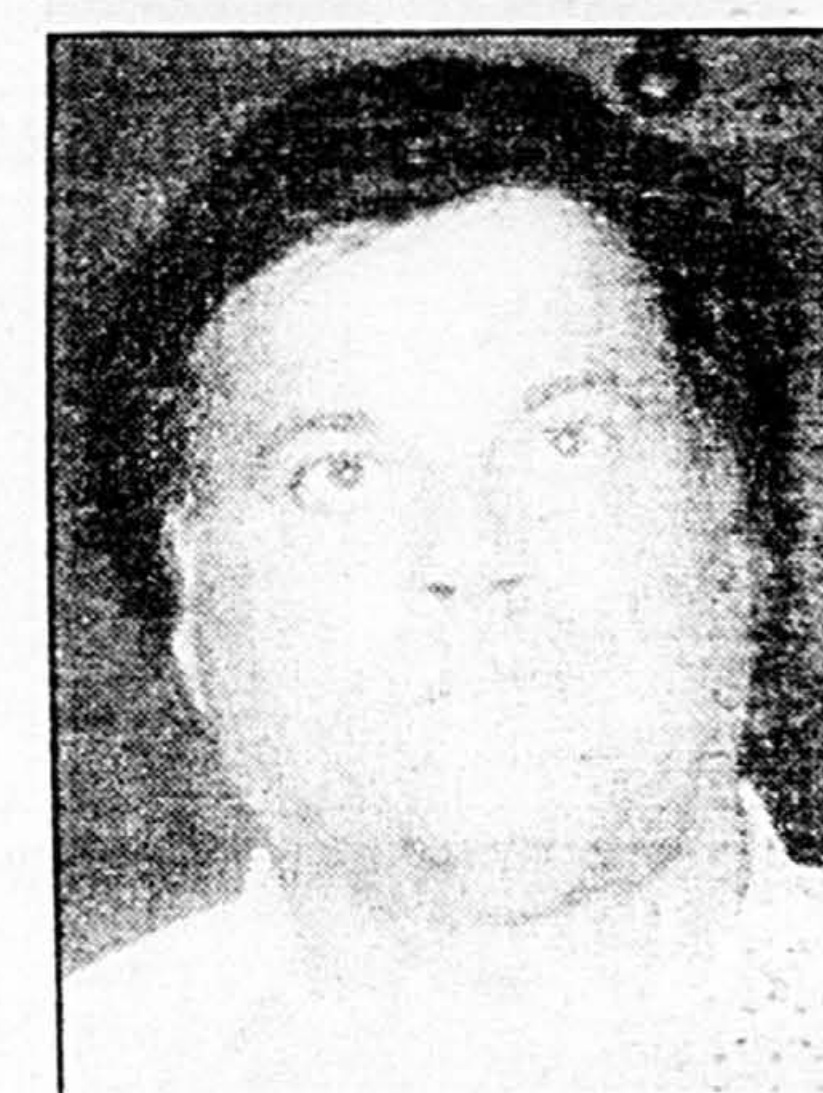
À l'époque où les crimes ont été commis, le groupe invitait les clients à réserver des annonces dans des publications éditées par l'Association des inspecteurs municipaux en environnement du Québec (AIEMQ), l'Association des employés du gouvernement du Québec (AEGQ) et le Regroupement des infirmiers et infirmières en santé communautaire du Québec (AIISCO).

«Le groupe recrutait un nombre de clients disproportionnés par rapport au format de la publication et à l'espace publicitaire disponible», explique le lieutenant-détective Émile Bisailon, qui supervisait l'enquête policière.

À titre d'exemple, pour le numéro d'octobre 91 du journal de l'AEGQ, Duchemin et ses vendeurs d'élite auraient recruté pas



PHOTOS La Presse



Jean-Jacques Duchemin, lors de son passage devant la CECO, et aujourd'hui, à 51 ans.

moins de 300 clients, mais seulement une quinzaine ont vu leurs annonces publiées dans ce tabloïd.

Ils avaient par ailleurs créé de toute pièce une revue au nom de l'AIEMQ. La revue, baptisée *L'inspecteur*, n'aurait paru qu'à une reprise. De belle apparence, elle servait d'appât auprès des annonceurs. Au moment où la police de la CUM s'est mis le nez dans ses affaires, Duchemin était en voie de recruter d'autres organismes, dont Transport Québec.

Les limiers montréalais étudient la possibilité de porter des accusations criminelles contre au moins un autre membre de l'organisation. Duchemin, a-t-on appris, avait aussi été accusé en 1981, mais s'en était tiré par un acquittement.

Selon le lieutenant Bisailon, au moins deux autres groupes spécialisés dans ce type de publicité frauduleuse seraient actifs dans l'île de Montréal et sur la Rive-Sud. Pour la plupart, il s'agirait des mêmes personnes qui ont été mises sous arrêt il y a quelques années pour les mêmes motifs.

Encore une fois, il prie le public et plus spécialement les hommes d'affaires de ne jamais négocier de contrat par téléphone, à moins d'être vraiment sûr de l'identité et surtout de l'honnêteté de l'interlocuteur. Pour plus de sûreté, il suggère de s'informer auprès des organismes mis en cause du sérieux de ces campagnes de sollicitation.

4382 Boul. St-Laurent  
1310 de Maisonneuve Est  
1430 rue Stanley, metro Peel  
160 Notre-Dame Est  
5400 Côte-des-Neiges  
61 de la Gare, St-Sauveur  
6150 Boul. Taschereau, Brossard  
981 St-Jean, Pointe-Claire  
2133 Boul. Le Carrefour, Laval



Saucisses Schublig, Debreziner, Bratwurstel  
frites et choucroute au vin

6.95\$

**Chez Better**  
saucisses européennes & bières importées

# Régie régionale: la SSJB échoue dans sa tentative de bloquer l'élection

MARTHA GAGNON

La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal a échoué hier en Cour supérieure dans sa tentative d'obtenir une injonction provisoire pour suspendre le processus électoral dans le réseau de la santé et des services sociaux parce qu'elle craint qu'Alliance-Québec et d'autres groupes anglophones prennent le contrôle de la future Régie régionale.

Considérant que la situation n'est pas suffisamment urgente pour accorder une injonction

provisoire, le juge a préféré reporter le débat au 29 juin pour statuer sur le fond et déterminer si des illegalités ont été commises dans le processus électoral comme le prétend la SSJB. Celle-ci soutient que les groupes socio-économiques francophones sont lésés dans leurs droits de représentativité.

« Il n'est pas exclu que ce soit l'ensemble du réseau de la santé et des services sociaux qui passe, au cours des prochaines semaines, sous le contrôle d'Alliance-Québec et de ses satellites », affirme

le président de la Société Saint-Jean-Baptiste, Jean Dorion.

En attendant un jugement final, le processus électoral se poursuit. Hier soir, on procédait au dépouillement des votes pour l'élection des candidats représentant les groupes socio-économiques et autres à l'Assemblée régionale de Montréal. Si la SSJB obtenait gain de cause lors de la prochaine audience en cour, il faudrait sans doute reprendre l'élection.

Créée dans le cadre de la réforme du ministre Marc-Yvan Côté, la Régie régionale aura, entre autres, à décider de l'organisation des services et de la répartition des budgets entre les hôpitaux et les services sociaux de l'île de Montréal.

## Grand intérêt

On comprend que l'élection suscite un grand intérêt chez plusieurs groupes. La Société Saint-Jean-Baptiste affirme que la liste désignant les groupes socio-économiques et autres pouvant participer à la formation de l'Assemblée de la future Régie régionale comporte des illegalités. Selon elle, une quinzaine de groupes ne sont pas constitués en corporation et n'ont aucune capacité juridique.

Pour obtenir une plus grande représentativité, la SSJB reproche à des groupes de s'être présentés sous des appellations multiples pour obtenir plus d'une voix: Alliance Québec chapitre de Montréal, Alliance Québec chapitre de l'ouest de Montréal, Alliance Québec chapitre de l'est de Montréal. Même chose pour la Ligue des Noirs du Québec secteur Saint-Laurent, la Ligue des Noirs secteur de Pierrefonds et la Ligue des Noirs secteur du centre-ville.

« En plus d'Alliance Québec, trois de ses succursales ont reçu du ministre la qualité d'électeurs », dénonce la Société. Elle soutient que le ministre ne pouvait désigner que des organismes dûment incorporés.

D'après une vérification qu'elle a faite auprès du ministère des Institutions financières, elle affirme que ces groupes ne figurent pas au fichier central des entreprises, donc qu'ils n'ont aucune personnalité juridique.

Toujours selon la Société Saint-Jean-Baptiste, les groupes francophones ne constituent que 42 p. cent des groupes désignés par le ministre pour faire partie du corps électoral. « La population desservie par la Régie est pourtant francophone à 61 p. cent », a fait valoir en cour la SSJB.



Johanne Cottenoir et sa mère Jeanne Simard sont prêtes à accueillir les pensionnaires le 25 juin.

PHOTO MICHEL GRAVEL, La Presse

# Refuge pour personnes âgées maltraitées

MARTHA GAGNON

Un premier refuge pour les personnes âgées victimes de violence, d'exploitation ou de négligence vient d'ouvrir ses portes à Montréal dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve.

Il s'agit d'une belle et grande maison que rien ne distingue des autres de l'extérieur. Surtout pas d'enseigne. On peut y accueillir une dizaine de pensionnaires dont le séjour variera selon les besoins. Un refuge pour les personnes âgées qui vivent des situations inacceptables: abandon, malnutrition, surmédication, agression physique, chantage et usurpation des biens.

Une idée nouvelle qui a germé dans la tête de Johanne Cottenoir, gérontologue, qui considère ce refuge comme une nécessité. Ce serait même une première au Canada si l'on se fie à la ministre d'État Monique Vézina, responsable du dossier du Troisième âge, qui participait à l'inauguration de la Maison Jeanne-Simard, il y a quelques jours.

« Si on parle beaucoup de violence envers les personnes âgées, on ne fait pas grand chose pour les aider », déplore Mme Cottenoir. Comme les femmes battues, elles ont pourtant besoin de maisons d'hébergement pour sortir de leur misère. En 1987, le gouvernement provincial avait créé un comité pour examiner les situations de violence et de négligence que vivent plusieurs personnes âgées dans leurs résidences ou dans les institutions.

Il semble que celles-ci subissent autant de mauvais traitements que les enfants. Mais les dénonciations sont beaucoup plus rares et le dépistage des cas est extrêmement difficile. Surtout lorsque des membres de la famille sont responsables des conditions de violence ou de négligence. Les victimes attendent souvent que la situation soit critique avant de réclamer de l'aide quand elles osent le faire.

Les premiers pensionnaires ne seront toutefois admis qu'à compter du 25 juin. Ils seront réérés par les services sociaux, les CLSC, les hôpitaux, les services policiers et les organismes d'aide aux personnes âgées. Durant leur séjour, les résidents devraient trouver le réconfort, la sécurité et le support psychologique pour résoudre leurs problèmes.

« On a fait le tour des services sociaux qui sont heureux d'avoir enfin une ressource », explique la directrice. Si l'on veut obtenir des informations, on peut d'ailleurs communiquer avec elle au 259-7712.

On accueillera uniquement des personnes autonomes qui ne réclament pas de soins médicaux spécialisés. En collaboration avec les services sociaux, on déterminera un coût pour le logement et la pension qui dépendra des revenus du futur résident. « Mais personne ne sera refusé pour des questions financières », assure la directrice.

Ce projet est presque une affaire de famille. Mme Cottenoir dirige la maison avec sa sœur, France, qui possède une formation dans le domaine de la recherche psycho-sociale. Elles ont

aussi baptisé la résidence du nom de leur mère, Jeanne-Simard, 71 ans, qui est présidente bénévole du conseil d'administration. « Je tenais à lui faire un cadeau en donnant son nom au refuge », dit Johanne Cottenoir. Cette maison lui tient à coeur autant qu'à moi ».

Les autres membres du conseil d'administration sont Me André Gagnon, conseiller juridique, et Marie-Paule Quimper-Gagnon, responsable du service de l'alimentation.

Organisme sans but lucratif, la Maison Jeanne-Simard a recueilli des dizaines de dons d'organismes et de particuliers. Le mobilier (lit d'hôpital, chaises, bureaux, etc.) a été offert par des centres d'accueil. Même la députée Louise Harel a donné une sèche-lesseuse. La compagnie Bell Canada doit aussi offrir une camionnette pour transporter les personnes âgées. Les membres de la famille Cottenoir ont garni les armoires de vaisselle, lingerie, articles ménagers divers.

Le propriétaire de la maison a accordé deux mois de loyer gratuits et deux autres mois à prix réduit. Mme Johanne Cottenoir a aussi contracté un emprunt personnel pour démarrer le projet. Grâce au programme fédéral de développement d'emploi, on pourra payer le salaire des employés permanents.

Il y a aussi la Fabrique Saint-Clément de Viauville qui versera à l'organisme une part des recettes des bingos du 19 juin et du 28 août. Une demande de subvention sera également adressée au ministère de la Santé et des Services sociaux.

**AU BON JOUET INC.**

**SOLDE DE FERMETURE**

AU CENTRE LAVAL

LIVRES, JEUX ET JOUETS ÉDUCATIFS

**JUSQU'À 70% DE RABAIS**

LES GRANDES MARQUES MONDIALES: NATHAN, RAVENSBURG, SCHMIDT, CHICCO, COURTE ÉCHELLE, GRUND, ETC...

Bienvenue aux écoles, garderies, responsables de dépouillement d'arbre de Noël, boutiques.

LAVAL: CENTRE LAVAL 1600, BOUL. LE COBUSIER TEL.: 688-3172  
ST-LAURENT: 2175, PLACE THIMENS TEL.: 331-7214

HEURES D'OUVERTURE: ST-LAURENT: LUNDI AU VENDREDI DE 9 H À 17 H

**FORFAITS golf**

**TOUT, TOUT, TOUT INCLUS!**

- GOLF ILLIMITÉ
- VOITURETTE
- LA CHAMBRE
- 3 REPAS PAR JOUR
- DES BREUVAGES
- TENNIS ILLIMITÉ
- VÉLO DE MONTAGNE
- SUPER-GLISSADE
- NATATION
- AQUAFORME
- CLINIQUES DE GOLF
- CLINIQUES DE TENNIS
- PROGRAMMES SPÉCIAUX POUR ENFANTS

3 jours / 2 nuits à partir de **199\$\***

4 jours / 3 nuits à partir de **299\$\***

**mont Gabriel STATION TOURISTIQUE**

PROFITEZ DE LA MEILLEURE OFFRE AU QUÉBEC! RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT AU: 1 800 668-5253 (SANS FRAIS) (514) 861-2852 (MTL SANS FRAIS)

**SURPRENEZ PAPA À L'OCCASION DE LA FÊTE DES PÈRES**

**BARBECUE de luxe Sunbeam** de 35 000 BTU

- Gril recouvert de porcelaine
- 3 tablettes
- Grand hublot avec indicateur de chaleur
- Garantie 1-5-10 ans

**12495\$**

Seulement 9995\$ à partir de

**SUPER OFFRE 30% de rabais** sur accessoires de barbecue, tels que housse, rôtissoire, ustensiles, etc.

**BARBECUE portatif SUNBEAM** de 12 000 BTU

Ideal pour la pêche, le camping, etc.

**3495\$**

Seulement

**TAILLE-HAIE À LAME DE 16 POUCES**

- Moteur superpuissant
- Garantie 2 ans
- Quantité limitée

**4995\$**

Seulement

**JEU DE 6 LAMPES** pour jardin, rocaille, terrasse, etc.

Minuterie et 60 pieds de fil.

**4595\$**

Seulement

**VENTILATEUR ARTICULÉ À 3 VITESSES**

Dim. 12 po seulement **1895\$**

Dim. 16 po seulement **2495\$**

Seulement

**ARROSOIR OSCILLANT**

**795\$**

Seulement

**ENSEMBLE DE MEUBLES DE TERRASSE Sunbeam** 11 pièces

- 4 chaises avec coussins
- Table à dessus de verre trempé
- Parasol et socle

**29995\$**

Seulement

**TONDEUSE À GAZON ÉLECTRIQUE NOMA**

- Moteur de 12 ampères
- Lame de 18 pouces
- Garantie 2 ans

**11995\$**

Seulement

**SUPER OFFRE 25% de rabais** sur sacs ramasse-herbes à l'achat d'une tondeuse.

**EN PRIME** Réglage de la hauteur de coupe

**COMPTOIR DE VENTE DU MANUFACTURIER Sunbeam**

8287, boul. Saint-Laurent Montréal **384-0310**

HEURES D'OUVERTURE: Du lun. au merc. de 8 h 30 à 17 h Jeu. et ven. de 8 h 30 à 21 h Samedi de 9 h à midi

**AVIS**

Hydro-Québec invite la population des villes de Montréal, Laval, Longueuil et des localités environnantes à des soirées d'information.

**Au cours de ces soirées, Hydro-Québec :**

- Informera sur le processus de consultation et d'élaboration du plan de développement;
- Présentera une synthèse des quatre thèmes de la consultation;
- Expliquera les scénarios de développement électrique et leurs impacts;
- Recueillera les préoccupations en regard du développement électrique de l'an 2000.

Ces réunions auront lieu :

A Montréal : 16 juin à 19h00	À Laval : 18 juin à 19h30	À Longueuil : 22 juin à 19h00
Ramada Renaissance 3625 Avenue du Parc Salle de Bal Montréal	Sheraton Laval 2440 Autoroute des Laurentides Salle Rosemère Chomedey, Laval	Hôtel des Gouverneurs 2405 Ile Charron Sortie 89 - Autoroute 20 Salle Cartier

Les personnes désireuses de recevoir au préalable la documentation de support et se pré-inscrire doivent remplir le coupon-réponse qui apparaît ci-dessous et le retourner à :

M. Steve Flanagan Hydro-Québec, Région Saint-Laurent 140 Crémazie ouest 4e étage Montréal H2P 1C3 Tél.: 1-800-263-2289 Télécopieur: 858 - 8475	M. François Nolasco Hydro-Québec, Région Laurentides 333 boul. Jean Paul Hogue Ville Saint - Antoine J7Z 6Y3 Tél.: 1-800-263-2289 Télécopieur: 565 -2058	Mme Renée Gaudreault Hydro-Québec, Région Richelieu 7300 boul. Choquette Saint-Hyacinthe J2S 7L1 Tél.: 1-800-263-2289 Télécopieur: 771 - 3016
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Je désire recevoir la documentation sur la consultation du prochain plan de développement d'Hydro-Québec

Je compte assister à la soirée d'information du 16 juin 1992  OUI  NON

18 juin 1992  OUI  NON

22 juin 1992  OUI  NON

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Téléphone \_\_\_\_\_

J'assisterai à cette soirée à titre personnel  OUI  NON

Je représenterai à cette soirée un groupe d'intérêt  OUI  NON

Si oui, quel est ce groupe d'intérêt ? \_\_\_\_\_

## De jeunes artistes «apolitiques» comme Mitsou en vedette à la Fête du Canada

KATIA GAGNON

Les Québécois oublieront les problèmes constitutionnels durant une journée et fêteront de bon cœur le 1er juillet, espère Pierre Brunet, le président du Comité organisateur de la Fête du Canada, qui présentait hier la programmation des festivités.

Comme l'année dernière, une quinzaine de petites fêtes de quartier se grefferont aux «activités maîtresses» du Vieux-Port. La journée se terminera sur les notes de musique d'un spectacle mettant en vedette des artistes de la relève, dont Mitsou.

Ces jeunes artistes, principaux représentants de la jeunesse dont la Fête du Canada a fait son thème cette année, se disent totalement apolitiques. «Laissons la politique aux politiciens», a lancé Mitsou, appuyée par Michael Rancourt, imitateur, et Nancy Martinez, chanteuse. «Je veux faire vibrer les gens, leur faire oublier tous les problèmes constitutionnels», a ajouté cette dernière.

Les activités débuteront vers 11 h par la traditionnelle parade rue Sherbrooke, où défilent 30 chars allégoriques et 2000 majorettes, musiciens et danseurs. Selon le docteur Roopnarine Singh, organisateur principal de la parade, le thème de cette année, «Salut à ma mère le Canada», allégera beaucoup plus de gens que l'an dernier. «Avec le renouvellement prochain de la constitution, les Québécois ont le goût de fêter», dit-il. Optimiste, il vise les 100 000 spectateurs alors que seulement 50 000 personnes s'étaient déplacées pour voir le défilé l'an dernier.

L'animation sera continue durant le reste de la journée au Vieux-Port, avec les cérémonies officielles d'usage, un spectacle



PHOTO CP

«Laissons la politique aux politiciens», a lancé Mitsou.

aérien avec des parachutistes et un pique-nique le midi. De nombreux spectacles de danses traditionnelles ethniques égayeront également de leurs couleurs les scènes du Vieux-Port. Le spectacle de la relève artistique, en soirée, alliera danse, chant et humour, et un feu d'artifice clora la journée.

Le comité organisateur refuse de s'avancer quant au nombre de personnes attendues au Vieux-Port: «Tout dépend de la température», affirme M. Brunet. L'an dernier, les activités avaient attiré 40 000 personnes, mais seulement quelques milliers de Mont-

réalis avaient assisté au spectacle, en soirée. «Le fait que la fête du Canada et la Saint-Jean-Baptiste soient si rapprochées nuit à la popularité de l'événement», ajoute M. Brunet.

Le budget des fêtes est sensiblement le même que l'an dernier, soit 438 000 \$ pour l'ensemble du Québec; 130 000 \$ sont alloués aux activités du Vieux-Port. La quasi-totalité des 246 projets soumis au comité organisateur ont été acceptés, dont 95 dans la grande région montréalaise, principalement concentrés dans l'ouest de l'île.

## Le directeur général de la Société de transport de Laval démissionne

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Le directeur général de la Société de transport de Laval (STL), Richard Courey, a remis sa démission. Il sera remplacé par une personne qui est actuellement à l'emploi de la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal (STCUM).

Selon les informations obtenues par La Presse, hier après-midi, M. Courey a demandé il y a huit mois au président de la STL, Jean-Jacques Beldié, d'être relevé de ses fonctions afin d'aller poursuivre sa profession de comptable agréé dans l'entreprise privée. Durant six mois, la STL a cherché le successeur idéal; elle pense l'avoir trouvé à la STCUM. La confirmation de la démission de M. Courey sera annoncée officiellement aujourd'hui. La rumeur de son départ courait depuis des mois.

À 10h30 hier matin, M. Courey prenait place à côté de M. Beldié et d'autres membres du conseil d'administration de la STL lors du dévoilement des états financiers de cet organisme qui a la responsabilité du transport en commun dans l'île Jésus. Rien n'a alors laissé présager son départ imminent, car il répondait aux questions des journalistes comme s'il serait en poste encore longtemps. C'est à 15 h que La Presse a appris son départ.

re subir une nouvelle hausse des tarifs à ses usagers au cours des prochains mois.

Les utilisateurs des autobus de cet organisme n'ont pas été gâtés l'an dernier ayant subi trois augmentations en 12 mois. Cette fois, à moins d'un revirement de la situation économique, rien ne laisse entrevoir une majoration pour le 1er septembre prochain.

Le président de la STL, Jean-Jacques Beldié, a toutefois souligné, hier, que les portes n'étaient pas tout à fait fermées à une hausse. «Il faudrait une situation exceptionnelle pour augmenter les tarifs», a cependant repris Richard Courey.

Quant à la performance budgétaire de 1991, M. Beldié a précisé que ces états démontrent que les efforts de rationalisation mis de l'avant tout au long de l'exercice ont porté fruit, les dépenses de la STL étant de 57 190 755 \$, soit 4 391 807 \$ de moins que le budget autorisé.

Pour arriver à ce «tour de force», la direction de la STL a toutefois comprimé les dépenses un peu partout, allant même jusqu'à abolir des lignes en fin de soirée et le transport des personnes demeurant dans des secteurs éloignés. Avec un suivi plus direct, elle a aussi réussi à épargner 600 000 \$ à la CSST.

Pour 1992, on prévoit la coupe de plusieurs postes, dont huit chauffeurs.

### Négociations

La STL qui a transporté 22 millions de personnes l'an passé, connaît une baisse de 2,2 p. cent de son achalandage depuis le début de 1992. Il y a eu augmentation dans les paiements quotidiens de passages et dans la vente de cartes mensuelles à l'intérieur de Laval. Par contre, les ventes

des cartes régionales ont passablement baissé à cause de la forte hausse de son coût au début d'année. «Cette baisse est sensiblement la même que nous avions prévue», a spécifié M. Beldié.

1992 est aussi l'année du renouvellement des conventions collectives de travail de quelque 400 syndiqués de la STL. «On s'attend qu'ils soient conscients dans leurs demandes. Nous n'avons pas l'intention de défoncer notre budget pour satisfaire leurs demandes», a souligné le président de l'organisme, M. Beldié, qui est aussi conseiller municipal.

Soulignons que la STL attend toujours par ailleurs sa subvention de plus de deux millions de dollars pour entreprendre le changement de ses boîtes de perception, ce qui lui fera à la longue économiser beaucoup. La Société de transport de la Rive-Sud de Montréal a elle aussi présenté une telle demande à Québec.

«Le gouvernement veut savoir comment la Société de transport en commun de la Communauté urbaine de Montréal va s'organiser. À la STCUM, à cause du métro, c'est un peu plus complexe de procéder à une modification comme nous», a indiqué M. Beldié. Les projets visent à ce que les boîtes de perception des trois sociétés soient identiques afin d'obtenir un meilleur contrôle des usagers.

## Un avocat blanchi d'une accusation de voies de fait sur un agent du métro

JEAN-PAUL SOULIÉ

La dénonciation pour voies de fait sur un fonctionnaire à l'emploi de la STCUM portée contre un avocat de Montréal, Me Guy Bélisle, a été rejetée par le juge Denis Boisvert de la cour municipale de Montréal.

En outre, le juge a considéré qu'il avait «un doute raisonnable» sur le fait que «le constable» Ouellette avait des motifs de croire que Me Bélisle avait contrevenu au règlement CA-3 de la STCUM.

Le règlement CA-3 stipule «qu'il est interdit de crier, de blasphémer, de flâner, de se livrer à une altercation ou à toute autre forme de tapage dans une station de métro ou dans un véhicule».

L'affaire s'est déroulée le 28 juillet 1991, à la station de métro Lionel-Groulx. Guy Bélisle et son fils Étienne, alors âgé de quatorze ans, vont faire leur épicerie et

prennent le métro à la station Lionel-Groulx. Le fonctionnaire André Ouellette, en uniforme, vérifie le titre de transport du jeune Étienne. C'est alors qu'il aurait émis des bruits de lèvres, ce que le jeune Étienne rapporte immédiatement à son père comme une «tentative de cruauté», et il lui fait part que, selon lui, le «constable» Ouellette est un homosexuel.

Me Guy Bélisle explique que «son sang n'a fait qu'un tour». Il aurait alors dit, cite le juge Boisvert, «en des termes fermes mais sans crier ni sacrer ce cela n'avait pas d'allure de cruiser des petits gars dans le métro».

Selon l'agent André Ouellette, l'accusé aurait lancé à voix forte des menaces — ou des promesses — de sodomie. «Il aurait crié, cite le juge Boisvert, Je peux tous vous enculer, tout en continuant de descendre les escaliers». Puis il aurait encore lancé un retentissant «Je t'encule» à l'agent Ouellette, propos que reprend le ma-

gistrat municipal. L'affaire se déroule dans les bruits ambiants de la station de métro, avec passage de trains, et le défendeur Me Guy Bélisle sera arrêté, mis en cellule de 16 h 15 à 23 h 15, puis libéré.

C'est au terme d'un procès de quatre jours que le juge Denis Boisvert a décidé, le 26 mai 1992, qu'il avait «un doute raisonnable» sur le fait que l'agent Ouellette ait pu croire que Me Guy Bélisle avait contrevenu au règlement CA-3 de la STCUM.

La date du 3 juin avait été fixée pour la suite de l'affaire sous les accusations d'entrave au travail des fonctionnaires publics, mais ces accusations ont été retirées. Enfin, les dates des 12, 13 et 14 août ont été retenues pour décider si Me Bélisle avait contrevenu au règlement CA-3, en sacrant dans le métro. Le contentieux de la STCUM n'a pas encore fait connaître sa décision de continuer les poursuites ou de les abandonner.

### L'AVENIR DE L'HÔTEL-DIEU

**PARTICIPEZ À LA CONSULTATION PUBLIQUE.**

DONNEZ VOTRE OPINION SUR LES ENJEUX QUANT À L'AVENIR DE L'HÔTEL-DIEU DE MONTRÉAL.

La vocation de l'Hôtel-Dieu, son développement, sa localisation, les besoins en matière de soins hospitaliers sont autant d'éléments reliés à son avenir.

**Le Comité consultatif ad hoc** sur l'avenir de l'Hôtel-Dieu vous invite à donner votre point de vue sur les enjeux, sur les impacts qui doivent être examinés, sur les études nécessaires, sur les critères d'analyse, sur les priorités, etc., en vue d'éclairer les multiples décisions à prendre quant à l'avenir de l'Hôtel-Dieu.

Dès le mercredi 17 juin 1992  
À 19 h  
À l'Hotel Holiday Inn Crowne Plaza - Métro centre  
505, rue Sherbrooke Est (métro Sherbrooke)

**IMPORTANT**

Vous devez, au plus tard le 15 juin 1992 à 18 h, vous inscrire et, s'il y a lieu, déposer votre mémoire auprès du Comité consultatif au 460, rue Saint-Gabriel, 4e étage, Montréal, H2Y 2Z9.  
Téléphone: (514) 872-7807 — Télécopieur: (514) 872-7849

Les séances de l'audience publique seront enregistrées par CF Câble TV et retransmises en direct par CF Câble TV et Vidéotron, au canal 9.

Le Comité consultatif a été mandaté par la Coalition sur l'avenir de l'Hôtel-Dieu afin de tenir cette consultation avec le concours du Bureau de consultation de Montréal.

Pour tout renseignement ou pour vous procurer le document d'information relatif à la consultation publique sur l'avenir de l'Hôtel-Dieu, communiquez avec:

Le Bureau de consultation de Montréal (BCM) — Téléphone: (514) 872-7807

**UN CHOIX COLLECTIF**

## Une accusation de «vol» portée contre Yves Marchand, un avocat de St-Jérôme

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Le ministère public vient d'autoriser qu'une accusation de défaut de rendre compte (l'équivalent d'un vol) pour un montant de 9350 \$ soit déposée contre l'avocat Yves Marchand, exerçant sa profession à Saint-Jérôme.

L'histoire qui a conduit cet avocat de 43 ans devant ses pairs a débuté le 19 février 1990 quand une femme lui a remis quatre chèques totalisant 9350 \$ pour rembourser la Fédération des scouts du Québec en plus de 600 \$ pour ses honoraires.

Jusqu'en décembre 1991, tout s'est bien déroulé. Me Marchand n'a cependant jamais déposé l'argent en fidéicommis pas plus qu'il n'a remboursé l'organisme en question. Le Barreau du Québec confirme qu'une telle somme n'a jamais été déposée par Me Marchand en fidéicommis.

Le 10 mars, Me Marchand est disparu. Durant des semaines, il a été recherché par les corps de police municipaux de Mirabel et de Saint-Jérôme. Toutes sortes de rumeurs ont circulé, certaines l'ont

conduit dans les États les plus éloignés des États-Unis, mais il n'aurait effectivement jamais quitté la région de Lachute.

### De l'extérieur

En mai, il est entré en communication avec le sergent-détective Michel Lavigne de la Sûreté municipale de Mirabel.

Finalement, le bureau des substituts du procureur général de Saint-Jérôme a été appelé à intervenir. Étant donné que Me Marchand a déjà fait un stage au bureau de la Couronne de cet endroit et qu'il est connu à Saint-Jérôme, il a été décidé d'avoir recours à un substitut du procureur général d'un autre district judiciaire pour décider du sort de cet avocat oeuvrant principalement dans le secteur criminel.

Finalement, hier, une plainte a été autorisée et ce disciple de Thémis comparaitra au palais de justice de Saint-Jérôme par voie de sommation.

Me Marchand est radié du Barreau depuis le 27 mars dernier pour n'avoir pas payé son assurance-responsabilité. Sa cotisation échue depuis le 31 mars n'a pas été acquittée.

## PUBLI-REPORTAGE

# Carrières dans le domaine du voyage

*L'industrie du voyage, un monde fermé et difficilement accessible? Depuis 1979, une institution privée a prouvé qu'après une formation de 4 mois les portes vous sont grandes ouvertes.*

■ Vous avez fait des études collégiales ou universitaires mais les emplois sont rares dans votre secteur de spécialisation.

■ Vous avez quitté le marché du travail depuis quelques années et vous recherchez un travail intéressant.

■ Vous travaillez actuellement, mais vous songez à réorienter votre carrière.

■ Le domaine du voyage vous intéresse, vous n'avez pas fait d'études collégiales et vous vous demandez s'il y a des emplois intéressants pour vous.

### Formation technique

Sachez d'abord que pour y accéder il faudra acquérir une solide formation technique; rien de très difficile, mais il faut connaître la terminologie technique du voyage, la tarification, le système de réservation informatisé, etc. En plus d'une bonne formation en géographie, vous devez connaître les produits offerts aux touristes et gens d'affaires et les caractéristiques des principales destinations.

L'industrie du voyage ne se limite pas aux agences de voyages. Il y a une foule d'entreprises qui offrent leurs services par l'entremise du réseau des agences de voyages et toutes ces entreprises aussi recherchent du personnel techniquement qualifié de tout âge.

**Avant de choisir une école, assurez-vous qu'elle est reconnue par vos employeurs.** Découvrez par vous-mêmes qu'elle est la meilleure école. Faites votre

propre sondage en demandant aux agences de voyages: *«Qu'elle est la meilleure école?»* Vous allez alors découvrir que le collège April-Portier offre la formation professionnelle la plus reconnue.

### Collège April-Portier

En quelques mois, le Collège April-Portier vous permet d'acquérir cette formation technique. Ce collège n'est pas un Cégep, et par conséquent n'offre pas un enseignement général; le collège offre une formation professionnelle qui s'adresse d'abord et avant tout à une clientèle adulte qui recherche les outils nécessaires pour fonctionner dans le domaine du voyage. Il s'agit d'une institution qui a été fondée par des professionnels du voyage pour répondre aux besoins de cette industrie. Le collège a d'ailleurs la réputation d'être très branché sur les besoins de l'industrie.

Le collège vous permet donc de faire la transition entre votre situation actuelle et l'industrie du voyage; une fois dans l'industrie, vous allez découvrir qu'il y existe une quantité surprenante de postes diversifiés. Ce sera alors à vous d'orienter votre carrière selon vos goûts, vos forces et vos objectifs.

### Programme

Le programme de formation d'une durée de 332 heures est suivi d'un stage d'au moins 30 heures en agence de voyages. Le programme est divisé en sept cours de telle sorte que vous pouvez le suivre à temps plein ou à temps partiel; le collège offre des cours de jour, de soir et du samedi.

### Réputation internationale

L'institution emploie une vingtaine de professeurs qui sont tous actifs dans le domaine. Depuis 1979, le collège forme du personnel pour les agences de voyages, les voyageurs (grossistes) et les compagnies aériennes. Grâce à sa réputation, le collège accueille régulièrement des étudiants venus de l'étranger.

### Service de placement

En plus de répondre aux demandes provenant de l'industrie, le personnel du collège pourra vous orienter selon vos expériences passées, votre âge, les études que vous avez déjà faites et les objectifs que vous poursuivez. Comme il s'agit d'une industrie aux multiples ramifications avec des emplois de nature très diversifiée, le monde du voyage a besoin de personnes de tout âge, autant diplômées universitaires que de personnes possédant une formation de niveau secondaire. Même en période de récession, le voyage demeure en croissance; on remarque qu'un grand nombre de consommateurs vont couper les dépenses dans d'autres secteurs avant de se priver de vacances à l'étranger. Au cours de la dernière année, les ventes des agences de voyages ont augmenté de 10% et ce, malgré la guerre du golfe et la récession.

### Prochains cours

Les prochains cours du jour en français débutent le 30 juin et le 25 août; (le 9 septembre en anglais). Les cours du samedi débutent le 12 septembre et ceux du soir le 14 septembre. En vous inscrivant en juin vous bénéficiez des tarifs de l'année 1991-92.



Gisèle April-Portier

Vous avez le choix de suivre les cours en français ou en anglais. Ceux qui suivent les cours en anglais ont la possibilité de rédiger leurs examens en français s'ils le désirent. Il s'agit là d'une excellente occasion de se perfectionner en anglais tout en suivant une formation spécifique.

### Renseignements

Si vous désirez en savoir davantage, contactez le Collège April-Portier au 878-1414 ou au 521-1600. On vous fera parvenir une brochure explicative et, si vous le désirez, prenez rendez-vous avec un conseiller.

Pour mieux connaître l'industrie et les possibilités qu'elle vous offre le collège vous offre gratuitement un cours de 3 heures, mercredi le 10 juin à 19h00 et jeudi le 11 juin à 14h00. Vous aurez alors l'occasion de poser toutes les questions qui vous intéressent. S.V.P. réserver.

Le collège est situé au 801 rue Sherbrooke Est, (1er étage) au coin de St-Hubert, à deux minutes de la station de métro Sherbrooke, (sortie Berri Est). Permis du Ministère de l'Éducation # FA0060

# Le centre névralgique d'Hydro plus en sécurité dans son propre édifice

**JEAN-PAUL CHARBONNEAU**

Avant d'arrêter son choix sur Laval pour installer son Centre de conduite du réseau (CCR) au coût de 258 millions, Hydro-Québec a étudié 22 autres emplacements, incluant Montréal et des municipalités de la Rive-Sud.

« Nous avons considéré oui et non l'étalement urbain avant de prendre cette décision. Ce déménagement ne veut pas dire qu'Hydro-Québec abandonne Montréal, car nous avons dans l'île 9000 employés qui travaillent dans des bureaux dont la superficie atteint 250000 carrés. Nous venons aussi d'investir pour plus d'un million de dollars en rénovation », a déclaré, hier, Guy Versailles, des relations avec les médias de cette société d'État.

Sur les 258 millions, environ 30 millions seront consacrés à la construction des infrastructures et du bâtiment dans le Parc scientifique et technologique de Laval.

Pour sa part, le vice-président réseau d'Hydro-Québec, Jean-Claude Rodrigue, a mentionné qu'il était encore trop tôt pour

identifier les quelque 150 travailleurs sur 400 affectés à ce secteur qui seront transférés à Laval.

« Les bureaux qui seront situés dans le Parc scientifique de Laval ne seront par ouverts avant 1996-97. Il est donc encore prématuré de parler du processus de transfert car beaucoup de choses peuvent se produire d'ici cinq ans parmi les ingénieurs, techniciens, opérateurs et informaticiens qui occupent actuellement des postes et qui pourraient éventuellement déménager. Cinq ans, c'est loin », a précisé M. Rodrigue.

Durant l'entretien, ce cadre a ajouté que l'annonce de ce déménagement avait suscité une réaction tempérée. Certains employés qui demeurent sur la Rive-Sud ont maugré. « Nous allons rencontrer tous les employés qui pourraient être touchés et nous allons discuter avec les syndicats. Dans cinq ans plusieurs auront éventuellement pris leur retraite », a conclu M. Rodrigue.

Quant à M. Versailles, il a expliqué que le CCR comportait un équipement particulier et qu'il devait quitter le Complexe Desjardins pour plusieurs raisons,

dont la sécurité. Il est impensable que le CCR soit mis hors d'état de fonctionner, même pour une très brève période. Les normes de sécurité applicables à cette infrastructure dépassent de loin les normes habituelles pour les édifices publics.

« Il fallait à Hydro-Québec trouver un endroit où il sera facile de loger le CCR à l'abri de tout danger. Il faut prendre note du facteur réalité par rapport aux dimensions spécifiques. Hydro-Québec agit de la même façon qu'Hydro-Ontario qui a déménagé son CCR », a ajouté M. Versailles.

Sans faire trop de bruit, le Parc scientifique de Laval fait son chemin. Avant Hydro-Québec, trois importantes entreprises de recherche avaient décidé de s'y installer en investissant au total plus de 52 millions.

Cinq autres firmes, dont une française, doivent y annoncer des investissements intéressants.

# La Régie dépense 1,3 million pour la promotion de l'incinérateur de l'Est

**JEAN-FRANÇOIS GAZAILLE**

La Régie intermunicipale de gestion des déchets de l'île de Montréal (RIGDIM) a engagé, depuis 1991, plus de 1,3 million de dollars pour faire la promotion de son projet d'incinérateur à Montréal-Est.

Action RE-Buts, la coalition montréalaise pour une gestion écologique et économique des déchets, a dénoncé hier l'extravagance des fonds publics dépensés par la RIGDIM.

Une lettre que la coalition a reçue de la Régie confirme que les frais de consultation et d'étude d'impact environnemental ont été de 248 800 \$.

La RIGDIM, qui regroupe 26 villes de la banlieue montréalaise (dans l'île), a également mené une campagne publicitaire radiophonique en décembre

1991. La campagne « Ille propre » a coûté 538 600 \$. La Régie a voté en 1992 un budget d'un demi-million pour son service des communications.

Selon Jean Éthier, relationniste pour la RIGDIM, ces sommes ne sont pas faramineuses. « Jusqu'à maintenant, a-t-il expliqué à La Presse, nous avons consacré environ 150 000 \$ à la publication dans les journaux d'information sur la collecte sélective. »

Action RE-Buts a aussi décrié l'adoption imminente du projet de loi 221 par l'Assemblée nationale. La loi accorderait à la RIGDIM les pleins pouvoirs sur la gestion de ses déchets, lui permettant d'aller de l'avant avec son projet d'incinérateur à Montréal-Est.

La coalition a rappelé que la RIGDIM avait déjà décidé à huis clos d'accorder le contrat de construction de l'usine à une

firme américaine, Foster-Wheeler.

Action RE-Buts est une coalition de groupes environnementaux et d'associations populaires qui s'opposent farouchement à l'aménagement d'un second incinérateur dans l'île de Montréal. Elle privilégie plutôt ce qu'elle désigne comme les trois « R », c'est-à-dire : réduction, réutilisation et recyclage-compostage.

« D'après nos études, il n'y a pas de technologie plus efficace que l'incinération, conclut pour sa part Jean Éthier en parlant du Centre de valorisation des déchets qui comprendra un incinérateur et un centre de tri.

La RIGDIM a bénéficié de règlements d'emprunt de 7 millions depuis sa création en 1985. L'organisme emploie quatre permanents et son seul budget administratif atteint 422 000 \$.

# L'Association des scouts du Canada perdrait le Québec

**KARIM BENESEAIEH**

Accusée d'empiéter sur des compétences provinciales, l'Association des scouts du Canada (ASC) pourrait perdre 75 p. cent de ses quelque 30 000 membres.

Son plus gros morceau, la Fédération des scouts et guides du Québec (FSGQ), songerait en effet à se désaffilier depuis que des règlements ont été modifiés de façon « non-conforme ».

La Fédération québécoise n'a pas du tout digéré les récentes modifications que l'ASC a apportées au statut de membre, qui ne sera désormais accordé qu'aux personnes physiques.

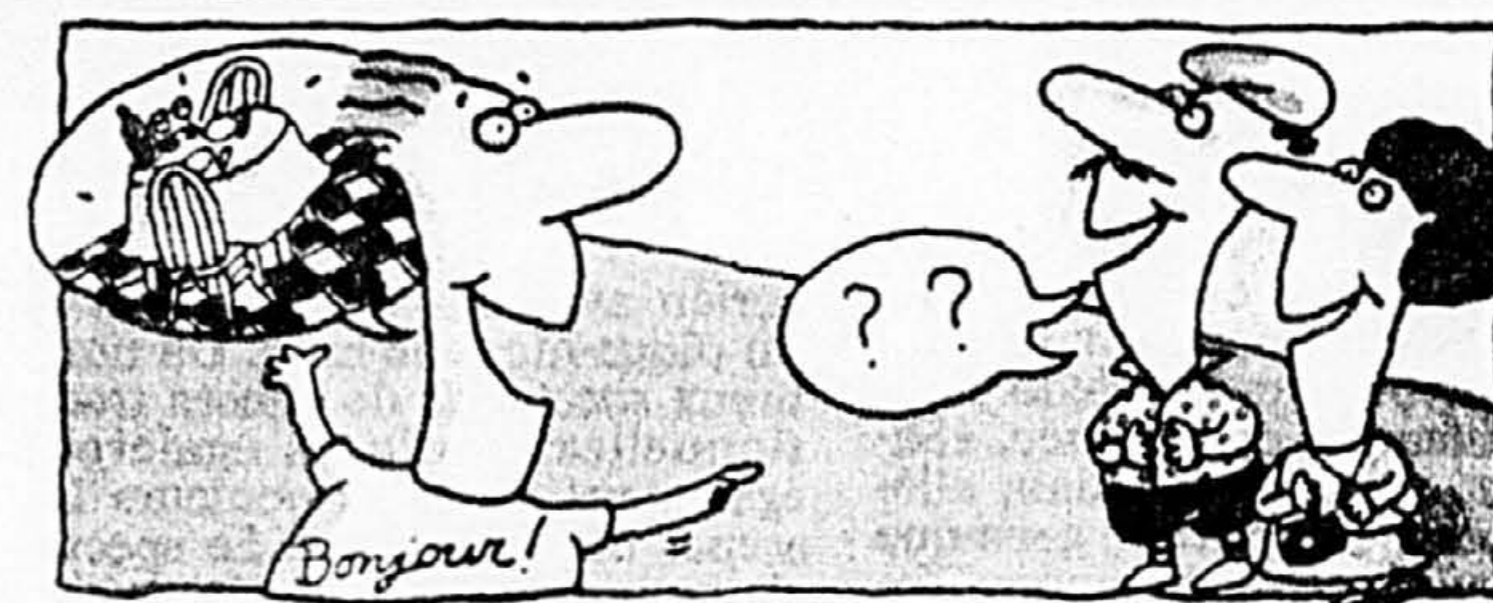
« On ne nous a pas consultés, fulmine Robert Nowlan, direc-

teur général de la FSGQ. On avait dit qu'on n'accepterait pas ça. » Selon une source officielle, la désaffiliation de la Fédération pourrait se produire « dans quelques mois ».

Depuis deux ans

« C'est une menace que la Fédération utilise depuis deux ans, rétorque Denis Prescott, président de l'ASC. Le statut de membre est tout simplement devenu un prétexte ».

Il rappelle que depuis 1980, la Fédération québécoise voudrait être représentée au Bureau mondial de scoutisme, qui n'accorde qu'un siège par pays membre. « La Fédération peut bien se désaffilier, les scouts du Québec resteront membres de l'ASC », prévient M. Prescott.



Montréal sourit aux touristes. Dites-leur Bonjour!

Gouvernement du Québec  
Ministère du Tourisme



## COLONIE DE VACANCES DES GREVES

**14 juin 1992**  
**Journée portes ouvertes**  
de 14 hres à 16 hres

Pour inscrire votre enfant au camp d'été.  
Pour visiter l'endroit où votre enfant passera ses vacances.  
Après-midi idéal pour venir rencontrer les animateurs responsables.  
10350, rue Marie-Victorin, Contrecoeur  
Pour renseignements: 861-0168  
742-4767 (ligne locale)



## LES CADEAUX PRÉFÉRÉS DES PAPAS S'ACHÈTENT À BON PRIX CHEZ SAUVÉ

Le cadeau Bermudas et T-shirt

# 54,99

l'ensemble

---

Le cadeau  
Robe de chambre  
Prix courant 65\$

# 39,99

**La Fête des Pères: le dimanche 21 juin**

- \* Le T-shirt en 50/50 poly-coton à rayures, de couleurs variées. Tailles petite à très grande. Prix courant 35\$ pour **27,99**
- \* Le Short Bermuda en coton/polyester 60/40, avec plis. Blanc, gris, marine, vert, bleu, beige. 30 à 44. Prix courant 45\$ pour **34,99**
- \* Short sans pli non illustré. Prix courant 35\$ pour **24,99**

AUSI DISPONIBLE: Chemise sport manches courtes 100 % soie. Prix courant 55\$ pour **29,99**




## FESTIN DE HOMARDS

### Poissons frais et fruits de mer

Pour tous les goûts et toutes les bourses

# À PARTIR DE : 9,95 \$

Tous nos plats sont accompagnés d'une salade verte. ÉGALEMENT DISPONIBLES: MENU À LA CARTE ET TABLE D'HÔTE.

**DIMANCHE "JOURNÉE FAMILIALE"**

ADULTES: **13,95 \$**

ENFANTS: **5,95 \$**

brunch et buffet du soir

**SOIRÉE DE HOMARDS**

LES MERCREDI À 19 h 00 avec musicien.

**MENU**

Les crevettes de Matane  
La bisque de homard  
La salade César

**LES HOMARDS JUNIORS VIVANTS BOUILLIS À VOLONTÉ**

et **BUFFET CHAUD:**  
Rôti de bœuf, moules, casserole de fruits de mer et plus  
Gâteau Forêt noire et café.

**INFORMATIONS**  
259-3748  
Achetez vos billets dès maintenant. places limitées.



**LE TOIT ROUGE**  
5440, SHERBROOKE EST (Face au Village Olympique)  
RÉSERVATION: 259-3748

**STATIONNEMENT GRATUIT**



## Ne laissez rien vous échapper.

SÉMINAIRES DE LA TOURNÉE MONDIALE BORLAND

Venez apprendre comment doubler et même tripler votre productivité en prenant part à un séminaire dans le cadre de la tournée mondiale Borland. À l'inscription, vous recevrez gratuitement un logiciel Borland d'une valeur pouvant aller jusqu'à 955 \$. Borland vous offre une garantie « satisfaction ou argent remis » de 60 jours. En effet, si après avoir participé vous n'êtes pas entièrement satisfait, nous vous rembourserons les frais d'inscription. Vous devrez toutefois retourner votre logiciel gratuit dans les 60 jours.

Des experts-programmeurs de renom international vous apprendront:

- Comment gérer ou mettre au point des bases de données dBASE® et Paradox® dans un contexte mono ou multi-utilisateur
- techniques de base et avancées de programmation C, C++ ou Turbo Pascal
- élaboration d'applications sur Windows

Composez dès aujourd'hui le 1-800-942-8810 pour réserver votre place à la tournée mondiale Borland. Hâtez-vous car le nombre de participants est limité.

Les 17 et 18 juin,  
Hôtel Holiday Inn Crowne Plaza, Montréal  
Séminaire d'une journée 395 \$  
Séminaire de deux jours 595 \$

Inscrivez-vous ou obtenez de plus amples renseignements en composant le 1-800-942-8810.

## BORLAND

Tous les produits Borland sont des marques de commerce ou des marques déposées de Borland International, Inc. Ashton-Tate, dBASE et dBASE IV sont des marques déposées de Borland International, Inc. Copyright © 1992 Borland International, Inc. Tous droits réservés.

SAUVÉ

TOUT POUR LUI À BON PRIX

Léger supplément pour les retouches sur les vêtements en solde.

Place Ville-Marie 861-3990  
Galerias Joliette 752-0950  
Complexe Desjardins 281-1611

Place Rosemère 435-6160  
Carrefour Laval 681-9213  
Centre Laval 688-6292

Galerias d'Anjou 351-6810  
Carrefour Angrignon 365-1070  
Promenades St-Bruno 461-2832

Plaza St-Hubert 273-6392  
(6554 rue St-Hubert) Avec stationnement à l'arrière rue Chateaubriand.



Beaubien

Si vous ne savez quoi offrir, offrez-lui un certificat cadeau, disponibles en coupures de 25\$, 50\$ ou 100\$.

**Club Plus:**  
**toujours**  
*plus*  
**avantageux!**



**Les produits  
 Club Plus de Maxi:  
 des prix équivalents  
 ou inférieurs  
 à ceux de  
 Club Price sur plus  
 de 350 produits.**

**Et, en *plus* ...**

**Une foule  
 d'avantages  
 que n'offre  
 pas  
 Club Price!**

**Vous trouvez chez Maxi:**

- la variété et la disponibilité dans tous les rayons
- la fraîcheur assurée et la quantité désirée des fruits et légumes
- des viandes de 1ère qualité, préparées sur place
- des boutiques spécialisées pour tous les goûts

**... tout pour une commande  
 d'épicerie complète,  
 à BAS BAS PRIX!**





Comparés à l'unité: des prix équivalents ou inférieurs à ceux de Club Price sur plus de 350 produits, dans des formats qui répondent à vos besoins!

<b>MAXI</b> COCA-COLA OU SPRITE AU CHOIX DE SAVEURS CAN. CONS. 24 x 350 mL <b>5<sup>98</sup></b> <b>5<sup>98</sup></b> <b>CLUB PRICE</b> COCA-COLA OU SPRITE AU CHOIX DE SAVEURS CAN. CONS. 24 x 350 mL <b>6<sup>85</sup></b> <b>6<sup>85</sup></b>	<b>MAXI</b> CROUSTILLES OU BÂTONNETS DE FROMAGE AU CHOIX HUMPTY DUMPTY 454 g <b>1<sup>85</sup></b> <b>1<sup>85</sup></b> <b>CLUB PRICE</b> CROUSTILLES OU BÂTONNETS DE FROMAGE AU CHOIX HUMPTY DUMPTY 454 g <b>1<sup>85</sup></b> <b>1<sup>85</sup></b>	<b>MAXI</b> PUNCH AUX FRUITS SURGÈLE, CHOIX DE SAVEURS MINUTE MAID 350 mL <b>6<sup>83</sup></b> <b>6<sup>83</sup></b> <b>CLUB PRICE</b> PUNCH AUX FRUITS SURGÈLE, CHOIX DE SAVEURS MINUTE MAID 12 x 350 mL <b>8<sup>19</sup></b> <b>6<sup>83</sup></b>
<b>MAXI</b> VINAIGRETTE KRAFT 750 mL <b>3<sup>59</sup></b> <b>3<sup>59</sup></b> <b>CLUB PRICE</b> VINAIGRETTE KRAFT 750 mL <b>3<sup>59</sup></b> <b>3<sup>59</sup></b>	<b>MAXI</b> MAÏS À GRAINS ENTIER NIBLETS 341 mL <b>7<sup>6</sup></b> <b>7<sup>6</sup></b> <b>CLUB PRICE</b> MAÏS À GRAINS ENTIER NIBLETS 12 x 341 mL <b>9<sup>19</sup></b> <b>7<sup>6</sup></b>	<b>MAXI</b> CRAQUELINS BRETON DARE 225 g <b>1<sup>62</sup></b> <b>1<sup>62</sup></b> <b>CLUB PRICE</b> CRAQUELINS BRETON DARE 4 x 225 g <b>6<sup>49</sup></b> <b>1<sup>62</sup></b>
<b>MAXI</b> CÉRÉALE FROSTED FLAKES KELLOGG'S 750 g <b>4<sup>19</sup></b> <b>4<sup>19</sup></b> <b>CLUB PRICE</b> CÉRÉALE FROSTED FLAKES KELLOGG'S 750 g <b>4<sup>19</sup></b> <b>4<sup>19</sup></b>	<b>MAXI</b> THON BLANC ENTIER DANS LEAU CLOVER LEAF 198 g <b>2<sup>19</sup></b> <b>2<sup>19</sup></b> <b>CLUB PRICE</b> THON BLANC ENTIER DANS LEAU CLOVER LEAF 3 x 198 g <b>6<sup>57</sup></b> <b>2<sup>19</sup></b>	<b>MAXI</b> BOISSONS AUX FRUITS AU CHOIX SPRINT 3 x 250 mL <b>7<sup>5</sup></b> <b>7<sup>5</sup></b> <b>CLUB PRICE</b> BOISSONS AUX FRUITS AU CHOIX SPRINT 9 x 3 x 250 mL <b>6<sup>79</sup></b> <b>7<sup>5</sup></b>
<b>MAXI</b> PAPIER HYGIÉNIQUE 500 F. COTTONELLE 24 TOUT x 250 F. <b>5<sup>99</sup></b> <b>9<sup>¢</sup></b> <b>CLUB PRICE</b> PAPIER HYGIÉNIQUE 500 F. COTTONELLE 24 TOUT x 250 F. <b>8<sup>69</sup></b> <b>9<sup>¢</sup></b>	<b>MAXI</b> NETTOYEUR TOUT-USAGE LAVE & BRILLE HERTEL 800 mL <b>2<sup>44</sup></b> <b>2<sup>44</sup></b> <b>CLUB PRICE</b> NETTOYEUR TOUT-USAGE LAVE & BRILLE HERTEL 2 x 800 mL <b>4<sup>99</sup></b> <b>2<sup>44</sup></b>	<b>MAXI</b> ASSOULISSEUR DE TISSUS LIQUIDE, CONCENTRÉ LA PARISIENNE 5 L <b>2<sup>73</sup></b> <b>2<sup>73</sup></b> <b>CLUB PRICE</b> ASSOULISSEUR DE TISSUS LIQUIDE, CONCENTRÉ LA PARISIENNE 3 x 5 L <b>8<sup>19</sup></b> <b>2<sup>73</sup></b>

Comparaisons de prix effectuées aux Club Price Anjou et/ou Laval entre le 18 et 25 avril 1992.  
 Prix en vigueur jusqu'au 14 juin 1992. Pas de vente aux marchands. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Le texte prévaut en tout temps.

Et, en *plus* Maxi vous offre tout pour le barbecue, à bas bas prix!

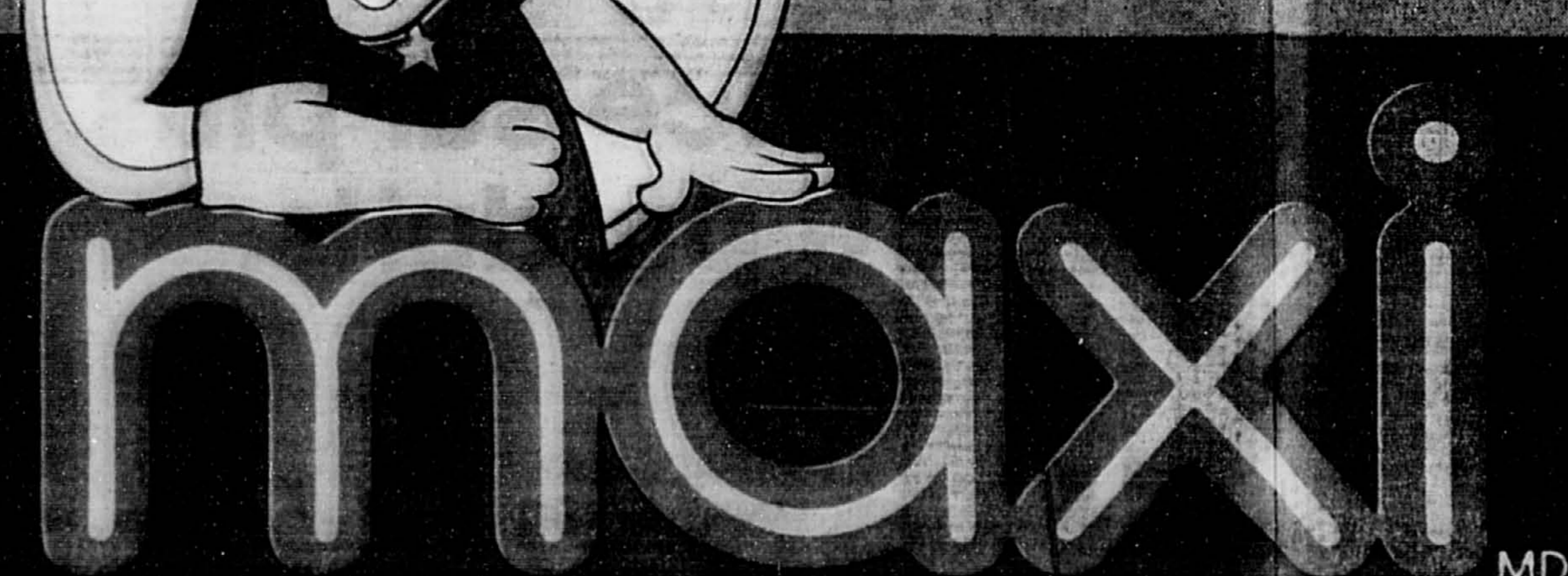


# Une foule d'avantages que n'offre pas Club Price!

Vous trouvez chez Maxi:

- la variété et la disponibilité dans tous les rayons
- la fraîcheur assurée et la quantité désirée des fruits et légumes
- des viandes de 1ère qualité, préparées sur place
- des boutiques spécialisées pour tous les goûts

... tout pour une commande d'épicerie complète, à **BAS BAS PRIX!**



**LAVAL**  
 Centre 2000

**LASALLE**  
 Carrefour Angrignon

**LONGUEUIL**  
 2685 Chemin Chambly

**CHÂTEAUGUAY**  
 114, boul. St-Jean-Baptiste

**POINTE-CLAIRE**  
 Complexe Pointe-Clare

**ST-LÉONARD**  
 5850, boul. des  
 Grandes-Prairies

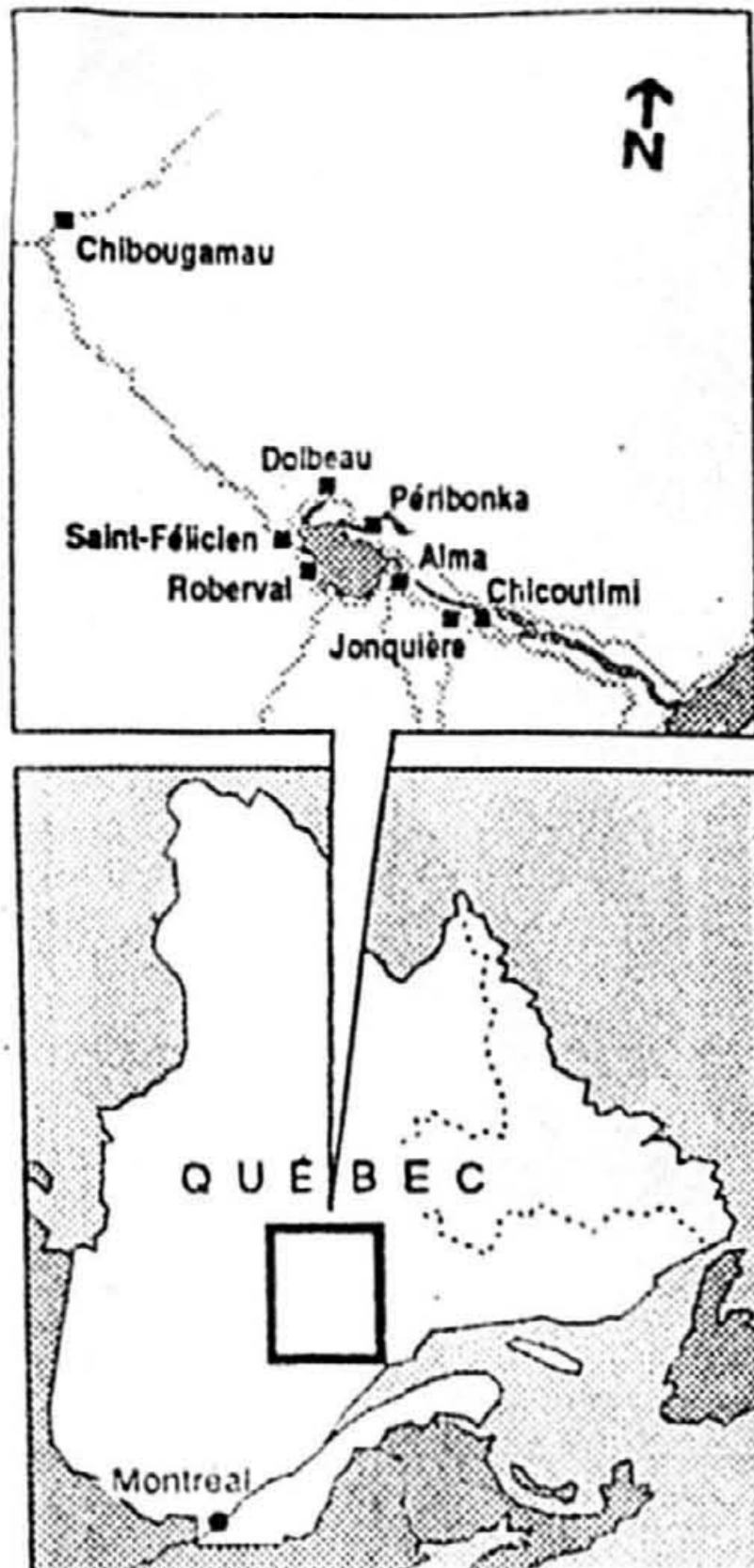
**BROSSARD**  
 Place Portobello  
 7 200 ouest,  
 boul. Taschereau



Le maximarché des **BAS BAS PRIX!**

# LAC-SAINT-JEAN SAGUENAY

## S'AFFRANCHIR

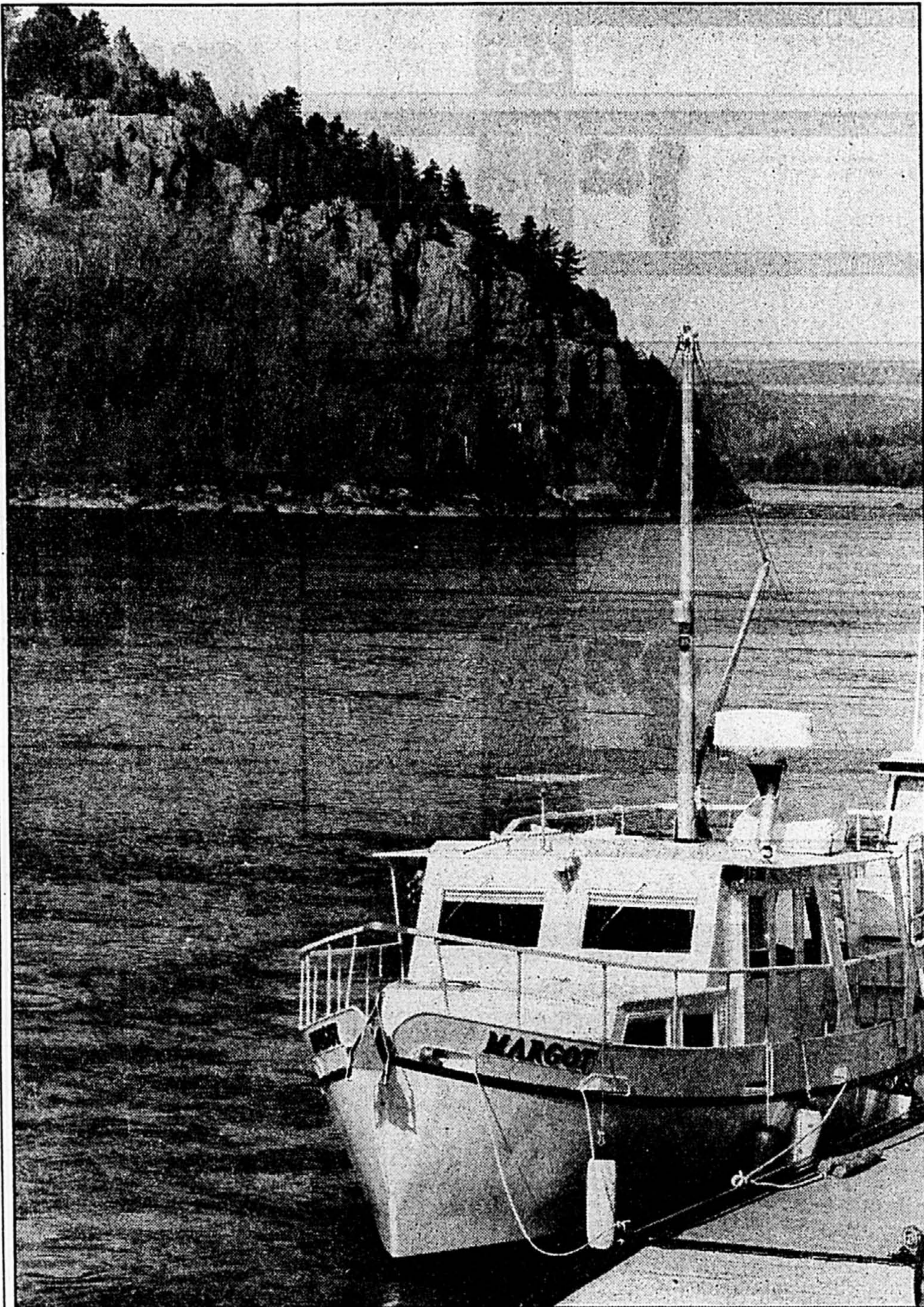


Le refrain est connu: comme la Mauricie, comme la Côte-Nord, le Royaume ne doit plus dépendre autant de la grande entreprise. Mais quand on émerge du parc des Laurentides, après plus de deux heures de route depuis Québec, c'est l'usine

d'Alcan à Laterrière qui nous accueille au Saguenay.

Le voyageur qui désire se rendre par le «parc» au Lac-Saint-Jean — ne jamais confondre la géographie de ces deux régions dans une, sous peine de taquinerie! — devra pour sa part guetter l'embranchement qu'on trouve quelques minutes après l'Étape, l'escale où d'ordinaire on casse la croûte et soulage sa vessie. De là il aboutira dans la plaine d'Hébertville, mais d'abord croisera, chemin faisant, la base militaire désaffectée du Mont-Apica, fermée pour cause de rationalisation au ministère de la Défense nationale.

La route du Saguenay-Lac-Saint-Jean est semée de ces rappels. D'une économie qui doit pédaler si elle veut prendre le bateau de la diversification. Des



Une partie de la marina de Chicoutimi.



Gilles Couët, président de Chlorophylle.

sont prises à l'extérieur. Alors les gens ont développé une attitude de travailleurs. Pas dans le sens péjoratif: ils font leur travail, bien rémunéré. Mais ceux qui ont le potentiel de devenir entrepreneurs ont perdu la capacité d'avoir une vision. De dire: voici une opportunité.»

Au siège social de Soccret, à Jonquière, Adam Lapointe regarde les choses en face: «On n'a pas semé, on ne récoltera pas. Il faut semer et être conscient que la récolte, ça ne sera pas aujourd'hui, ça va être demain.»

### Un redémarrage?

Fort du succès de sa *Fabuleuse histoire d'un royaume*, Ghislain Bouchard, qui prononce à l'occasion des conférences devant les membres des chambres de commerce, combat lui aussi la courtvue.

Le spectacle historique écrit par ce diplômé de Harvard, fondateur de l'École de langue française de l'Université du Québec à Chicoutimi, s'auto-finance depuis ses débuts, il y a quatre ans, à La Baie.

Le 16 juillet, il en sera à sa 100e représentation et la semaine suivante, à son 200 000e spectateur. L'an dernier, la *Fabuleuse* a été vue par un public composé à 70 p. cent de spectateurs de l'extérieur du royaume. Retombées évaluées à 4,5 millions. Et des opportunités en matière de développement touristique, Ghislain Bouchard en voit d'autres.

«On devrait créer ici quelque chose d'aussi attirant que la vallée de la Loire, en France. Ce qu'il y a de plus joli au Saguenay-Lac-Saint-Jean, ce sont les chutes. Il y en a 25 sortes. Pourtant, personne ne s'intéresse à ça. Rien qu'un tour des chutes vaudrait normalement deux étoiles dans le guide Michelin.»

Le ministère du Tourisme, qu'il ne porte pas dans son cœur, fait fausse route en espérant surtout amener les Américains, surtout. «Les New-Yorkais ne viendront pas ici», peste Ghislain Bouchard, qui pense que les régions ont bien plus de chances d'attirer une clientèle touristique européenne d'expression francophone.

Il n'y a cependant pas que matière à tempêter. M. Bouchard fait remarquer qu'il y a encore ici, et ce malgré «l'économie de guerre», «des gens optimistes, qui ont du fun.»

«Il n'y a pas une semaine où on ne me demande pas: pourquoi t'as pas été faire carrière en théâtre à Montréal? Ce sont les gens des régions qui sont créatifs là-bas!», lance-t-il sans ambages.

Faudra-t-il aux Bleuets s'inspirer de leurs ancêtres, qui ont eu besoin d'une bonne dose d'acharnement pour bâtir ce pays? Pourquoi pas? Ghislain Bouchard ne note-t-il pas que le «démarrage» de la région, en 1838, s'est fait «en pleine crise politique et constitutionnelle, par gros temps politique.»

Ca vous rappelle quelque chose? ■

TEXTES:  
MARTIN PELCHAT

PHOTOS:  
ROBERT MAILLOUX

GRAPHISME:  
JOCELYNE POTELLE / GILLES DUSSAULT



La Bale.

pouvoirs publics sur lesquels il ne faudra probablement plus trop compter pour s'en sortir.

Entre-temps, on cherche souvent vainement le *happy end* dans le flot d'histoires que diffusent depuis deux ans les médias régionaux, du Bas-Saguenay au Haut-du-Lac. Compressions, fermetures... Recherchés: 3000 emplois perdus depuis un an.

La construction de la Route du Nord est enfin acquise, mais les entrepreneurs régionaux devront se contenter des sous-contrats. Quant au projet d'Hydro d'un barrage sur l'Ashuapmushuan, rivière tributaire de l'impressionnant lac Saint-Jean, il est en voie de diviser la région entre environnementalistes et tenants de l'hydro-électricité comme moteur du développement.

On sent que les Bleuets n'auront pas assez d'un été de leurs innombrables festivals pour retrouver leur entrain. À moins qu'en ce pays du Oui, les référendums annoncés ne réveillent les passions.

### Chauds les anoraks

Gilles Couët, président de Chlorophylle Haute Technologie, affiche, lui, une forme superbe. «Je dois être un des rares entrepreneurs d'ici à ne pas avoir de contrat avec Alcan», blague ce singulier homme d'affaires de 44 ans qui au terme d'un périple de l'Alaska à la Terre de Feu, il y a une douzaine d'années, a résolu de verser cinq p. cent de ses revenus personnels à l'éducation des gens du tiers-monde. Et il tient parole.

Son entreprise aussi. Après des années passées «la marge de crédit collée au fond», après avoir conservé une foi inébranlable en la recherche et le développement, Chlorophylle a vu son chiffre d'affaires passer de 5,5 millions avant la récession à sept millions cette année.

Les commandes pour l'automne prochain sont en hausse de 22 p. cent par rapport à 1991; le vêtement de plein air haut-de-gamme et garanti à vie a la cote en dépit de la crise. De chauds anoraks au secours d'une économie frileuse.

Il suffit parfois d'une balade sur la rue Racine, la *main* de Chicoutimi, pour apercevoir sur le dos des passants plusieurs des créations de Chlorophylle. Mais la compagnie ne compte pas que sur la région pour vivre. Heureusement pour ses 95 employés.

Chlorophylle ne réalise que 13 p. cent de ses ventes au Saguenay-

Lac-Saint-Jean. À 65 p. cent, sa production est écoulée à l'extérieur du Québec: Canada, Europe, États-Unis ou Japon. Chlorophylle mise sur 150 détaillants à travers le monde.

Alors pourquoi Chicoutimi, une ville où on peut trouver beaucoup de choses, sauf une tradition dans l'industrie du vêtement? Poser la question à quelqu'un qui va pagayer dans la rivière Saguenay après le travail, c'est y répondre...

«Il y a un prix à payer pour vouloir rester ici», dit Gilles Couët. Si on voulait faire 100 000 \$ de profits de plus par année, on sortirait de la région.»

Il y a quelques semaines, des investisseurs du Nevada rendaient visite à Gilles Couët. «La première fois qu'on les a rencontrés, à Las Vegas, ils nous ont demandé si des Éskimos travaillaient chez nous!»

Gilles Couët et ses associés se croisent les doigts. Ils pourraient bien être à la veille de réussir une sorte d'exploit en exportant leur créativité aux États-Unis; les vêtements Chlorophylle y seraient fabriqués sous licence.

Chez Alba aussi on fonce. Ce leader québécois de la brique de calcite — qui a habillé le Palais de justice de Laval et le siège social de Bombardier — a pourtant été éprouvé durement par la crise. Ses profits ont chuté de plus de 25 p. cent.

Mais après avoir investi 1,5 million, il y a un an et demi, à son usine de Dolbeau, au Lac-Saint-Jean, où travaillent 115 personnes, la compagnie, qui ne réalise que sept p. cent de son chiffre d'affaires dans la région, s'est lancée sur le terrain de ses concurrents. Coût de la campagne ontarienne: un million de dollars.

«Ça fait maintenant deux ans et notre progression est constante, note Luc Vaillancourt, directeur-général. En 92, on veut réaliser dix p. cent de nos ventes en

Ontario.» Chez Alba, récession s'épelle «repositionnement».

### Combattre la myopie

Il y a ceux, comme les gens de Chlorophylle ou d'Alba, qui ont vu l'opportunité. Et il y a les «myopes». À ceux-là, Adam Lapointe, directeur-général de Soccret, aimerait rendre la vue.

Cette «Société en commandite de création d'entreprises» a été fondée en 1986 avec les deniers des grandes compagnies de la région, d'un regroupement de gens d'affaires, de Desjardins et des gouvernements, afin de favoriser cette diversification de l'économie rendue nécessaire par la «restructuration» des géants de l'industrie.

L'aluminium, les pâtes et papier, la transformation du bois et l'exploitation forestière occupent ici près d'un travailleur sur cinq. Mais pour que les PME reprennent du poil de la bête, il fallait pallier à leur sous-capitalisation. D'où l'idée d'un fonds de capital de risque.

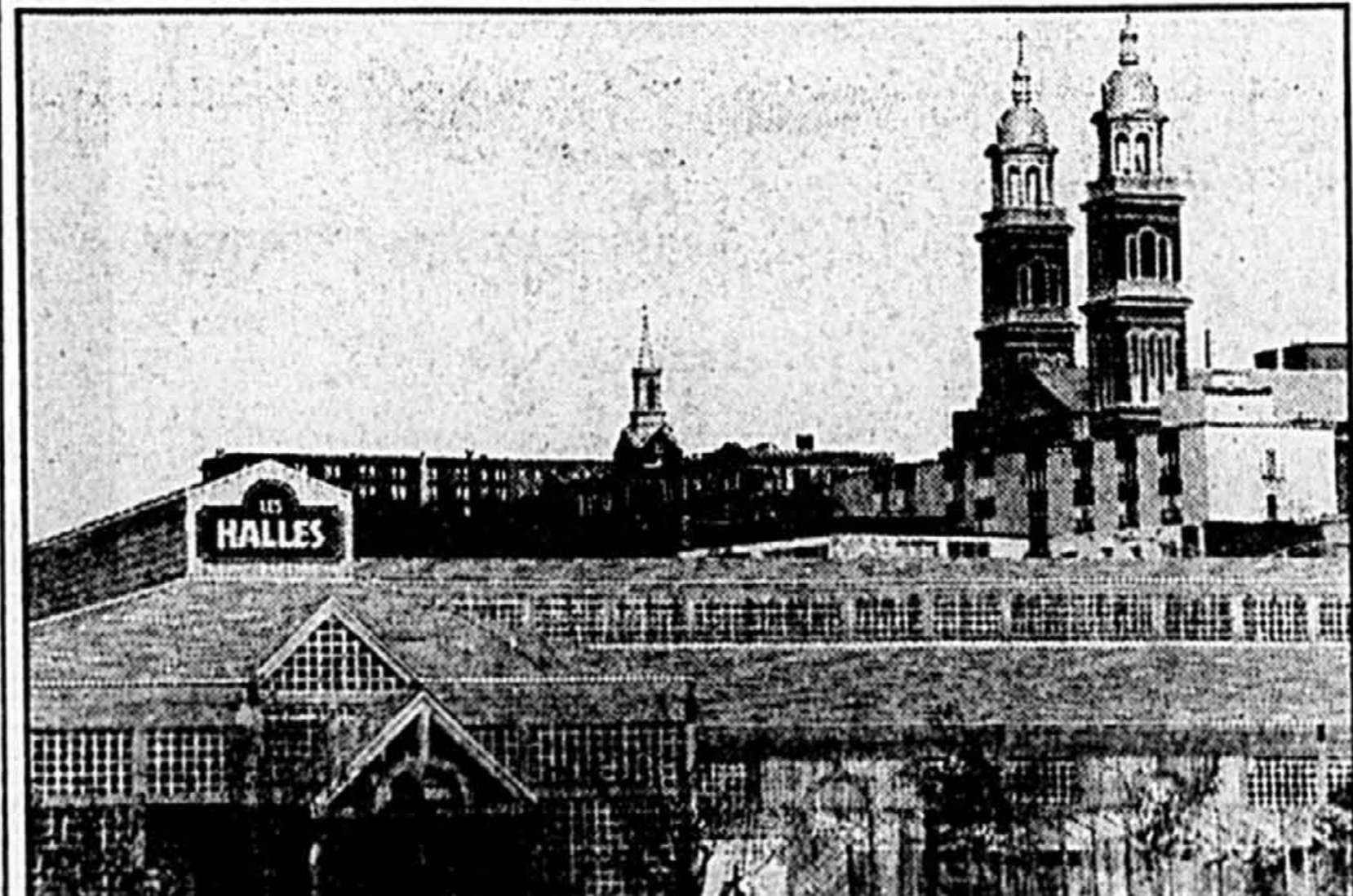
Initiative novatrice au Québec

— qui a fait des petits depuis —, Soccret dispose aujourd'hui d'une cagnote de 16 millions. Elle s'est constituée un portefeuille de 28 PME, la plupart tournées vers les marchés extérieurs, comme Chlorophylle et Alba.

Mais l'économiste Adam Lapointe qui, avant son arrivée à Soccret, avait lui-même déjà senti «l'haleine d'un huissier dans son cou», comme il le confie en riant, estime qu'il existe un obstacle plus grand encore à franchir que la sous-capitalisation: la «myopie».

«L'employé de l'Alcan dont l'expertise est de conduire son petit équipement dans la salle de cuve, de faire un trou puis siphonner l'aluminium en fusion, ne sait pas à quoi ça sert, quels sont les clients. Il ne connaît pas le réseau de production. Personne n'a une vision de l'industrie. Ceux qui l'ont sont à Montréal, Toronto ou San Diego.»

«Toutes nos technologies sont importées. À tous les niveaux d'activité, toutes les décisions



Le centre commercial Les Halles, à Chicoutimi.

### SAGUENAY - LAC ST-JEAN

Population (1991) 289 300

Revenu per capita (1987) 11 214 \$

Chômage (1991) 14,9%

Statistiques Canada avril 1992

Activités économiques (1989)

- Secteur primaire (ressources naturelles) 8,5%

- Secteur secondaire (industries manufacturières) 25,3%

- Secteur tertiaire (services, transport, et communications) 66,2%

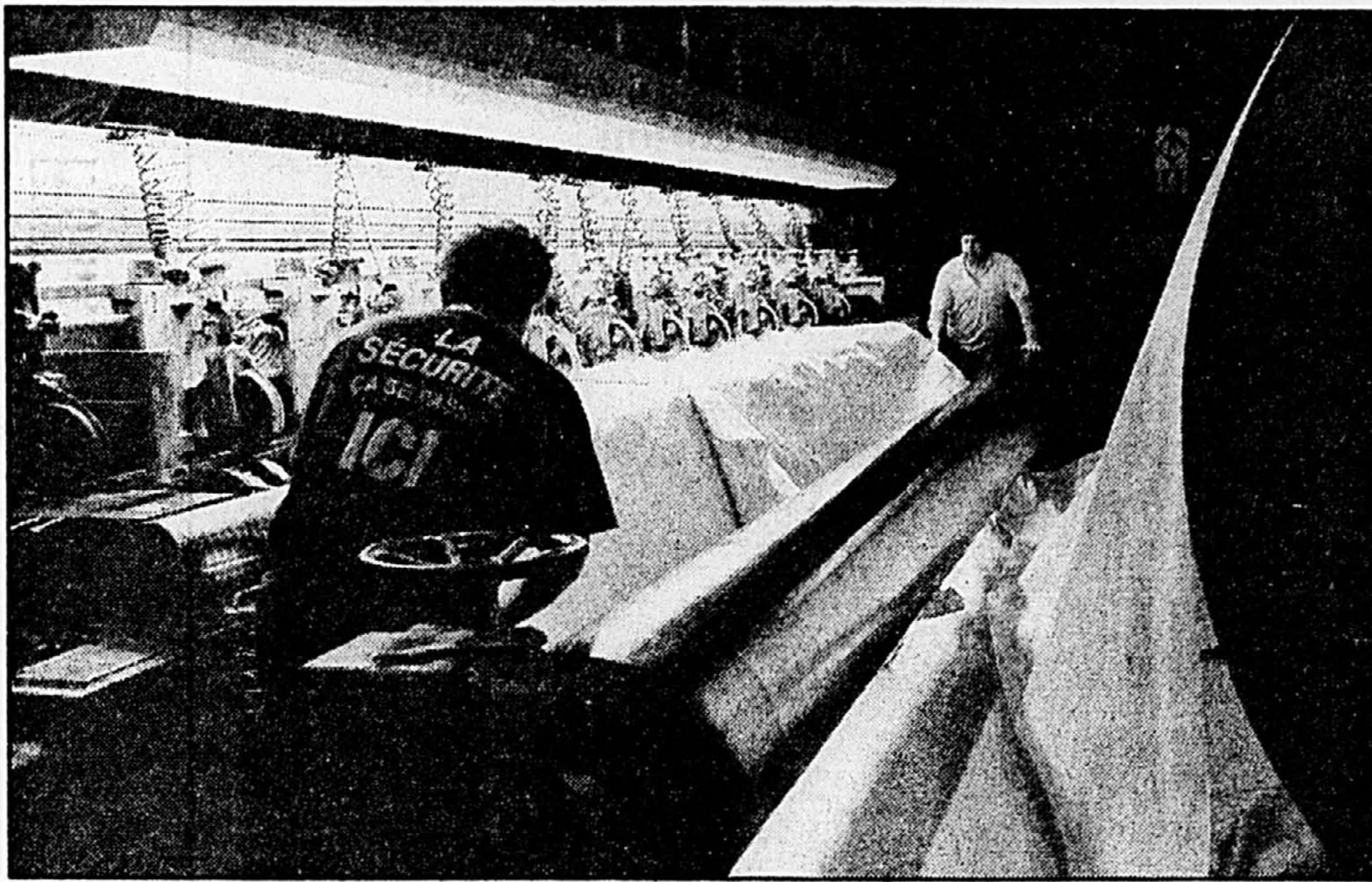
DEMAIN

BAS-ST-LAURENT/GASPÉSIE

VENDREDI

CÔTE-NORD

• LE QUÉBEC DES RÉGIONS •



Ferme sur les rives de la baie des Ha! Ha!

La machine 14 de l'usine d'Abitibi-Price à Alma.

«NEW DEAL» À LA PAPETERIE ABITIBI-PRICE

■ I ne s'agissait pas que d'une machine à papier de plus en difficulté. Il s'agissait de la machine numéro 14, baptisée en 1967: la Cité d'Alma. Et dans la principale ville du Lac-Saint-Jean, fermer la Cité d'Alma ne disait rien de bon à personne.

L'avocat Nicol Tremblay, qui était alors maire d'Alma, ne saurait dire exactement quel jour d'août 1991 il reçut un appel du directeur de la papeterie d'Abitibi-Price, qui voulait lui parler des problèmes de la 14. Mais il se rappelle très bien qu'il avait été question de coûts de production trop élevés et surtout, qu'on songeait à fermer la 14, la moitié de la capacité de l'usine.

«Je m'en souviens parce que j'avais arrêté de fumer depuis un an, raconte Nicol Tremblay. J'ai recommencé là-dessus. J'en ai allumé plusieurs d'une claque. On savait que si la 14 sautait, l'usine suivrait et ce serait pas long.»

Nicol Tremblay n'est plus maire. Pourtant, neuf mois plus tard, il grille encore cigarette sur cigarette. Peut-être parce que la survie de l'usine et de ses 800 emplois est loin d'être assurée en cette époque trouble dans l'industrie des pâtes et papier.

Mais on a assisté depuis la fin de l'été dernier à Abitibi-Price à une petite révolution qui suscite beaucoup d'intérêt dans une région qui s'était jadis valu une réputation de «zone de turbulences».

Le syndicalisme a pris racine au début du siècle au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Son histoire fournit des exemples de mouvements originaux, comme la Fédération des syndicats du secteur aluminium (FSSA), et de conflits qui ont eu des répercussions sur la législation ouvrière québécoise.

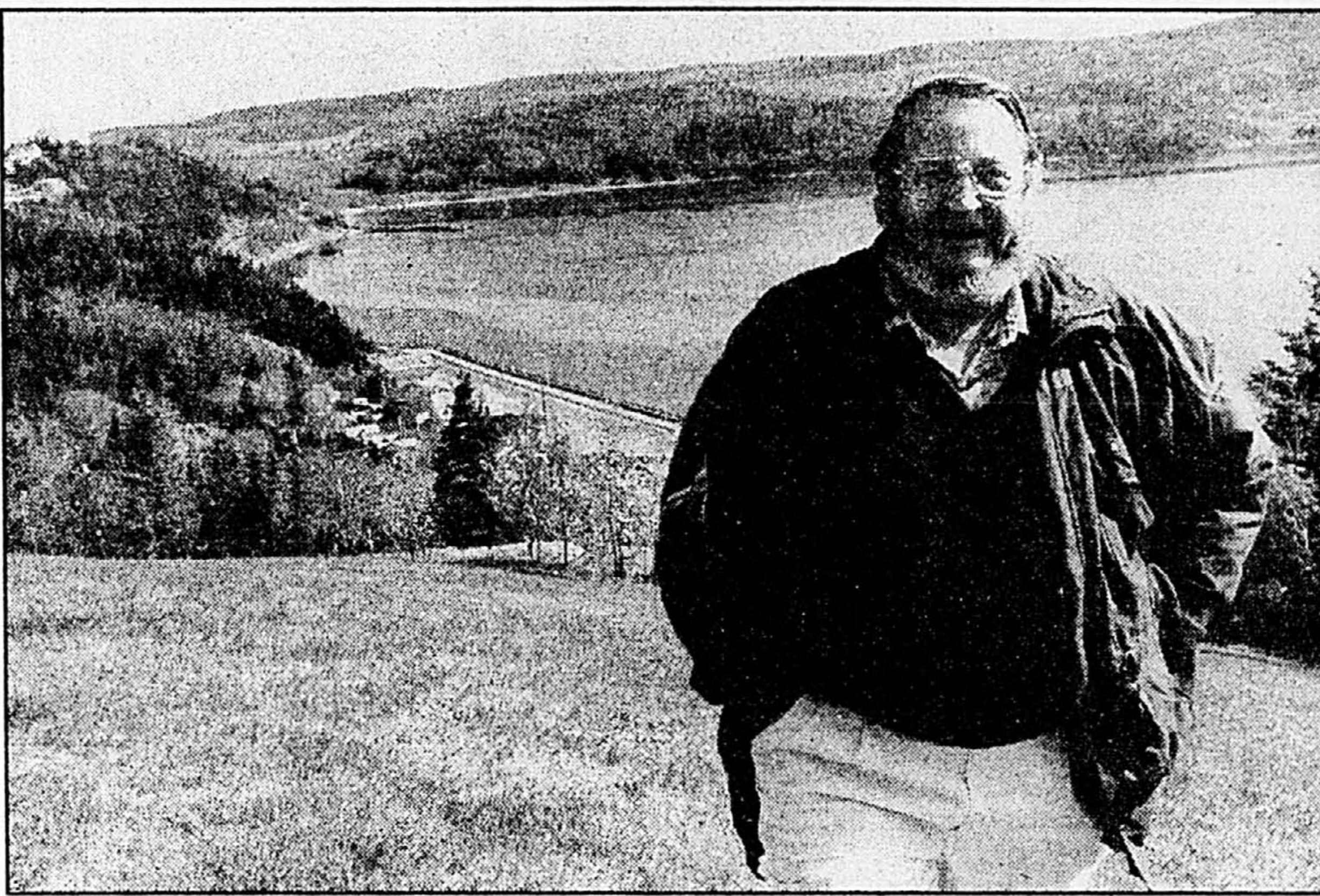
Les conflits laissent cependant des marques. En 1941, 5000 employés d'Alcan à Arvida cessent le travail; les conditions sont intolérables dans les salles de cuves et on vient de couper les salaires. Le gouvernement fédéral dépêche l'armée! Alcan vivra notamment en 1976 une retentissante grève de cinq mois.

Le second secteur industriel en importance au Saguenay-Lac-Saint-Jean, les pâtes et papier, a connu 12 conflits de 1973 à 1984. À la papeterie d'Alma, on a compté entre 1973 et 1980 quelque 18 mois de grève. Mais avec l'entente de réorganisation et le pacte social de la papeterie, c'est peut-être un nouveau et contrastant chapitre de la petite histoire que les Alamatois viennent d'écrire.

Un chapitre dont les premières lignes rappelleraient la formation, aussitôt que furent connus les déboires de la machine 14, du camp des «socio-politiques», formé de représentants de la communauté, qui ont compté pour beaucoup dans le rapprochement patronal-syndical en agissant en quelque sorte comme médiateurs.



Adam Lapointe, directeur général de Soccrent.



Ghislain Bouchard, devant le Saguenay.

«Ça cognait sur la table, avoue l'ex-maire, mais ça restait entre nous.»

Une cigarette svp

Tout comme Nicol Tremblay, Bertrand Harvey, le président du syndicat CSN, le plus important de l'usine, a recommencé à fumer en découvrant la situation délicate de la papeterie. Un an plus tôt, une rationalisation avait déjà coûté une centaine d'emplois. On ne s'attendait pas à cette nouvelle suite.

«Dans la mentalité du monde, c'était encore une usine très rentable, dit-il. C'était la première fois qu'on nous disait que la survie de cette machine était en jeu. On a eu un choc.»

Cette brutale prise de conscience aura constitué, tant du côté des syndiqués que de celui des cadres, l'élément déclencheur. À la mi-janvier, après avoir pu consulter les livres de la compagnie, les syndicats se sont présentés devant leurs assemblées générales avec une entente de réorganisation.

«On a dit au monde: si on accepte, c'est pas parce qu'on est au pied du mur, dit Bertrand Harvey. On accepte pour la survie de la papeterie. On va faire en sorte que cette papeterie retrouve son rang de meneur chez Abitibi-Price.»

L'entente a été approuvée à 91 p. cent. En donnant le feu vert à une réduction de leur pécule de vacances, les syndiqués ont permis à 84 employés qui devaient être mis à pied de demeurer au moins temporairement au travail.

La direction a de son côté révisé ses effectifs et supprimé 23 postes de cadres. Puis la direction d'Abitibi-Price, le président Ron Oberlander en tête, de même que les syndicats CSN et FTQ (bureaux), se sont engagés dans le pacte social à conjuguer leurs efforts avec ceux des socio-politiques «pour assurer la survie et la relance de la papeterie».

«Présentement, dit Bertrand Harvey, le syndicat est consulté par la direction avant la prise de décisions. C'est une relation complètement nouvelle. On règle dix fois plus qu'on réglait, on travaille dix fois plus qu'on travaillait. Et on n'a pas du tout l'impression d'être à quatre pattes devant l'employeur.»

La Cité d'Alma n'est pas sauvée, c'est vrai. «On a encore un bon bout de chemin à faire», remarque Alain Grandmont, le nouveau directeur de l'usine. Mais ici, le «nouveau partenariat» semble plus qu'un slogan qui sonne faux.

Récemment, raconte Bertrand Harvey, un client est venu visiter la papeterie. «J'ai demandé que l'exécutif puisse le rencontrer pour lui dire que les syndiqués feraient en sorte qu'il reçoive un produit de qualité. Il a dit que c'était la première fois qu'en visitant une usine, il avait l'impression de faire affaire avec 400 à 500 vendeurs.»

«Ce qui est le plus révolutionnaire, ajoute M. Grandmont, c'est de penser que deux syndicats et les représentants d'une communauté se soient mis à une même table que nous pour parler de rentabilité économique.»

«Longtemps, on a été le royaume du militantisme agressif, conclut Nicol Tremblay. Un dossier comme Abitibi-Price peut nous aider à avoir une image de militants... du développement.»

Le pire

Le lac Saint-Jean tarde à «caler» — les glaces ne céderont que le 15 mai, en retard de huit jours par rapport à l'an dernier — et un vent froid balaye la patrie de Mario Tremblay. En ce jeudi midi, à Alma, c'est presque salle comble au restaurant-brasserie du Bleuët bionique, l'ex-machine numéro 14... du Canadien.

Denis Tremblay, l'actionnaire majoritaire de l'établissement, n'a pas que la carrure de son célèbre associé. Il en a aussi le bagout. Et dans son langage de commerçant, il sait mettre des images sur les maux de la région.

Dépendance face à la grande industrie... «En Beauce, ils ont les États-Unis à leur portée. Et là-bas, les gens ne comparent pas leurs salaires à ceux des grandes entreprises. Ici, pas une PME ne peut compétitionner les salaires des usines.»

Exode des jeunes... «J'ai une grosse clientèle de 40-50 ans, alors que dans les brasseries, tu retrouves surtout les 20-30 ans. Mais il n'y en a plus. Ils ne sont plus ici. Ceux qui sortent de l'école s'en vont.»

«Les vendredis soir, c'est full de monde ici. Mais il n'y a pas de jeunes. Il y a dix ans, j'avais quelqu'un à la porte juste pour contrôler les cartes!»

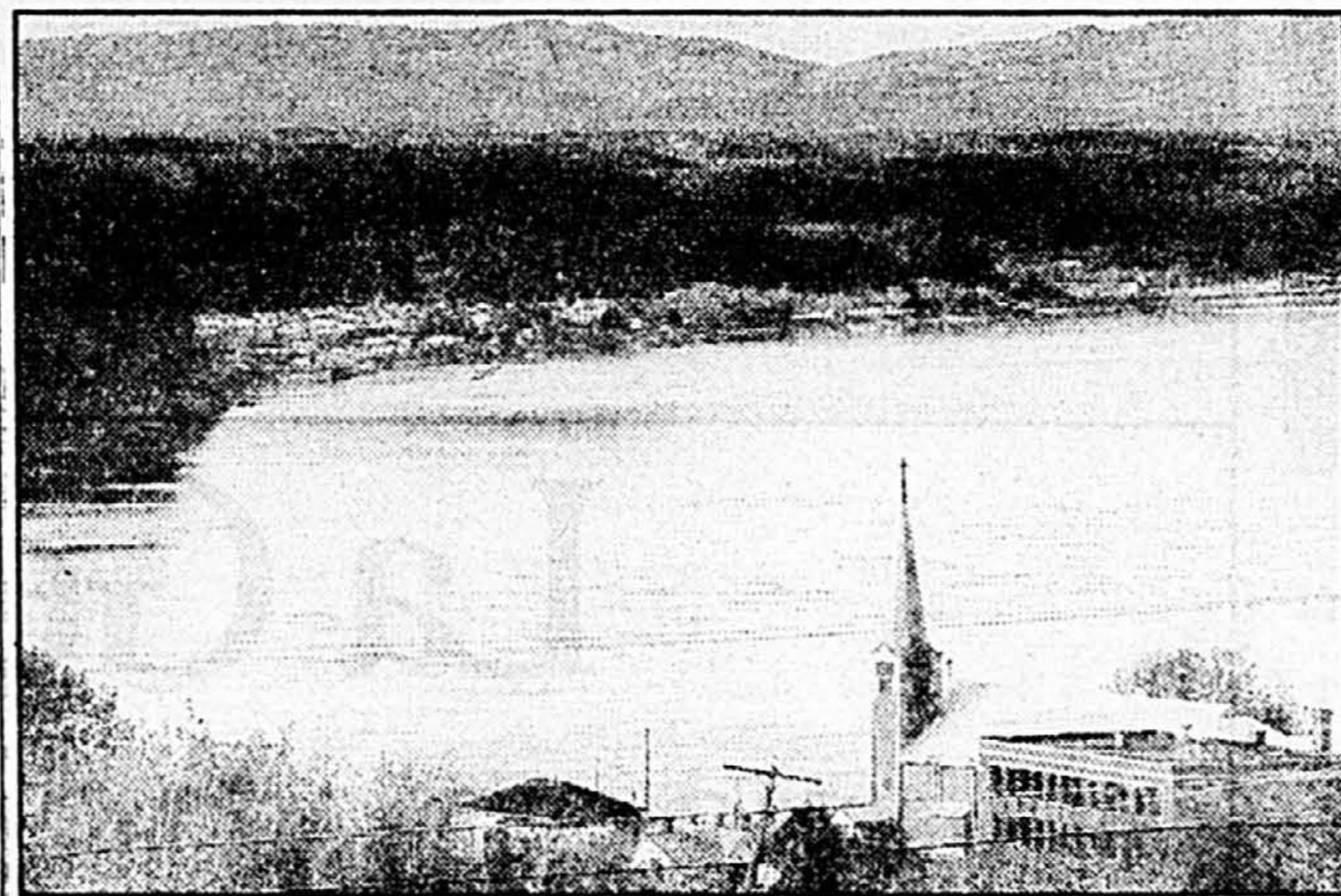
Le pire de la récession, on l'a connu l'automne passé, dit le restaurateur. Il a fallu beaucoup annoncer pour maintenir les ventes. Pas de cinq à sept, ni de partys de bureau.

«Ce qui nous a touché le plus, c'est les pâtes et papier... Mais l'usine est en train de se reprendre en main.»

Denis Tremblay hésite, puis s'avance: «Je calcule qu'on a connu le pire.» ■



Le directeur de l'usine d'Alma, Alain Grandmont (au centre) et un groupe d'employés.



La rivière Saguenay et, en arrière-plan, les monts Valin pris d'une falaise de Chicoutimi.

CUL-DE-SAC EN VUE!

«... contrairement à ce qu'on tente de nous faire croire et admettre, force est de constater aujourd'hui que la croissance du Grand-Montréal au cours des 20 dernières années a nuï au reste du Québec infiniment plus qu'elle ne l'a aidé.»

Le sociologue Charles Côté n'est au Saguenay que depuis trois ans, mais il écrit déjà avec autant de verve que s'expriment les habitants de sa région d'adoption. Son essai publié l'an dernier, *Désintégration des régions*, ne manque pas de commentaires musclés.

Il faut dire que ce conseiller en développement au CRSSS du Saguenay-Lac-Saint-Jean est marié depuis vingt ans à une Saguenéenne... Natif de Québec, M. Côté est venu s'installer au royaume après avoir enseigné à l'université Laval et travaillé dans divers ministères et organismes gouvernementaux.

Des gens du Saguenay-Lac-Saint-Jean, il dit qu'ils sont «très bagarreurs», «fiers», et surtout, qu'ils «ne se cachent pas les vérités».

«Pour moi, confie-t-il, c'est le principal point. D'ailleurs, ce bouquin n'aurait jamais pu sortir

s'il n'y avait pas cette attitude qui est développée partout.» (*Désintégration* a reçu le prix du public au dernier salon du livre régional.)

Ce que Charles Côté avait à dire, dans cet ouvrage percutant, c'est que plusieurs régions du Québec, dont le Saguenay-Lac-Saint-Jean, sont en voie d'«extinction démographique».

Un cul-de-sac dont il voit la source dans une mauvaise redistribution des fonds publics, et qu'il décrit comme l'«aboutissement d'au moins 20 ans d'efforts concertés pour faire évoluer notre société sur la voie du sous-développement durable». «On peut simplement, par des règles administratives, former des collectivités entières», s'insurge Charles Côté.

On a affirmé à tort qu'aider Montréal aidait le Québec, soutient encore le chercheur, selon qui la métropole elle-même a été leurrée par ce discours centralisateur. Ainsi, «de l'exode des jeunes hors des régions, Montréal n'a filtré que les plus démunis, alors que les autres ont émigré vers les régions situées en banlieue de Montréal», écrit-il.

«Je n'ai pas la prétention d'avoir dit des choses vraiment neuves», observe aujourd'hui M. Côté, qui précise que d'autres avant lui avaient tiré à leur façon la sonnette d'alarme.

Dans la population, ajoute-t-il, on avait d'ailleurs une connaissance «pratique» de la problématique. «Le père de famille qui a six enfants dont quatre travaillent à l'extérieur, c'est le premier à le savoir», explique-t-il.

Un an plus tard, Charles Côté ne voit encore aucun signe qui lui permettrait de penser que la tendance à l'extinction est en voie d'être inversée. «Absolument rien.» ■

SONDAGE CROP-LA PRESSE

■ Quel est, selon vous, le problème le plus important dans votre région en ce moment?

Agriculture/pêche	0
Avenir des jeunes	0
Chômage/emploi	69
Dépeuplement/émigration	1
Économie (général)	2
Éducation/formation	0
Loisirs culturels	0
Loisirs sportifs	0
Mise à pied/fermeture d'usine	4
Pauvreté	1
Récession, insécurité écono.	9
Tourisme	0
Pollution/environnement	3
Eau	0
Routes, transports	1
Aucun	1
Autre	2
NSP/PR	5

■ Diriez-vous que votre région a été touchée par la récession économique...

Beaucoup	73
Assez	26
Un peu	1
Pas du tout?	0
NSP/PR	0

■ Quelle serait votre attitude face à un grand projet de développement économique pour votre région, en sachant que ce projet pourrait comporter des risques pour l'environnement ou le patrimoine:

Vous vous opposeriez parce qu'il comporte des risques pour l'environnement ou le patrimoine.....	36
Vous l'approuveriez parce qu'il contribuerait à la création d'emplois et au développement économique de votre région.....	58
NSP/PR.....	6

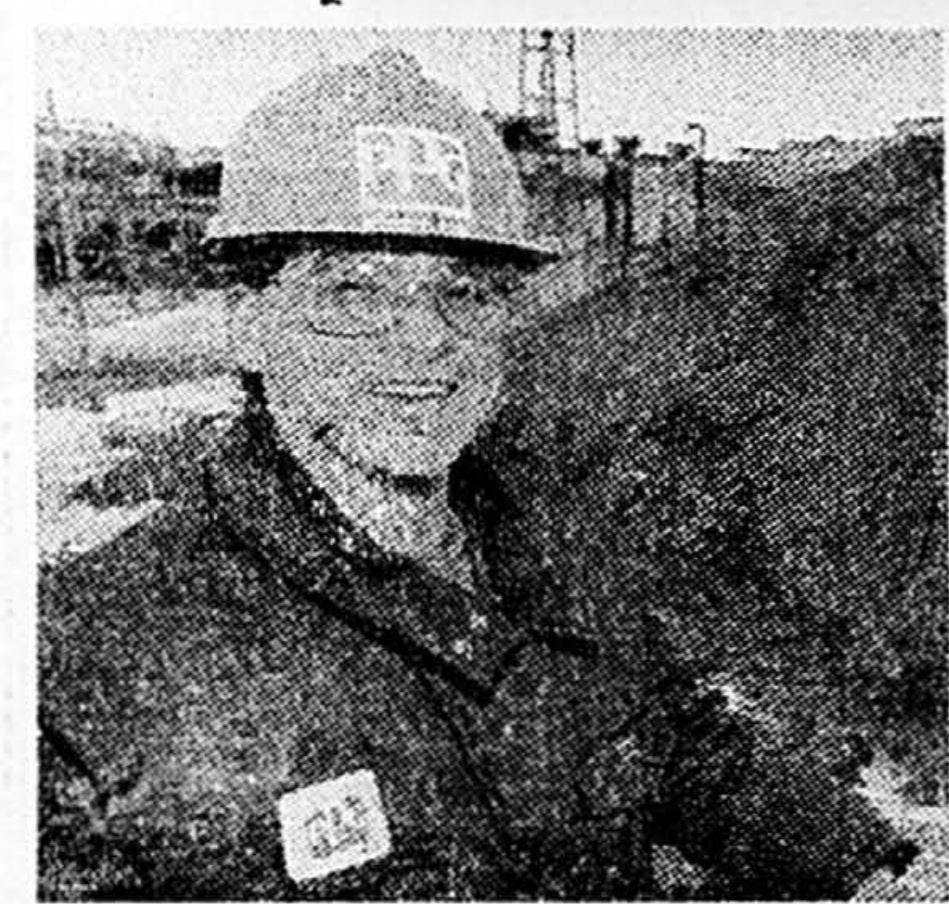
■ Si vous décidiez de quitter votre région pour aller vivre ailleurs, où iriez-vous d'abord - dans quelle région?

Montréal/Laval/Rive-Sud	29
Québec-région	26
Trois-Rivières-région	0
Sherbrooke-région	0
Hull-Ottawa	0
Bas-St-Laurent/Côte-Nord	2
Ailleurs au Québec	7
Ontario	8
Ailleurs au Canada	12
États-Unis	7
Autre	9
NSP/PR	0



«Il y a plus de 100 volontaires dans nos équipes d'intervention d'urgence... Et ces gens vont aussi partout, dans la région, où l'on demande l'aide de nos spécialistes.»

**Stan Norlander,**  
Spécialiste, Intervention d'urgence  
PÉTROLIÈRE IMPÉRIALE, DIVISION PRODUITS CHIMIQUES  
Redwater (Alberta)



«Nous avons entrepris de décontaminer notre ancien emplacement de 45 acres... Lors de l'excavation, 250 000 mètres cubes de terre seront déplacés et les travaux coûteront 25 millions de dollars. Mais tout sera propre d'ici 1993.»

**Yves Denicourt,** ingénieur de projet  
PPG CANADA INC.  
Beauharnois (Québec)



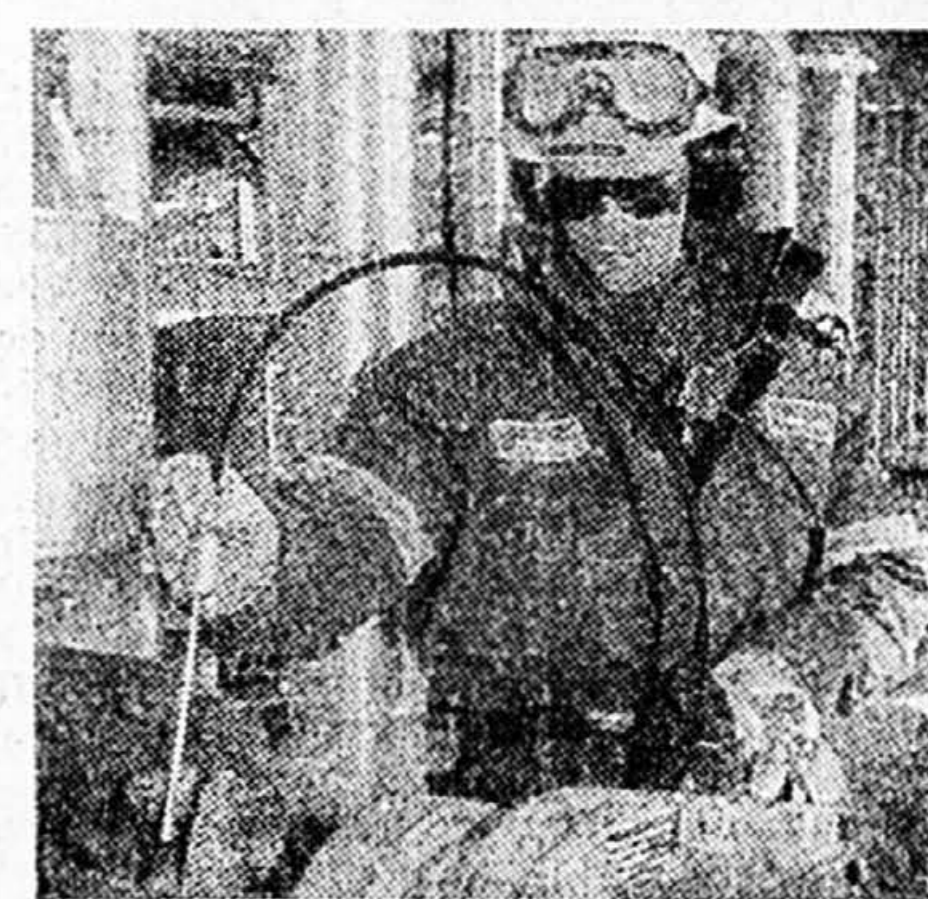
«Finis l'entreposage et l'élimination des fûts de produits chimiques dangereux. Le remplissage se fait à même nos nouveaux conteneurs consignés et réutilisables, un moyen simple et sûr.»

**Bruce Rustad**  
Ingénieur de projet  
NALCO CANADA INC.  
Burlington (Ontario)

## La Gestion responsable<sup>md</sup> est entre les mains de gens comme vous.

Tout comme vous, les quelque 30 000 hommes et femmes au service des entreprises membres de l'Association canadienne des fabricants de produits chimiques s'intéressent à l'environnement et au monde que nous sommes en train de créer pour les générations futures. Et, tout comme vous, ils tiennent eux aussi à faire quelque chose. C'est pourquoi, s'aidant de leur savoir, ils font

en sorte que la fabrication, le transport et même, l'élimination des produits chimiques soient aussi sécuritaires que possible. Tout cela fait partie de la Gestion responsable, ces initiatives auxquelles les entreprises membres de l'Association\* ont adhéré pour protéger l'environnement. Parce que, selon nous, la Gestion responsable vous revient de droit, aujourd'hui comme demain!



«Nous avons déjà, vérifié et colmaté plus de 5 000 points de fuite d'hydrocarbures dans notre réseau – et c'est un travail qui dure toute l'année.»

**Terry Balak**  
Opérateur d'usine  
SHELL CHIMIE DU CANADA LIMITÉE  
Scottford (Alberta)



«Tous les ans au complexe industriel de Sarnia, nous dépensons 10 millions de dollars environ pour éliminer, au cours des prochaines années, les rejets nocifs et les déversements dans la rivière St. Clair.»

**Mike Bowman**  
Directeur, Programme d'élimination des rejets  
DOW CHEMICAL CANADA INC.  
Sarnia (Ontario)

Vous avez des questions sur les produits chimiques ou la Gestion responsable? Appelez le 1-800-267-6666



Gestion responsable : un engagement total<sup>md</sup>

**L'ASSOCIATION CANADIENNE DES FABRICANTS DE PRODUITS CHIMIQUES**

350 rue Sparks, bureau 805, Ottawa (Ontario) K1R 7S8

\* Fondée en 1962, l'Association canadienne des fabricants de produits chimiques regroupe diverses entreprises qui produisent près de 90 % des produits chimiques fabriqués au Canada.

LES PRODUITS CHIMIQUES AKZO LIMITÉE. LES PRODUITS CHIMIQUES ALLIED-SIGNAL CANADA INC. LES PRODUITS CHIMIQUES ARLAND. BASF CANADA INC. H.L. BLADFORD LTÉE. ZINC ELECTROLYTIQUE CANADA LTÉE. CANADIAN OCCIDENTAL CHEMICALS GROUP. CARBOCHEM INC. PRODUITS CHIMIQUES CCG LTÉE. CELANESE CANADA INC. CHEMPROX CHIMIE INC. CHINOOK GROUP. CIBA-GEIGY CANADA LTÉE. LES PRODUITS CHIMIQUES CLOUGH INC. COURTAULDS CANADA. CYANAMID CANADA INC. LES PRODUITS CHIMIQUES DELMAR INC. DOW CHEMICAL CANADA INC. DU PONT CANADA INC. EKA NOBEL CANADA INC. ELF ATOCHEM CANADA INC. ETHYL CANADA INC. FIBERGLAS CANADA INC. FMC CANADA LIMITÉE. LES PRODUITS CHIMIQUES GÉNÉRAL DU CANADA INC. BFGOODRICH CANADA INC. COMPAGNIE DE PRODUITS CHIMIQUES HART. HENKEL CANADA LTÉE. HERCULES CANADA INC. HEMONT CANADA INC. HOECHST CANADA INC. ICI CANADA INC. PÉTROLIÈRE IMPÉRIALE, DIVISION PRODUITS CHIMIQUES. KRONOS CANADA INC. LUBRIZOL CANADA LIMITED. MARFISLEX INC. METHANEX CORPORATION. MONSANTO CANADA INC. PRODUITS NACAN LTÉE. NALCO CANADA INC. SILICATES NATIONAL LIMITÉE. RÉSMES NESTE CANADA. NITROCHEM INC. NOVATOR CHEMICALS LTD. PAFIC INDUSTRIES LTD. PÉTROMONT INC. POLYSAR RUBBER CORPORATION. PPG CANADA INC. RAYLO CHEMICALS LTD. RECHOHEM INC. REICHHOLD LIMITÉE. RHONE-POULENC CANADA INC. ROHMANN HAAS CANADA INC. SHELL CHIMIE DU CANADA LIMITÉE. STANVICH INC. STELCO INC. STEPAN CANADA INC. SURPASS CHEMICALS LIMITED. LES INDUSTRIES SYNERGISTIS. TIOXIDE CANADA INC. PRODUITS CHIMIQUES ET PLASTIQUES UNION CARBIDE DU CANADA INC. UNIROYAL CHEMICAL LTÉE. WELLAND CHEMICAL LTD. WITIG CANADA INC.

# Des assistés sociaux expulsés de l'hôtel de ville

GILLES GAUTHIER

■ L'administration Doré a donné l'ordre, hier, de faire expulser à la tombée de la nuit par les forces policières une quinzaine de bénéficiaires de l'aide sociale qui occupaient l'hôtel de ville.

Évincé lundi soir des bureaux du Protecteur du citoyen après une occupation d'une quinzaine de jours, le groupe s'est rabattu hier sur l'hôtel de ville de Montréal, où il promettait de s'installer pour une période de temps illimitée.

Ces quinze membres de la Coalition du grand Montréal contre la loi 37 sont apparus vers 13 h 15 devant le bureau Accès-Montréal situé au rez-de-chaussée, où logent également le greffier et le secrétaire général de la Ville. Il n'ont pas perturbé les activités de l'administration et des fonctionnaires.

« Nous resterons jusqu'à ce qu'on nous expulse », a déclaré leur porte-parole, Denis Roy. Une manifestation d'appui réunissant environ 80 personnes avait lieu au même moment devant le grand escalier de l'entrée principale du bâtiment.

Les mesures de sécurité ont immédiatement été renforcées et une demi-douzaine d'agents du service de police de la CUM ont surveillé à distance les occupants pendant une trentaine de minutes avant de quitter l'hôtel de ville.

« C'est bien beau les fêtes du 350e, mais elles ne doivent pas faire oublier la pauvreté à Montréal », a déclaré M. Roy, qui dénonce également les orientations internationales de l'administration Doré: « Elles ne changent rien pour le monde ordinaire et les pauvres de la ville ». Il a aussi rappelé que le conseil municipal

a adopté le 13 mai 1991 une motion dénonçant les principaux aspects de la loi 37.

Le groupe demandait entre autres que l'administration l'aide à obtenir une rencontre avec le premier ministre Robert Bourassa et que la Ville adopte des mesures concrètes pour créer des emplois permanents et bien rémunérés. Il dénonçait la décision de la Ville d'embaucher mille bénéficiaires cet été en vertu des programmes EXTRA et PAIE du gouvernement, soutenant qu'il s'agit de « programmes de cheap labor ».

Les occupants ont rencontré pendant plus d'une heure au début de la soirée le responsable du développement communautaire au comité exécutif, André Lavallée. La Ville administre, en vertu d'une entente conclue avec le gouvernement du Québec, le programme de l'aide sociale pour les bénéficiaires qui habitent sur son territoire.

M. Lavallée a expliqué que la Ville n'embauchera des bénéficiaires cet été qu'après avoir obtenu l'accord de ses syndicats. Des ententes ont été conclues avec les cols blancs et les professionnels mais les négociations ne sont pas encore terminées avec les cols bleus.



Environ 80 personnes ont participé, hier, à une manifestation d'appui aux assistés sociaux devant l'hôtel de ville.

# Un fonctionnaire municipal poursuit un entrepreneur pour diffamation

GILLES ST-JEAN

■ Un entrepreneur paysagiste de Longueuil a déclaré hier au juge Jean-Jude Chabot, de la Cour supérieure du Québec, qu'il avait été prévenu par un conseiller municipal qu'on ne lui accorderait pas un contrat d'environ 200 000 \$ pour lequel il voulait déposer une soumission, en mars 1989.

Interrogé par le magistrat lors de la première journée du procès que lui intente M. René Lacroix, maintenant chef de la division responsable de l'entretien des parcs, M. Stéphane Grenier a dit avoir appris par M. Gilles Dery — qui n'est plus conseiller — qu'il n'aurait pas le contrat et qu'il s'agissait d'une manigance de la haute direction de la Ville.

M. Grenier n'a pas été plus loin sur le sujet.

À l'époque, le père de l'intimé était chef du cabinet du maire Roger Ferland, fonction qu'il n'occupe plus.

La soumission de M. Grenier a été rejetée parce que, selon la Ville, il y manquait certains do-

cuments. C'était aussi la plus basse. Quoi qu'il en soit, après l'analyse des soumissions par M. Lacroix, le contrat a été adjugé au deuxième plus bas soumissionnaire. La décision de M. Lacroix a été approuvée par le comité exécutif et au conseil qui l'ont entérinée.

M. Lacroix a expliqué hier que le jour de l'ouverture des soumissions, il était assis à côté de l'assistant greffier de la Ville qui déchachait les enveloppes.

Mais le fonctionnaire a nié avoir manipulé les soumissions comme le laisse entendre un article d'un journal local, paru en juillet 1989 et qui cite M. Grenier.

À l'époque, l'entrepreneur n'a pas démenti l'article en question. Hier, interrogé par Me Gilles Chiquette, le procureur de M. Lacroix, il a nié avoir porté de telles accusations, disant plutôt que le journaliste avait interprété ses paroles.

En ce qui a trait à une autre accusation selon laquelle M. Lacroix aurait été une relation d'affaires du paysagiste à qui le

contrat a été attribué, M. Grenier a soutenu qu'il avait plutôt parlé de liens d'amitié.

M. Lacroix a reconnu avoir acheté en 1986 dans une « vente d'accommodation » de concessionnaire, au prix de 10 000 \$, une camionnette Dodge Caravan ayant quelque 19 000 km au compteur et ayant appartenu à cet entrepreneur qui a toujours des liens d'affaires avec la Ville. Mais le fonctionnaire se défend de toute pratique malhonnête, et dit avoir acquis le véhicule au prix offert par le concessionnaire au paysagiste.

Toujours est-il qu'après la publication des propos imputés à M. Grenier, dans le journal, M. Lacroix lui a intenté une poursuite de 100 000 \$ en dommages et intérêts. Mais il n'a pas poursuivi l'hebdomadaire — il dit y avoir pensé au début, mais a décidé de s'abstenir après discussion avec son avocat.

Le procès se poursuit aujourd'hui. L'avocat de M. Grenier, Me Claude Lapointe, doit faire entendre plusieurs témoins dont M. Grenier père. M. Grenier fils devrait revenir à la barre.

# La famille de la septuagénaire assassinée à Atlantic City ignore ce qui s'est passé

■ La famille de Mme Thérèse Desrochers-Lavoie, 72 ans, assassinée dans sa chambre de motel d'Atlantic City dans des circonstances qui demeurent nébuleuses, était toujours tenue dans l'ignorance la plus complète des événements qui ont précédé, samedi, la mort tragique de la septuagénaire.

C'est ce qu'un des fils de la victime, Denis Lavoie, 41 ans, a déclaré à La Presse, hier après-midi, en précisant que la famille n'a même pas pu savoir des autorités du New Jersey, à quel moment le corps de Mme Lavoie pourra être rapatriée.

« Même au ministère des Affaires extérieures, a-t-il dit, on nous a conseillé d'engager un avocat. C'est tout. »

« Les seules personnes qui nous sont venues en aide sont les agents des relations publiques de la SQ, a-t-il affirmé hier. Nous ne parlons pas anglais et nous ne savions pas qui joindre, là-bas, ni comment les choses ont pu se passer. Nous ne savons toujours pas grand-chose, tout ce qu'on m'a

rapporté, c'est du oui-dire, il n'y a rien de confirmé. »

Thérèse Lavoie, qui aux dires de son fils voyageait beaucoup mais n'avait jamais accompli un voyage d'un week-end au casino, avait quitté Sherbrooke, vendredi, à bord d'un autobus notisé par une firme spécialisée dans ce genre d'excursion, Can-USA Tour.

Mme Lavoie n'étant pas accompagnée, elle s'est retrouvée à partager sa chambre de motel avec une autre cliente de l'agence, Jeannine Bilodeau, 52 ans, résidant à Barrie, au Vermont.

Samedi soir, Mme Lavoie devait retrouver des amis pour dîner. « Elle a été vue pour la dernière fois vers sept heures, a raconté hier son fils Denis. La police d'Atlantic City nous a dit qu'elle a probablement été tuée entre huit et onze heures. »

Selon les rares informations qu'il a été possible d'obtenir, le corps de la victime reposait sur le plancher de la chambre à coucher. Les lits n'avaient pas été défaites. La chambre était en désordre.

Lorsque La Presse a joint le procureur d'État Jeffrey Blitz, chargé du dossier au New Jersey, ce dernier a simplement précisé que « les pratiques concernant la transmission d'informations aux médias, dans cet État, sont très restrictives. Tout ce que je peux vous dire c'est que Jeannine Bilodeau, 52 ans, de Barrie, au Vermont, est présentement détenue relativement à cette affaire. Elle est accusée d'avoir étranglé Mme Lavoie et le cautionnement exigé pour sa libération est de 100 000 \$. »

M. Blitz a confirmé que le corps de la victime portait d'autres « évidences de coups », telles des fractures à la mâchoire, à une cheville et à deux côtes. Ce qui laisse croire que la victime aurait pu se battre avec la présumée meurtrière.

« Mais c'est complètement stupide, a rétorqué le fils de la victime. Ma mère ne pesait pas plus de 80 livres, elle est toute petite et elle a 72 ans! Ça n'a pas de bon sens. »

# On recherche le violeur d'une femme de 70 ans au Saguenay

■ La police recherche un individu ayant volé, puis violé, une veuve de 70 ans au Saguenay-Lac-Saint-Jean le week-end dernier.

Le drame s'est produit dans la résidence d'une femme de L'Ascension. Le suspect, en cageule, s'est introduit par effraction dans son domicile vers 2 h du matin, dimanche. Il s'est immédiatement dirigé dans la chambre de la victime.

Armé d'un couteau, il l'a obligée à lui remettre tout son avoir, soit 40 \$ en plus de quelques bijoux. Après avoir obtenu ce qu'il demandait, il l'a agressée sexuellement.

La dame a dû être hospitalisée

et elle souffrait toujours d'un violent choc nerveux, hier.

Quant à lui, le suspect a réussi à prendre la fuite sans laisser de traces. Il serait âgé d'environ 30 ans. Plutôt mince, il mesure entre 1,62 et 1,70 mètre.

Des crimes semblables ont été perpétrés dans le passé, a laissé savoir un porte-parole policier. L'enquête a été confiée à l'escouade des crimes majeurs de la Sûreté du Québec de Chicoutimi, aidée de la SQ d'Alma.

Toute information pouvant permettre aux policiers de mettre le grappin sur l'agresseur peut être transmise en toute discrétion au 418-549-9266 ou au 418-662-6606.

# Manifestation de grévistes avortée à la Place Ville-Marie

■ La centaine d'employés en grève de la compagnie d'entretien Empire, à la Place Ville-Marie, ont tenté sans succès hier d'occuper le bureau du directeur général de Trizec, qui administre le gratte-ciel du centre-ville. Des gardes de sécurité ont éloigné les manifestants.

Les employés d'Empire, des immigrants pour la plupart et des femmes à 65 p. cent, ont déclenché la grève le 24 avril dernier après que l'employeur eut annoncé 38 mises à pied en pleine période de négociations pour le renouvellement de la convention collective.

Selon le syndicat affilié à la CSN, l'entreprise veut réduire le nombre d'emplois tout en augmentant la tâche des travailleurs.

L'employeur veut doubler la charge de travail, selon M. Marcel Boutin, conseiller syndical. Les employés ont un salaire de 10 dollars l'heure.

La convention collective est

échue depuis mars dernier et un conciliateur du gouvernement tente depuis deux mois de rapprocher les parties.

Le syndicat a d'autre part signifié hier son intention de déposer des plaintes pour violation de la loi anti-briseurs de grève. Selon les grévistes, des employés de remplacement ont été embauchés pour assurer l'entretien de l'édifice pendant le conflit.

## Une saine alimentation fait aussi partie de la prévention

Montreal Québec Estrie  
(514) 527-2194 (418) 691-9989 (819) 822-2125  
1-800-363-0063

## LA FORMATION, UN ATOUT-MAÎTRE POUR LES CHÔMEURS !

Le programme "Amélioration de l'employabilité" de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, aide les chômeurs à éliminer les obstacles qui les empêchent d'accéder au marché du travail. En effet, grâce à des programmes de formation professionnelle et accrédités par Emploi et Immigration Canada, les chômeurs bénéficient d'une formation conçue en fonction d'une pénurie réelle sur le marché du travail.

La récession a frappé fort, tout le monde l'a ressenti. Pour accélérer la relance économique, Emploi et Immigration Canada facilite une intégration professionnelle des chômeurs tout en répondant à la demande de certains secteurs de l'industrie qui souffrent d'un manque criant de spécialistes. Phénomène incongru dans une période où, d'un côté des personnes sont sans travail et de l'autre, des emplois sont à combler. Le gouvernement a décidé de réunir l'offre à la demande.

Ce programme s'adresse spécifiquement aux bénéficiaires de l'assurance-chômage. En plus d'obtenir une formation professionnelle de qualité, ils verront leurs prestations prolongées, voire même majorées dans certains cas.

**Au programme: une multitude de carrières**

Après une analyse approfondie des besoins de l'industrie, Collège Inter-Dec, filiale de Groupe Collège LaSalle, a élaboré six programmes pouvant répondre à la pénurie de ressources humaines qualifiées dans certains secteurs en pleine expansion. Il s'agit de:

### TECHNOLOGIE DE L'ARCHITECTURE

Ce programme est basé sur deux aspects fondamentaux de la profession, soit: la construction, qui

implique la science du bâtiment, la connaissance des matériaux et des méthodes propres à la réalisation de chaque élément d'un bâtiment; le dessin, qui constitue l'instrument de communication privilégié entre les divers intervenants du milieu.

De plus, une formation en technologie de l'architecture ne saurait être complète sans un volet de "dessin assisté par ordinateur". C'est pourquoi notre programme insiste sur cet aspect de l'apprentissage et inclut les principaux logiciels utilisés par le milieu de l'architecture.

### TECHNIQUES D'ADMINISTRATION DES ARTS

Ce programme, offert exclusivement au Collège Inter-Dec, répond à un besoin criant des entreprises culturelles du Québec. Il vise la formation de techniciens en administration, spécialisés dans la gestion et l'encadrement des entreprises culturelles et artistiques.

Il porte une attention particulière aux éléments jugés essentiels à la gestion saine et efficace d'une entreprise culturelle: la planification et le contrôle budgétaire, l'organisation des projets, la communication, la direction artistique et la gestion des ressources humaines.

### INFOGRAPHIE

Le programme enseigne les techniques informatiques de la conception et de la réalisation du dessin et de l'illustration graphiques. Les étudiants apprennent à se servir des logiciels Macintosh les plus perfectionnés et à produire divers documents. Tous les aspects de la production graphique sont abordés: de la mise en page à la production finale de magazines, annonces publicitaires, affiches, brochures. Comme l'infographie est à l'ordre du jour dans un nombre croissant

d'entreprises, les possibilités d'emplois se bousculent.

### DESSIN ASSISTÉ PAR ORDINATEUR

Le programme vise à former des personnes capables d'utiliser de façon optimale les techniques en Dessin assisté par ordinateur et d'être en mesure de s'adapter à tout changement au niveau des équipements en logiciels.

Les champs d'application de ces techniques comprennent principalement les bureaux de dessinateur, d'ingénieurs conseillers, d'architectes et toute autre entreprise utilisant un système de Dessin assisté par ordinateur.

### ANALYSTE DE L'INFORMATION

Ce programme de formation vous aidera à tracer votre voie vers du travail tel que: support aux usagers PC, commis de bureau ou opérateur(trice) de micro-ordinateur.

Cette formation fera de vous une personne ressource de qualité en ce qui a trait à l'utilisation et l'installation des logiciels les plus connus, l'identification et la résolution de problèmes techniques ainsi que l'établissement de règles de sécurité applicables à un parc de micro-informatique.

### CUISINE PROFESSIONNELLE

Ce programme intensif incorpore tous les ingrédients de la cuisine professionnelle. Les finissants sont des cuisiniers à part entière. Ils sont donc aptes à occuper des postes de cuisinier dans les grands restaurants, les hôtels et diverses cuisines d'établissement.

Collège Inter-Dec: une formation axée sur le professionnalisme

Collège Inter-Dec, maison d'enseignement spécialisée dans le domaine du design, a bâti sa réputation par la qualité de son enseignement et par ses relations étroites avec le milieu de l'industrie.

Les professeurs sont choisis pour leurs compétences de praticiens et leurs habiletés pédagogiques. Donc, les étudiants reçoivent un enseignement dynamique axé sur la pratique dans un environnement technologique avant-gardiste. En outre, ils peuvent bénéficier d'une évaluation cohérente et progressive de leur capacités et surtout, d'un service de placement qui les aide à se faire connaître auprès de leur futur employeur. C'est ce qui s'appelle passer du Collège au travail en douceur.

Les cours, dès la semaine du 15 juin

Comme le nombre de places est limité, chaque demande d'admission sera étudiée attentivement afin que les groupes-cours soient le plus homogènes possible. Tous les programmes sont offerts en français.

Pour obtenir plus de renseignements au sujet des six programmes offerts dans le cadre du Programme Intégration professionnelle, les personnes intéressées peuvent se rendre à leur Centre d'emploi ou communiquer avec un des conseillers de Collège Inter-Dec au (514) 939-4444, du lundi au vendredi.

Il est également possible de rencontrer les coordonnateurs des programmes et de visiter l'environnement dans lequel aura lieu la formation.

(514) 939-4444  
Collège Inter-Dec  
2000, rue Ste-Catherine O.  
bureau 6100  
Montréal (Québec)  
H3H 2T2



## Françoise Bouthillier

Collection  
printemps/  
été 1992

•

Collections  
précédentes

•

- Robes
- Jupes
- Blouses
- Pantalons
- Fuseaux
- Maillots
- Chandails
- Layette
- Accessoires
- Et plus encore...

Épargnez avec goût  
Mode exclusive pour fillettes de 0 à 14 ans

# GRANDE VENTE D'ÉTÉ

## 33% à 80% de rabais

Avec tout achat de 150 \$ ou plus, vous recevrez en cadeau une eau de toilette Françoise Bouthillier d'une valeur de 35 \$.

<p>PLAGE 800</p> <p>800 B, rue Victoria Greenfield Park</p> <p>(514) 923-9817</p>	<p>LES PROMENADES SAINTE-ANNE</p> <p>10909, boul. Sainte-Anne Sainte-Anne-de-Beaupré</p> <p>(418) 827-6272</p>	<p>HEURES D'OUVRETURE (GREENFIELD PARK)</p> <p>Lundi à mercredi, 10 h à 18 h</p> <p>Jeudi et vendredi, 10 h à 21 h</p> <p>Samedi, 9 h à 17 h</p>
-------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------



# MONTRÉAL



RENSEIGNEMENTS: GUY PINARD, 285-7070

## Les marchés publics

**A**u lendemain du krash qui devait plonger l'Occident dans l'une des pires crises économiques de l'histoire, le chômage ravage l'Amérique. Leaders politiques et religieux, tentent vainement de ranimer la ferveur, pour toujours éteinte, à l'égard de la colonisation des régions éloignées.



### MONTRÉAL DES INSTITUTIONS

Les mêmes leaders, effrayés par le tort moral que l'inactivité inflige aux chômeurs, auront plus de succès avec le projet de faire travailler les hommes grâce à des programmes de travaux publics subventionnés par le gouvernement fédéral. Grâce à ces «travaux de chômage», ouvriers montréalais et employés municipaux vont, entre autres grands ouvrages, collaborer à la naissance du Jardin botanique, à l'aménagement de l'île Sainte-Hélène et du lac des Castors et redonner du lustre au parc LaFontaine ainsi qu'au réseau des marchés publics de Montréal.

Le XIXe siècle a vu naître et mourir plusieurs grands marchés publics: Sainte-Anne, Viger, Papineau, Saint-Gabriel et les marchés à foire ouverts (c'étaient les «stations-service» de l'époque quoi!), sur les principaux axes routiers de l'île.

Jusqu'en 1930, cinq marchés se sont partagés une clientèle fidèle: Bonsecours, Saint-Laurent, Saint-Jacques, Saint-Jean-Baptiste et Maisonneuve, mais voici que la «crise» oblige les édiles municipaux à repenser la vocation de ces places publiques qui sont échelonnées sur une ligne perpendiculaire au fleuve Saint-Laurent.

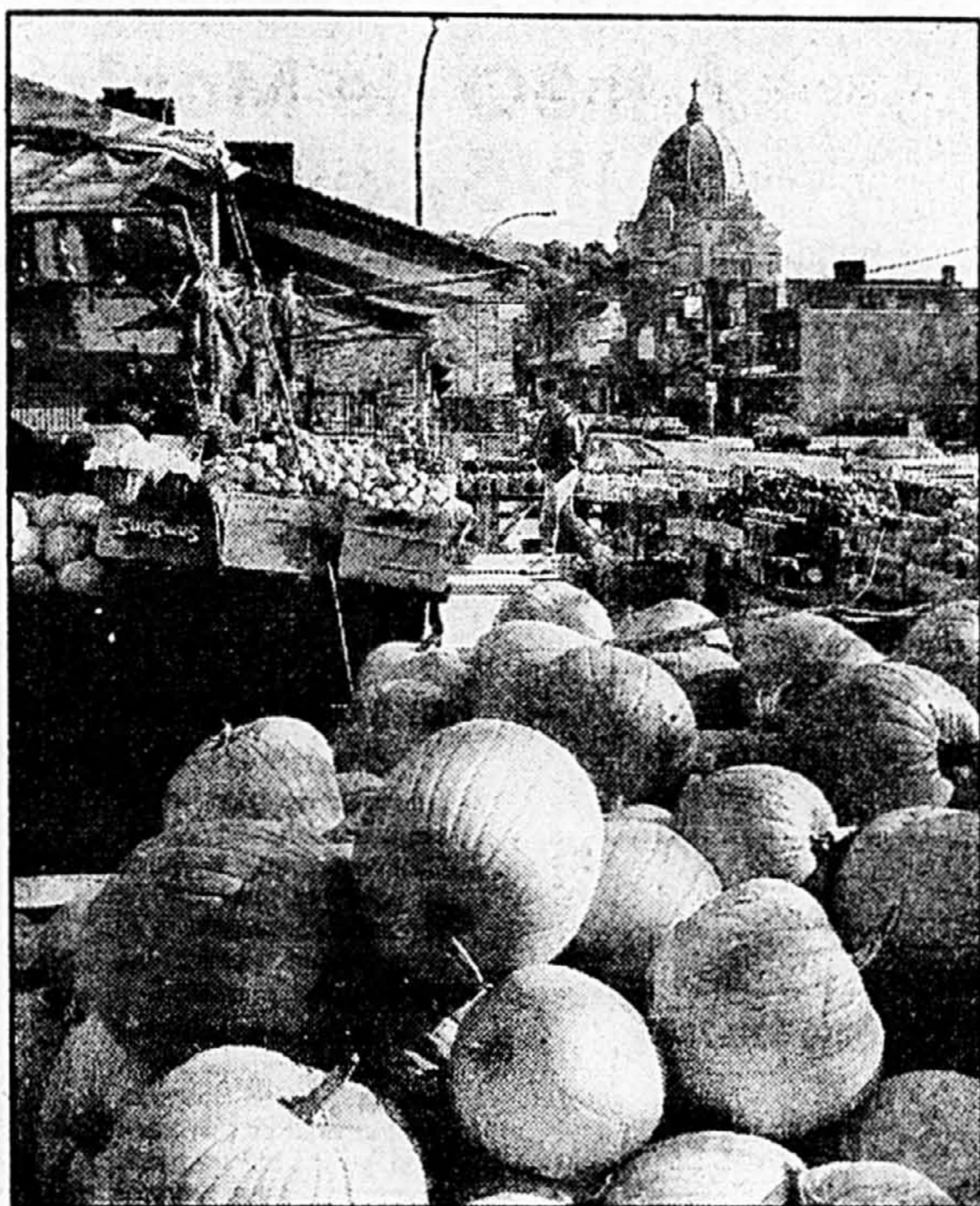
L'expansion du territoire montréalais, la cascade d'annexions, l'amélioration du réseau routier et la motorisation des véhicules de transport ont favorisé le développement du centre et du nord de l'île. L'industrialisation a, quant à elle, accéléré la densification de la population ouvrière à l'est et à l'ouest de la vieille ville. De ces secteurs en expansion émanent régulièrement des pétitions de citoyens désireux de s'approvisionner en produits agricoles frais.

Les travaux subventionnés vont conduire à la rénovation des marchés Saint-Jean-Baptiste, Maisonneuve et Saint-Jacques, mais le marché Saint-Laurent sera démolli et le marché Bonsecours recylé. En 1933, ces deux derniers seront remplacés par les marchés Atwater et Jean-Talon.

#### Le marché Bonsecours

Le 6 juin 1803, le feu ravageait 11 des immeubles situés aux environs de l'actuelle place Jacques-Cartier ne laissant que les cendres de l'un des plus beaux sites de la ville. On aménagea, place Jacques-Cartier, le Marché Neuf, qui fonctionna à plein jusqu'en 1845 quand il commença à vivre dans l'ombre du marché Bonsecours, ouvert aux poissonniers, bouchers, maraichers et artisans de la rive-sud, de Sorel jusqu'à LaPrairie. Ainsi nommé pour immortaliser le souvenir de la chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours, dont on prévoit alors la démolition prochaine, le marché accueille vendeurs et revendeurs spécialisés dans la vente de gros. Même si la population a déserté la vieille ville, même si l'essor du port de Montréal a coupé le marché du fleuve et des bassins d'accostage des barques, le marché Bonsecours est, en 1930, très achalandé. La décision de l'abandonner souleva les foudres.

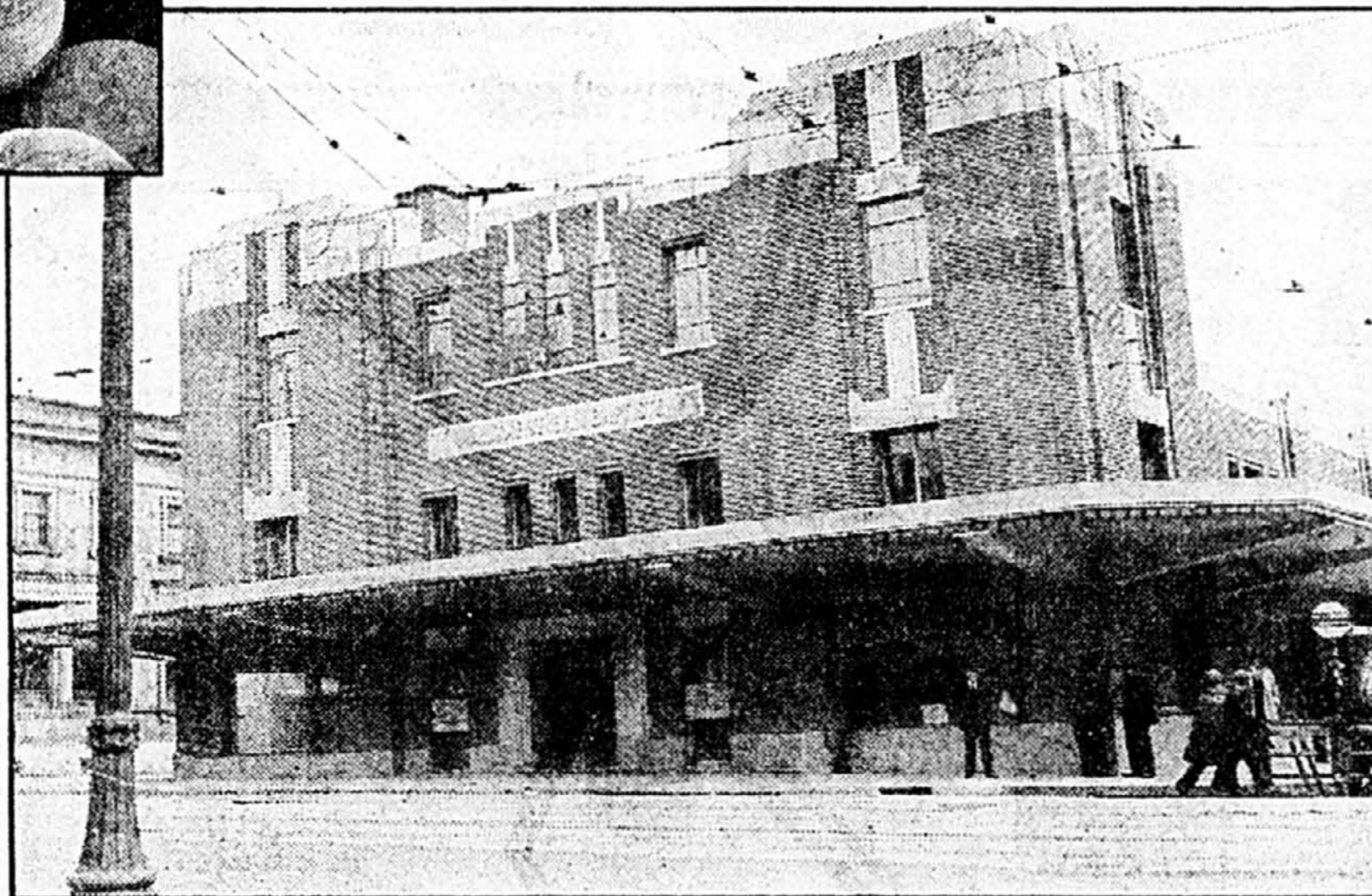
Le 14 juin 1938, après avoir amorcé des démarches en vue de l'agrandissement du marché, la



Les mini-marchés ont contribué à rapprocher la population des producteurs de fruits et légumes frais. Notre photo, le mini-marché de Côte-des-Neiges, juste devant la Maison de la culture Côte-des-Neiges.



La rue Saint-Paul et le marché Bonsecours vers 1900.



Le «nouveau» marché Saint-Jean-Baptiste en mai 1933.



HÉLÈNE-ANDRÉE BIZIER  
JACQUES LACOURSIÈRE

collaboration spéciale

Ville retraite et annule le projet. Le marché Bonsecours commence à vivre. En 1942, l'édifice est détruit. Les incendies de 1948 et de 1954 ajoutent leurs affres à celles laissées par la négligence. La halle des poissons est détruite en 1955 et, en 1964, quatre ans après l'inauguration du marché Central, un avis d'éviction est expédié aux locataires. Jusqu'à ce qu'il soit consacré à l'histoire, le marché Bonsecours a abrité les services administratifs municipaux.

#### Le marché Saint-Laurent

Le plus célèbre des marchés publics montréalais, celui du faubourg Saint-Laurent, ouvre ses portes vers 1830, «sur la grand-rue du dit faubourg Saint-Laurent, entre les rues Sainte-Catherine et Dorchester». En 1831, les ouvriers qui le fréquentent s'opposent à ce qu'il soit fermé les dimanches «car il est d'un avantage public et plus particulièrement aux ouvriers qui, ne recevant leurs gages que le samedi,

souvent très tard (...), ne peuvent le fréquenter que le septième jour. Agrandi à plusieurs reprises, le marché Saint-Laurent est le centre névralgique d'un quartier qui accueille naturellement les immigrants débarqués au port et établis aux confins de la vieille ville.

C'est sur ce marché qu'apparaissent les premiers regrattiers vendeurs de fruits et que s'agglutinent, autour du bâtiment principal, construit en 1861, les revendeurs qui tentent d'accaparer le client avant qu'il ne pénètre à l'intérieur. Les pressions exercées par la SSB, vers 1892, pour le démolir produisent un résultat contraire: le marché est rénové. En 1902, c'est la place publique la plus chic en ville! Les travaux de démolition du marché Saint-Laurent, décidés dans le cadre des «travaux de chômage», débutent le 3 mars 1932. Le marché a laissé sa place à un parking en 1961.

#### Le marché Saint-Jacques

L'histoire du marché Saint-Jacques est marquée par l'aventure des grands tribuns canadiens qui s'y sont affrontés dans des débats oratoires célèbres. Ouvert en 1872, le premier marché approvisionne la population de la paroisse Saint-Jacques en viande de boucherie, volaille, poisson, fruits et légumes. Au début de 1931, la ville décide de démolir le marché. Les travaux sont menés rondement puisque l'ouverture du nouveau marché Saint-Jacques a lieu le 12 novembre.

En 1960, le marché Métropoli-

tain ayant ouvert ses portes, le marché Saint-Jacques est fermé à la vingtaine de commerçants qui s'établissent aux environs. Malgré les menaces qui pèsent sur lui depuis cette époque, le marché a échappé à la destruction et reconquis sa vocation au cours des dernières années, mais il n'est plus le carrefour essentiel à la vie du quartier.

#### Le marché Saint-Jean-Baptiste

Le marché Saint-Jean-Baptiste était situé à l'angle nord-est de Rachel et Saint-Laurent, au cœur du village de Saint-Jean-Baptiste. Extension nord du marché Saint-Laurent, il desservait une clientèle cosmopolite qui a élu domicile, ouvert des restaurants et des échoppes jusqu'au nord de l'avenue Mont-Royal. La poissonnerie constitue la principale attraction du marché qui est reconstruit en 1907 et qui devient, après 1921, un point de ralliement de la communauté juive. Celle-ci, faute d'espace à la synagogue, y appelle régulièrement ses membres.

La décision d'agrandir le marché, en 1931, place les fournisseurs, agriculteurs et poissonniers dans une situation pénible, celle de quitter les lieux jusqu'à la réouverture. Dès l'ouverture, au mois de mai 1933, les locataires des étals réclament le gaz... pour faire mûrir les bananes! Ni la construction d'un atelier pour l'abattage des volailles, ni les réaménagements ponctuels n'ont empêché le marché Saint-Jean-Baptiste de devenir, en 1966, le

royaume de la puanteur et de la saleté où les mouches règnent même en hiver! Il a été fermé le samedi, 12 novembre 1966.

#### Le marché Maisonneuve

Le marché Maisonneuve est l'un des nombreux ornements dont s'est dotée l'ancienne municipalité de Maisonneuve et il est inauguré en 1914. Les administrateurs de Maisonneuve, qui ne font rien à moitié, donnent à leur marché l'un des plus beaux monuments de l'époque, une oeuvre d'Alfred Laliberté et premier bronze canadien coulé au Canada. Les travaux de chômage réalisés en 1932 dotent le marché d'abris couverts, sans toutefois décupler sa clientèle puisque il n'est ouvert que les samedis.

En 1962, la Ville de Montréal ébrèche la vocation des marchés Maisonneuve et Saint-Jacques qu'elle réquisitionne en faveur de services municipaux et, cinq ans plus tard, les abris des maraichers sont détruits. La population craint d'assister au démantèlement des marchés publics qui, en 1979, ne sont plus que trois: Jean-Talon, Atwater et Métropolitain (Central). Les campagnes populaires conduisent à l'élaboration d'une politique municipale de «régénérescence de la vie traditionnelle» et à la réouverture du marché en 1982.

#### Le marché Atwater

Au vieux marché Saint-Antoine, ouvert à la fin du siècle dernier, à l'angle des rues Saint-Jacques et de La Montagne, succéda

le marché Atwater ou «nouveau marché Saint-Antoine». Inauguré en 1933, il jette de l'ombre sur le marché Maisonneuve jusque la considéré comme le plus beau en ville. «Il y a une salle qui mesure 400 pieds par 60, au 2e, pouvant contenir dix mille personnes. Aucune colonne ne dépare ce hall public.» On peut y accueillir 160 cultivateurs et, comble de sophistication, les comptoirs de cette salle sont vitrés. Trente ans après sa construction, il décline, victime d'un entretien défectueux et de l'engouement des consommateurs pour les grandes surfaces. En février 1966, un incident relié à la consommation de viande avariée réduit considérablement la clientèle du marché que la Ville voudra bientôt transformer en centre récréatif. En octobre 1968, la Ville renonce à vouloir changer la vocation du marché. L'inauguration du marché restauré et réaménagé a lieu le 19 juin 1982.

#### Le marché Jean-Talon

Au printemps 1932, la société Frenette frères limitée décroche un contrat pour la construction du «chalet» du «marché du Nord». Deux ans plus tard, apparaissent les premiers abris, le pavage, les trottoirs et les égouts qui vont tapisser les terrains de l'ancien «parc Shamrock». Les travaux se poursuivent jusqu'en 1936, mais le marché ouvre ses portes en 1935. Connus sous les noms de marché du Nord et de marché Shamrock, il est réservé aux cultivateurs des paroisses agricoles de l'île (Saint-Laurent et Saint-Léonard) et de l'extérieur. Il répond aux besoins d'une clientèle mixte, formée de Montréalais d'origine française et européenne. Volailles vendues vivantes et abattues sur place, selon les méthodes courantes ou cacher; viandes, fruits et légumes, marinades ou confitures, l'origine des produits est toujours la même: du Québec... artisanat compris!

La renommée du marché comme centre de distribution de produits régionaux demeure intacte jusqu'à la fin des années 1950 quand un groupe de compétiteurs bien particulier vient fouetter le sang des producteurs et déclencher une drôle de guerre. De petits commerçants, d'origine italienne surtout, ouvrent des boutiques pour offrir les produits américains et ontariens dont la vente est interdite aux cultivateurs, impuissants devant la popularité grandissante des légumes et fruits exotiques.

L'ouverture du marché Métropolitain ou marché Central, en 1960, assène un autre coup aux producteurs dont la prospérité est sérieusement menacée par l'interdiction de vendre les animaux vivants sur les places publiques. En 1978, la plupart des abris du marché du Nord tombent en ruine, mais c'est l'heure choisie par les Montréalais pour redécouvrir ses marchés publics. En 1982, le marché du Nord reçoit officiellement le nom de marché Jean-Talon et il subit une bonne cure de rajeunissement.

#### Le marché Métropolitain

L'histoire du marché Métropolitain remonte à la fin des années 1930 quand l'Union catholique des cultivateurs commence à défendre le principe d'un marché de gros situé dans l'Est de la ville. En 1948, les démarches reprennent et les défenseurs du marché Bonsecours plient définitivement l'échine dix ans plus tard avec la démolition des «stalles» de la place Jacques-Cartier et de la rue des Commissaires. Le marché central ou Métropolitain ouvrent ses portes en mai 1960.

Hélène-Andrée Bizier et Jacques Lacoursière sont deux des principaux spécialistes de l'histoire du Canada.

## Montréal, ma ville, bonne fête!



### LES MONTRÉALAIS SE RACONTENT

■ J'y suis depuis ma naissance. Que de souvenirs! De par sa situation, Montréal est rempli de beaux coins. Je pense au majestueux Saint-Laurent qui la mouille. Nous avons le mont Royal; quelle beauté de voir ma ville du haut de cette belle montagne. Ceux qui ont vécu la guerre 1939-1945 se souviendront des concerts qu'on donnait à l'extérieur du chalet de la montagne. C'était tellement romantique pour nous, les jeunes de 20 ans, qui voulions oublier cette guerre.

Puis Montréal s'est développé de plus en

plus. Des maisons à appartements et des édifices à bureaux ont surgi partout en hauteur.

La belle rue Sainte-Catherine, jadis si grouillante, a vu disparaître les marquises des grands théâtres qui la rendaient tellement claire et belle avec leurs lumières multicolores.

Puis survint le métro, une merveille pour le bon peuple. Mais ce qui m'a plu davantage et que je n'oublierai jamais, ce fut Expo 67. C'est à cette période que Montréal a mérité les plus beaux hommages.

Profitez de ce 350e anniversaire pour se réjouir et se souhaiter bonheur et paix. Bonne fête à tous les Montréalais. Margot GAGNON, Montréal

## Le village de la Côte-des-Neiges

■ Je suis né et j'ai grandi au milieu d'institutions comme l'Oratoire Saint-Joseph, l'Université de Montréal, l'hôpital Juif, et collège Notre-Dame et le collège Jean-de-Brébeuf.

Mon Montréal à moi, c'est la Côte-des-Neiges, c'est la ville à la campagne, avec ses cultivateurs et ses vergers, ses écuries et ses poulaillers, mais aussi ses tramways et la modernité. J'ai eu pour ter-

rain de jeu le cimetière où, plus tard, j'ai appris à conduire.

J'ai fait du ski sur le mont Royal, au lac aux Castors et à la côte Blue et Or de l'Université de Montréal. J'avais des planches trop grandes, celles de mes oncles et de mes tantes, des bottines toutes molles, des fixations qui se désenclenchaient tout le temps.

Nous habitons un deuxième étage, rue Decelles. J'y ai veillé au balcon plus d'un soir, et j'ai regardé passer avec fascination le petit char «observatoire».

Pour moi, aller en ville, c'était aller magasiner rue Sainte-Catherine, chez Eaton, Morgan ou

Kresge, ou encore aller visiter grand-maman de temps en temps le dimanche. Elle vivait dans Griffintown, juste à côté de la brasserie Black Horse, à l'angle des rues Saint-Maurice et Dupré.

En famille, on prenait le tramway 29 jusqu'au bout de la ligne qui, pour nous, représentait le bout du monde ou à peu près. On se faisait gâter par tante Jeanne qui y tenait restaurant. Mais une fois les civilités accomplies et la parenté visitée, on avait hâte de remonter la côte, en taxi cette fois, pour retrouver notre village et sa tranquillité. Pierre LEFEBVRE, Saint-Sauveur

# GAGNEZ DES VACANCES AU COEUR-DU-QUÉBEC

# VENEZ PASSER 2 JOURS AU PAYS DES FILLES DE CALEB

en collaboration avec

**La Presse**

À 1h30 de Montréal  
À 1h15 de Québec

La Croisière St-Maurice vous invite à un voyage agréable sur notre magnifique rivière St-Maurice. Vous pourrez admirer la beauté du paysage ainsi que les pittoresques villages de Grandes Piles et St-Jean des Piles, lieux de tournage de la télé-série: **Les Filles de Caleb.**

De mai à octobre  
Prix régulier, 11,50\$ (175 incl)  
Moins de 10 ans, 4,60\$ (175 incl)  
Prix de groupe disponible



▲ Vers La Tuque



Réservation: (819) 538-3523  
1301, Principale, St-Jean des Piles

## LE VILLAGE DU BÛCHERON

Le Village du Bûcheron vous présente l'épopée des Forestiers de la Mauricie entre 1850 et 1950. Ce site est la reconstitution d'un véritable camp de bûcherons, où on peut goûter la nourriture d'anlan dans une atmosphère d'époque.

Admission:  
Adulte, 6,50\$  
Age d'Or et groupes, 5,50\$  
Enfant (5-16 ans), 4,50\$  
Groupe enf. (5-16 ans) 3,50\$  
Enfants moins de 6 ans, gratuit  
Heures d'ouverture:  
15 mai au 15 octobre,  
10h-18h, 7 jours/sem.



Réservation: (819) 538-7895

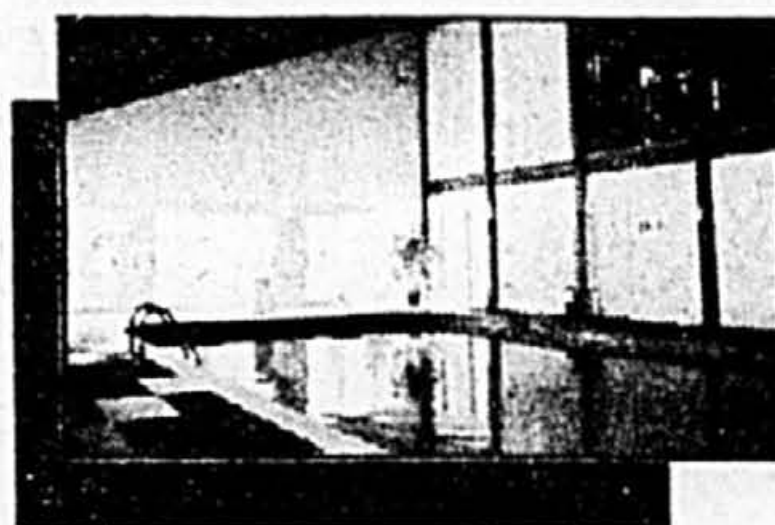


DES VACANCES-SANTÉ HORS DE L'ORDINAIRE...

Le centre de loisirs et de santé Harfang des Neiges. C'est vous donner la chance de goûter au maximum, un paysage de montagnes et un cadre naturel exceptionnel, sur les bords d'un lac privé. Tous les éléments de luxe et de confort s'y retrouvent: Superbe foyer, spacieuse terrasse extérieure, bain tourbillon, piscine intérieure, salle d'exercices, tennis, saunant VOUS FAITEZ.

100, Lac des Neiges  
Ste-Flore de Grand-Mère  
G9T 5K5

Tél.: (819) 533-4518  
Fax: (819) 533-4727



SORTIE 226

Parc National de la Mauricie

Saint-Jean des Piles

Grandes Piles

Saint-Tite

A partir de 500\$... Forfaits vacances... Forfait de 500\$

- Terrasse
- Piscine
- Salle de conférence & réception
- NOUVEAU
- 19 chambres
- Verrière
- Spa Délenite
- Forfaits: Golf-Théâtre Village d'Emilie Spa Délenite



Pour les amoureux de la nature et de la bonne table.

4291, 50e Avenue  
Ste-Flore de Grand-Mère  
(819) 538-9340

SORTIE 220

Boulevard Vallée du Parc

Grand-Mère

SORTIE 226



Visitez les décors extérieurs et intérieurs de la télé-série la plus populaire de l'histoire du Québec.

NOUVEAUX BATIMENTS  
NOUVELLE ANIMATION  
ouvert de 10h à 18h  
tous les jours jusqu'au  
13 septembre



Sortie 226 de l'autoroute 55 à Grand-Mère  
Admission: Adultes: 7,50\$ (taxes incluses)  
Enfants: 4,50\$ (taxes incluses)  
FORFAIT THÉÂTRE DISPONIBLE

Pour information et réservation:  
(819) 538-1716

Saint-Stanislas

Vers Québec

Saint-Élie-de-Caxton

SORTIE 211

Sortie 211 de l'autoroute 55 Shawinigan Centre-ville



## Centre d'Interprétation de l'Industrie

Un musée regroupant des éléments des plus importantes collections sur les débuts de l'industrialisation canadienne, ainsi qu'une visite de la centrale hydroélectrique Shawinigan 2, en exploitation depuis 1911, et reconnue à l'époque comme une des plus puissantes du continent nord-américain.

Visite de la Centrale tous les jours de 9h à 16h. Durée: 1h30 (819) 372-3801  
Visite du Centre d'Interprétation tous les jours de 9h à 18h. Durée: 1h30 (819) 536-8516

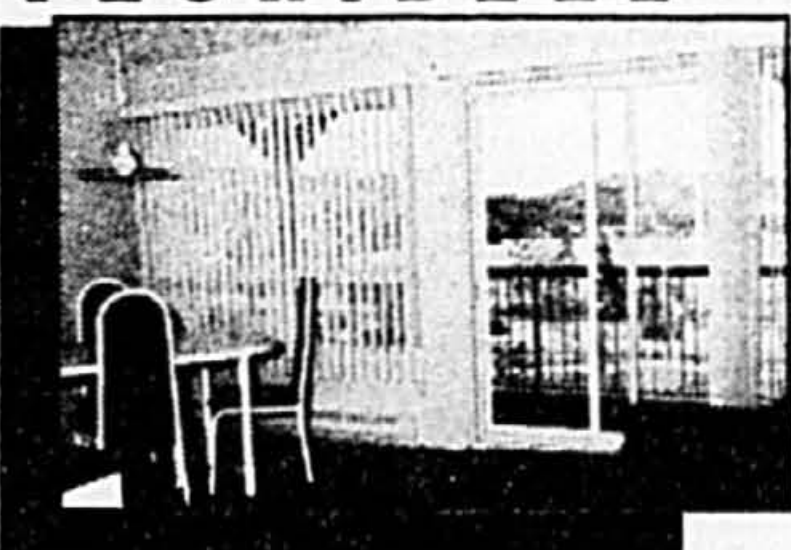


SORTIE 206

Pour le plaisir de vivre quatre saisons

Le domaine FLORIBELL

Base touristique comprenant 36 unités de condo pour location journalière et plus. Possibilité de SOUPER-THÉÂTRE ou autre.



Tout ceci dans un décor enchanteur, aux portes d'une nature admirable.  
Prix: 49\$/nuît et plus

Durée: du 27 juin au 29 août 1992  
Réservation: (819) 221-5731 ou 1-800-567-8659  
Fax: (819) 221-3347

SORTIE Shawinigan 55 Nord

Trois-Rivières

Fluve Saint-Laurent

◀ Hull / Ottawa

◀ Vers Montréal

Le Québec, c'est les vacances.

Gouvernement du Québec  
Ministère du Tourisme

COUREZ LA CHANCE DE GAGNER L'UN DE CES MAGNIFIQUES FORFAITS-VACANCES!

Valeur approximative de 500\$ chacun.

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Tél. (résidence) \_\_\_\_\_ (travail) \_\_\_\_\_

Pour tous les détails concernant les forfaits à gagner, consultez le règlement de participation disponible au journal LA PRESSE. Aucun achat n'est requis. Concours ouvert aux 18 ans et plus.

Remplissez votre bulletin de participation et faites-le parvenir avant le 15 juillet 1992, à: **Concours GAGNEZ DES VACANCES AU COEUR-DU-QUÉBEC** C.P. 5040, succ. Place-d'Armes Montréal (Québec) H2Y 3M1

La Presse

POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS COMPOSEZ LE

1 800 567-7603

# Jeune homme accusé d'avoir battu un policier

GILLES ST-JEAN

Un homme de 19 ans devra subir son procès au prochain terme des assises, en septembre, sous l'accusation de voies de fait ayant causé des lésions à un policier de Longueuil le 5 mai dernier, a décidé hier le juge Robert Sansfaçon, de la Cour du Québec.

Le magistrat a décidé d'envoyer Gérald Alexandre à son procès

après que la Couronne, représentée par Me Nathalie Brissette, eut fait entendre plusieurs témoins, dont des policiers et un chauffeur d'autobus d'écoliers qui se trouvaient devant l'école LeMoynes d'Iberville, le 5 mai dernier.

Lors d'un bref affrontement, le sergent Daniel Gagnon avait alors été atteint d'un coup de bâton à la tête; il a subi une fracture du crâne qui l'empêche de travailler depuis.

M. Gagnon a raconté comment, après qu'on eut crevé un pneu de sa fourgonnette-patrouille, il a été entouré par des jeunes qui se trouvaient sans permission sur le terrain de l'école secondaire (c'est pour cette raison que la police avait été dépêchée sur les lieux). Quand il est descendu du véhicule, lui-même et son collègue, le sergent Richard Lambert, ont tenté d'arrêter les auteurs du méfait.

Par la suite, comme M. Lambert avait immobilisé deux présumés jeunes malfaiteurs contre une clôture, il dit avoir vu six ou sept jeunes entourer son camarade, puis « un bras en l'air ». Il a ensuite entendu un « ploc! » et a vu tomber M. Gagnon qui a dégainé son arme par réflexe, pour se protéger.

Alexandre devait être arrêté par le détective Gaston Thomas, quelque jours plus tard.

## ENSEIGNANT(E)S

intéressé(e) à vous impliquer dans un vaste projet d'évaluation formative des apprentissages, vous pourriez être invité(e) à une rencontre d'informations qui se tiendra à l'Université du Québec à Montréal.

Communiquez avec Claude Guillette du Groupe de Recherche en Évaluation Formative Informatisée (GREFI).

(514) 987-3831

## RÉSULTATS

Lotofix Tirage du 02-06-09

JEU DES CARTES  
POSITIONS  
JEU 1: V D J 9 6

ROULETTE  
POSITIONS  
JEU 2: 2 11 11 14 6

GRANDE ROUE  
POSITIONS  
JEU 3: 52 14 81

Banco Tirage du 02-06-09

1	7	19	21	22
23	27	32	33	40
41	43	51	52	53
56	57	63	68	69

Prochain tirage 02-06-10  
T.V.A. le réseau des tirages  
Les modalités d'encassement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.



Madame Lucie Auger de Sainte-Foy a gagné une Buick LeSabre en composant le numéro chanceux.

**Décidément, avec l'interurbain la parole est d'or!**

**Bell**  
des gens de parole

## PRIX D'ESCOMPTE SUR THERMOPOMPES

**1 OFFRE SPÉCIALE SANS ACOMPTÉ**  
**ENSEMBLE CARRIER** seulement **1488\$** PAR SEMAINE  
comprendant fournaise au mazout ou au gaz  
• installation complète • toutes taxes comprises • basé sur 120 mois après rabais si admissible

**ECONOTECH**  
733-1414

**2 LENNOX HP 22**  
2 tonnes  
prix incroyable **3995\$**

YORK — MITSUBISHI — CARRIER — LENNOX — RHEEM — SANYO

# AQUA LEADER

## VISION: LA COMBINAISON GAGNANTE 1992

**NOUVEAUTÉ**

Aqua Leader, le premier manufacturier à fabriquer des piscines hors terre de résine de synthèse, introduit cette année sur le marché la Vision II et III.

Ce nouveau concept est une combinaison de résine et d'acier. En effet, les pièces de résine se retrouvent au niveau des rails de sol et à tous les points stratégiques de la structure. Les composantes en acier (rebord du haut et poteaux) sont recouvertes de résine Duratex 2000, qui élimine les risques de corrosion et qui facilite grandement l'entretien. Les murs des piscines Vision II et III sont laminés de vinyle à l'intérieur et à l'extérieur pour une protection accrue.

**Valeur Innovation**  
**Solidité**  
**Ingéniosité**  
**Originalité**  
**Nuance**

Excellent rapport qualité-prix. Concept exclusif aux produits Aqua Leader. Pièces d'acier profilées, super rigides. Facile d'installation et à l'épreuve du temps. Seule piscine à rebords d'acier recourbé avant-gardiste. Couleurs et formes faciles à intégrer dans votre environnement.

J.P. MARCOULLIER INC.  
4240 montée St-Hubert  
St-Hubert - 678-7219

PISCINES MAURO INC.  
330, route 131 nord  
Lafayette - 766-3172

PISCINES ALPATO DU QUÉBEC  
355, rue Macias  
Vale-Tanier - 893-7177

PISCINES PERRIN-SPARTAN (LONG)  
891, boul. Ste-Foy  
Longueuil - 674-3707

PISCINE PERRIN-SPARTAN (GRAND)  
8255A, boul. Taschereau  
Brossard - 443-3515

PISCINE PISCIBATHE INC.  
70, boul. Moran  
Ste-Agathe-des-Monts - 328-5154

LES PISCINES PROTEAU ENR.  
490A, rte 263, Lambton  
Lambton - 488-7410

PISCINES R.D.R. ENR.  
557, Montcalm  
Berthierville - 836-2561

PRODUITS V.S. 2000 INC.  
1150, King est  
Sherbrooke - 666-5225

4848, boul. Bourque  
Rock Forest - 829-1122

PISCINES & SPORTS ROMANO INC.  
159, boul. Laurier  
St-Basile-le-Grand - 653-1842

PISCINES R.S. GRATTON INC.  
672, rue Notre-Dame  
Repentigny - 581-6943

PISCINES TROPICANA  
1715, chemin Gascon  
Terrebonne - 471-9903

PISCINES VAL-MORIN INC.  
14400, boul. Cochin ouest  
Pierrefonds - 826-3888

PISCINES VAREMES INC.  
615, montée Ste-Julie  
Varemes - 652-0369

LES PISCINES A. JOURNAULT  
414, St-Philippe  
Dobson - 938-7651

PISCINES AQUA ems INC.  
81, Notre-Dame  
St-Tite - 365-7197

CENTRE DE PISCINES AQUARILLES  
66, rue Dubois, suite 109  
St-Eustache - 823-8282

AU COIN DE LA PISCINE ENR.  
510, boul. Lacombé  
Le Gardeur - 582-3037

AU COIN DU FEU ENR.  
84, Léonidas, Rimouski - 722-7111

BOUFFARD LAURENT SPORT INC.  
114, boul. Taché ouest  
Montmagny - 248-1245

CENTRE PISCINES HORIZON ST-REMI  
345, boul. du Séminaire  
St-Jean-sur-Richelieu - 348-6851

PISCINE CHAUDIERE 88 INC.  
1056, boul. Vachon sud  
Ste-Marie-de-Beauce - 387-2121

PISCINE CÔTE JARDIN  
1355, boul. des Laurentides  
Pont-Viau - 629-4573

EAU DE JAVEL J.P. CÔTE INC.  
9450, boul. Henri-Bourassa  
Charlevoix - 628-8585

ENTRÉPÔT PISCINE PLUS  
147, rue 203  
St-Clément - 825-2436

PISCINES DE L'ESTRIE  
184, Denison est  
Granby - 372-6771

PISCINES & SPORTS EXCEL  
1200, rue St-Eduard  
Plessisville - 362-6464

PISCINES DU FORD INC.  
1637, boul. St-Paul  
Chicoutimi - 543-3003

PISCINES LES FORGES  
7595, boul. des Forges  
Trois-Rivières - 372-9230

PATIO PISC. HORIZON GRANBY INC.  
480, rue Goy  
Granby - 375-9225

LADRIER LTÉE  
5825, boul. Royal  
Trois-Rivières - 376-7771

LOCATION LAUZON INC.  
245, 3e Avenue est  
Lasalle - 333-2038

## JOURS D'ÉCONOMIES

# JUSQU'À 50% SUR PLUS DE 75 VARIÉTÉS DE TISSUS!

**TOUS LES PATRONS McCALL'S** 3 POUR 1\*  
\*de valeur égale ou moindre.

**PRIX ALLÉGÉ POUR CHALLIS LÉGER!**  
DES MILLIERS DE MÈTRES DE RAYONNE SOUPLE, IDÉALE POUR L'ÉTÉ!  
Challis "Marion", 100% rayonne, 115 cm. Motifs vichy, floraux, bigarrés, à pois et à damiers.

Prix cour. 9,99m Réduit à: **5<sup>99</sup>** le mètre

Plus... Challis "Azura" **2<sup>99</sup>** le mètre

**PRIX FOU POUR COTON DOUX!**  
DES MÈTRES ET DES MÈTRES DE TISSU 100% COTON, FRAIS POUR L'ÉTÉ!  
Coton "Danube", coton "Donna" et coton brut. 115cm et 150cm. Choix d'unis ou d'imprimés... floraux, bigarrés, à pois pour toute la famille!

Prix cour. jusqu'à 10,99m Réduit à partir de: **5<sup>24</sup>** le mètre

**PETIT PRIX GRANDES ÉCONOMIES!**  
COTON PERMA PRESS 65% poly., 35% coton, 115cm. Couleurs vives, nuancées et de base. **2<sup>99</sup>** le mètre

TISSU SPÉCIAL MODE Grand assortiment de tissu uni ou imprimé très en vogue. 150 cm. **3<sup>74</sup>** le mètre

**TRICOT SPORT -25%**

**COTON PERMA PRESS -25%**

**PRIX COUPÉ POUR TISSU COLORÉ!**

GRANDE SÉLECTION DE TOILES, 150 cm: "Shantung printemps", "Pandora", "Toile Tisserand", "Sergé, uni ou imprimé.

JUSQU'À **50%**  
Prix cour. jusqu'à 11,99m Réduit à partir de: **3<sup>99</sup>** le mètre

**COTONNADES** Cotonnades "Mimosa", "Seersucker", "Nuance", 115cm.  
Prix cour. jusqu'à 5,99m Réduit à partir de: **3<sup>74</sup>** le mètre

**ACCESSOIRES DE COUTURE**  
• FILS GÜTERMANN  
• FERMETURES À GLISSIÈRE  
• APPLIQUES  
• VELCRO (au mètre) **33 1/3% DE RABAIS**

## OÙ TROUVER UN STORE À BON PRIX? CHEZ Bouclair ÉVIDEMMENT!

**VERTICAUX BOUCLAIR SUR MESURE** Prêts en 48 heures  
Lamelles en P.V.C. de 2" et 3 1/2"  
Vaste sélection de styles et de couleurs... unis ou gautrés qui se marieront bien à votre décor.  
40% sur modèle blanc gautré, 3 1/2 po. **40%**

**VASTE CHOIX DE DRAPERIES ET DE TISSUS DÉCORATIFS COMME NULLE PART AILLEURS!**  
Une profusion de tissus décoratifs et à recouvrement importés d'Europe et des États-Unis. Tissus unis ou à motifs floraux traditionnels, modernes, métalliques et plus.  
**VALEUR ALLANT JUSQU'À 70%**

Prix courant jusqu'à 24,99m Réduit à partir de: **2<sup>99</sup>** le mètre

**JUSQU'À 30%** SUR TOUT LE DÉPARTEMENT DE SUR-MESURE!  
Tissu sur commande spéciale et sur échantillons de compagnies réputées... QUEFAB • ROSEDALE • SALETEX • PARO • etc...

**JOURS D'ÉCONOMIES**

**DOUILLETES À PRIX SENSASS!**  
En percale, chintz et polycoton. Unies ou à motifs floraux, tachetés, géométriques et contemporains pour lit simple, double, etc. **De 19<sup>99</sup> à 219<sup>99</sup>**

**STORES VERTICAUX POUR PORTES-PATIO**  
Lamelles de 3 1/2 pouces. P.V.C. et tissu de qualité supérieure. Vaste choix de couleurs. 75 X 84 pouces. Disponibles en magasin. **VALENCE INCLUSE 49<sup>99</sup>**

**DENTELLES, VOILAGES ET BRISE-BISE**  
Dentelles, voilages et brise-bise. 100% polyester. Largeurs allant jusqu'à 280cm. Blanc et couleurs pastel. Grand choix. Disponibles en magasin seulement. **Prix courant jusqu'à 31,99m Réduit à partir de: 3<sup>19</sup> le mètre 20%**

**NOUVEAU REPENTIGNY**  
85 Brien  
654-2619

CHOMEDEY  
965, boul. Curé-Labelle  
973-8208

**LAVAL**  
3350, boul. St-Martin  
687-8480

**LASALLE**  
363, ave. Dollard  
365-7337

**LAVAL**  
1720, boul. des Laurentides  
667-3120

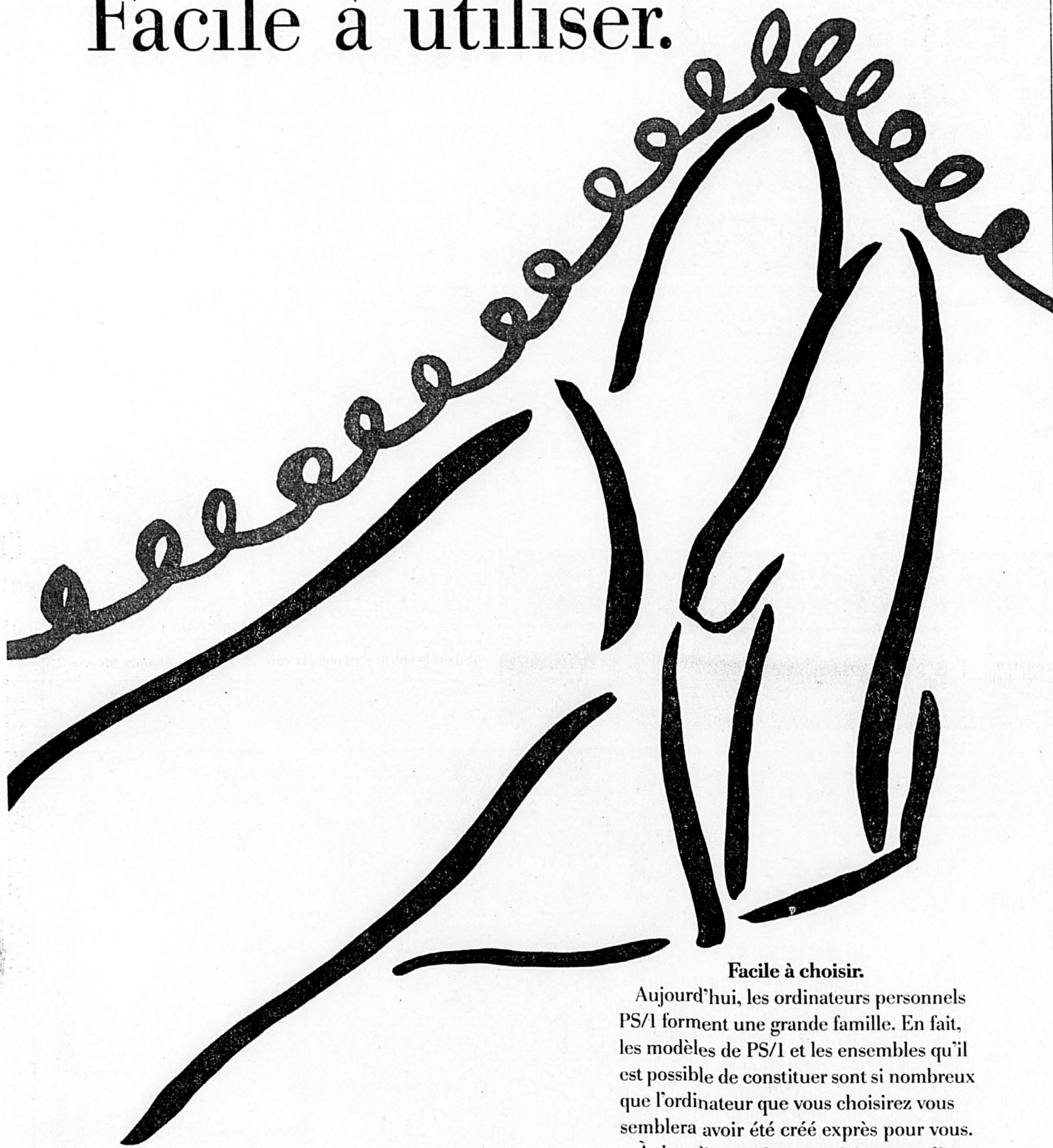
**ST-JEAN-SUR-RICHELIEU**  
180, boul. St-Joseph  
348-1145

**Bouclair**  
FAITES LE VOUS-MÊME ET ÉPARGNEZ

Ces articles ainsi que plusieurs autres sont en soldé jusqu'au 13 juin 1992.

<p><b>DOLLARD</b> 3149, boul. des Sources 683-4711</p> <p><b>ST-LÉONARD</b> 4305, rue Jean-Talon 725-9175</p>	<p><b>MONTRÉAL-NORD</b> 5630, Henri-Bourassa 327-1113</p> <p><b>ST-CONSTANT</b> 400, route 132 635-8407</p>	<p><b>TERREBONNE</b> 1350, ch. Moody 471-9494</p> <p><b>CENTRE-VILLE</b> 2110, Ste-Catherine o. Angle Du Fort 989-8934</p>
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

# L'ordinateur personnel PS/1. Facile à choisir. Facile à utiliser.



## Facile à choisir.

Aujourd'hui, les ordinateurs personnels PS/1 forment une grande famille. En fait, les modèles de PS/1 et les ensembles qu'il est possible de constituer sont si nombreux que l'ordinateur que vous choisirez vous semblera avoir été créé exprès pour vous.

À titre d'exemples, en voici quatre, disponibles auprès d'IBM direct. Les détaillants et distributeurs agréés IBM en ont bien d'autres à vous offrir. Alors, installez-vous confortablement, appelez-nous sans frais au numéro ci-dessous et nous vous dirons où trouver l'ensemble qu'il vous faut.

## Facile à utiliser.

Il suffit de le sortir de la boîte, de le brancher, de pointer la souris et clic!... c'est parti! Rien de plus simple et le PS/1 sait travailler et divertir comme pas un.

**L'ensemble Débutant, pour toute la famille.** Avec son disque dur de 30 Mo, il sait travailler et divertir petits et grands.

**1 399 \$**

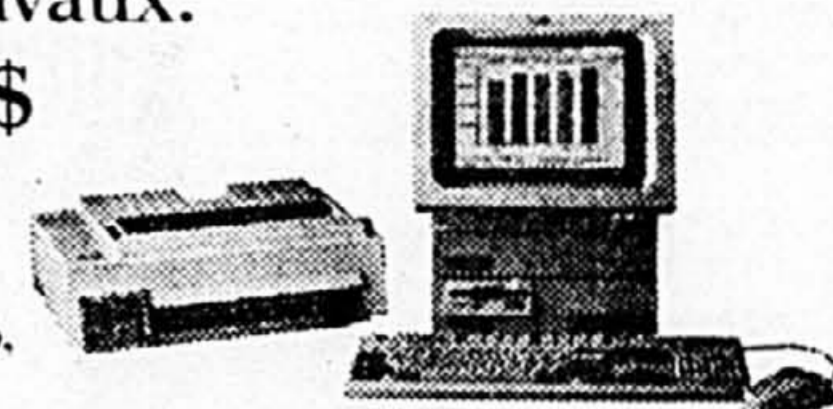
Le PS/1 286, 10 MHz, comprend 1 Mo de mémoire, un écran couleur, un disque dur de 30 Mo, un modem, une souris, DOS et Microsoft Works.



**Un excellent collègue de travail ou camarade d'étude.** Et grâce à l'imprimante, vous pouvez mener à terme tous vos travaux.

**1 749 \$**

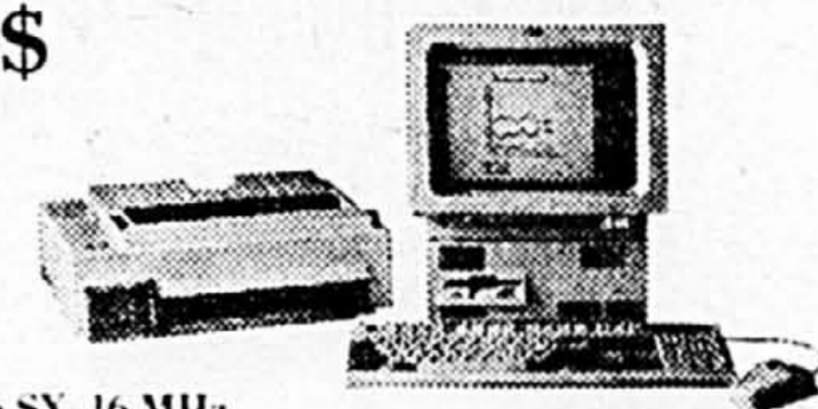
Le PS/1 286, 10 MHz, comprend 1 Mo de mémoire, un écran couleur, un disque dur de 30 Mo, un modem, une souris, une imprimante PS/1, DOS et Microsoft Works.



**Mettez tous vos plans d'affaires en noir sur blanc.** Cet ordinateur doté d'un disque dur de 80 Mo et d'une imprimante est une solution efficace pour toute PME.

**2 399 \$**

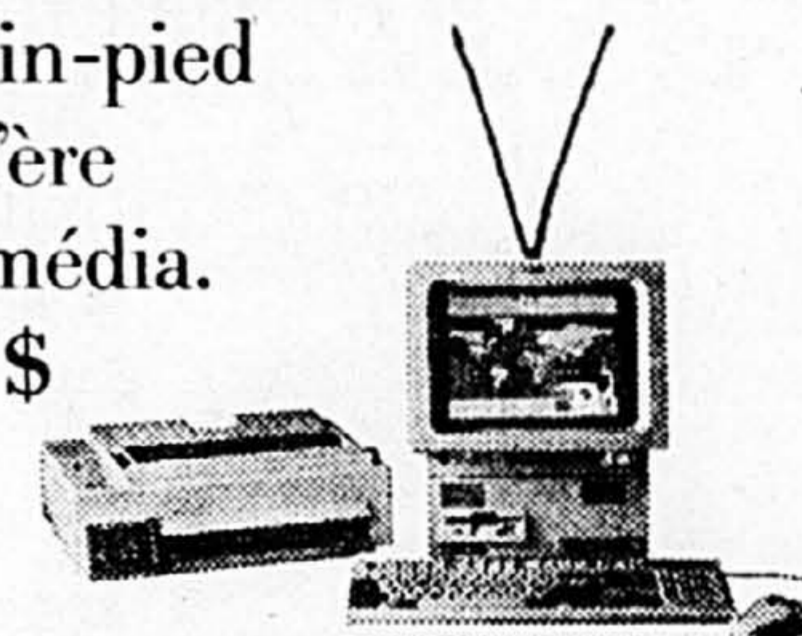
Le PS/1 386 SX, 16 MHz, comprend 2 Mo de mémoire, un écran couleur, un disque dur de 80 Mo, un modem, une souris, une imprimante PS/1, DOS, Microsoft Works, Windows et Productivity Pack.



**La puissance à votre service, une imprimante à portée de la main... et une option TV PS/1 qui vous permet d'entrer de plain-pied dans l'ère multimédia.**

**2 799 \$**

Le PS/1 386 SX, 16 MHz, comprend 2 Mo de mémoire, un écran couleur, une option TV PS/1, un disque dur de 80 Mo, un modem, une souris, une imprimante PS/1, DOS, Microsoft Works, Windows et Productivity Pack.



Pour commander, appelez du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h. Les principales cartes de crédit sont acceptées. Les prix comprennent les frais de livraison lorsque vous commandez auprès d'IBM direct. Les produits sont disponibles en français et en anglais.

**IBM**



Pour des renseignements sur d'autres produits IBM, rendez-vous chez un détaillant ou un distributeur agréé IBM ou

**APPELEZ IBM DIRECT AU 1 800 465-7999.**